

| Le risque de la liberté

Ce document est une tentative de rupture avec l'époque. Une volonté collective d'essayer de comprendre le présent pour l'infléchir et le réinventer. Si ces lignes trouvent encore peu d'auteurs, des dizaines en fait, des centaines peut-être même, sont bel et bien intervenus dans sa construction et son intention est donc de construire un raisonnement collectif ouvert plutôt que d'exposer une idéologie politique cadastrée.

Depuis des années maintenant, un indélébile précédent a été commis qui fonde – après, avec et avant d'autres – les principes de l'usage d'internet au service de la vie de la cité, soit une profonde mutation des habitudes politiques de l'humanité qui s'essaie là à un vieux fantasme, la démocratie. Seulement, personne ne saurait mesurer encore l'ampleur du bouleversement à venir ni ses conséquences à terme, faute d'aucune expérience comparable dans le passé. Dans cette entreprise donc, nous avançons à vue et nous, les participants d'aujourd'hui, ne pourrions être rendus responsables que d'une seule chose, l'échec ou le report *sine die* de notre expérience démocratique, puisque son succès paraît déjà inscrit dans le déroulement invariable d'une mutation en marche qui secoue le Maghreb aujourd'hui.

Au contraire, l'Europe de 2012 est en proie à une crise qui la pousse à nier les peuples, ouvertement. Le Traité de Lisbonne finalement imposé par voie parlementaire aux Pays-Bas et en France, les chefs de gouvernements grec et italien nommés par les milieux financiers, la construction aujourd'hui même du mécanisme européen de stabilité financière dont certains articles entérinent l'impunité totale de ses membres sont autant de preuves de la négation explicite de l'opinion populaire. Comme en plus nos gouvernements ne brillent pas par leur probité, que la France, selon *Reporters sans frontières*, a perdu depuis 2002 trente-et-une places dans le classement mondial de la liberté de la presse pour se situer actuellement au 44^{ème} rang, à peine devant l'Italie, juste derrière la Nouvelle-Guinée, et loin derrière l'Afrique du Sud, Hong Kong, le Mali ou le Ghana, que cette même France se trouve impliquée dans trois conflits armés, en Côte d'Ivoire, en Libye et en Afghanistan sur seule décision de son président, on semble en droit

de s'inquiéter, pour le présent comme pour l'avenir. D'autant que tous ces événements se succèdent dans un silence résigné, désintéressé, déprimant et finalement complice. Et la démocratie sans peuple n'est plus la démocratie.

La démocratie n'est pas dans l'origine populaire du pouvoir, elle est dans son contrôle. La démocratie, c'est l'exercice du contrôle des gouvernés sur les gouvernants. Non pas une fois tous les cinq ans, ni tous les ans, mais tous les jours[1].

Or depuis combien de temps ne contrôlons-nous pas nos élus ? D'ailleurs les grecs, initiateurs de la démocratie, l'ont-ils fait ses dernières décennies ?

La vérité est évidente : nous avons laissé faire. Tous.

Sans doute par manque de temps, de perspective ou simplement d'envie. Peu importe. Espérons seulement que les choses changent. Car de notre expérience sur internet, nous – les auteurs – ne sommes parvenus qu'à une seule véritable conclusion : sans l'intervention du plus grand nombre, sans la volonté populaire d'assumer son destin, d'autres continueront à nous imposer leur volonté, même si elle ne nous est pas profitable.

Ce document constitue donc un appel à la participation populaire aux affaires politiques. Il tente bien sûr un inventaire des raisons les plus évidentes qui rendent une telle mobilisation nécessaire mais il propose surtout une solution ou au moins l'esprit d'une solution, celui du tirage au sort.

Si cet esprit vous saisit, vous pourrez donc écrire, participer, agir, pour ou contre nos idées ; vous pourrez inventer, suivre ou proposer ; vous pourrez débattre, énoncer ou écouter. Si cet esprit vous saisit, vous pourrez prendre, avec nous, le risque de la liberté.

Première partie

Pladoyer pour un tirage au sort en politique

David Lafaille
david.lafaille@free.fr
Zoltan Hubert
zoltan.hubert@zzaero.com

L'Observatoire de Meudon

Tout remonte à 2004. Le référendum sur le Traité de Constitution Européenne (T.C.E.) monopolisait les conversations au travail, à l'apéro ou dans les transports. La France retrouvait de son identité, celle d'un peuple politique et chacun s'interrogeait sur cette consultation décrite par l'essentiel des pouvoirs – politique, économique et médiatique – comme anodine et inéluctable.

Déjà intimement européiste, ne serait-ce que pour la paix qu'assure l'Union depuis qu'elle existe, puis conforté par une tribune publiée dans *Le Monde* par Michel Rocard, je me prononçai sans retenue en faveur du *oui* et je débattais en ce sens avec conviction. Seulement, à l'Observatoire de Meudon où je finissais ma thèse de doctorat, d'autres s'étaient beaucoup plus documenté que moi et attirèrent mon attention sur les conséquences réelles de l'adoption du T.C.E. On évoquait alors pas moins que la disparition de la démocratie populaire au profit de la finance, on singeait le pouvoir mineur du Parlement Européen et jusqu'au texte lui-même, abscons, comme s'il avait été écrit pour ne pas être lu. D'ailleurs que des astrophysiciens volontaires soient incapables de l'interpréter avec certitude était déjà une information à même d'éveiller les soupçons.

L'Observatoire de Meudon est un de ces espaces privilégiés à la française : deux terrasses, un château, une grande lunette d'époque, trois coupes de télescopes et un immense parc en bordure de forêt domaniale où s'épanouit une faune heureuse à seulement quelques kilomètres de Paris. Des parcelles sont cédées aux employés pour y faire pousser ce qu'ils désirent et il n'est pas rare de croiser tel ou tel les bras chargés d'une abondante récolte.

Depuis la fenêtre de mon bureau, j'ai l'œil sur des arbustes fleuris, quelques pieds de tomates et un faisan mâle qui aime à se blottir dans une souche sans que je ne comprenne bien pourquoi. D'immenses marronniers habillent les allées où les jardiniers s'activent, toute sorte de gens passent et repassent pour gagner les bâtiments ou les quitter à n'importe quelle heure du jour et de la nuit et parfois même pour le seul plaisir d'une bouffée d'air frais. Je

ne connais pas meilleur cadre de vie professionnelle.

D'autant que l'on peut qualifier cet endroit d'*Utopia*, l'île des philosophes de Thomas More. Car à l'Observatoire, le savoir n'y est pas forcément une affaire de certitudes, au contraire, il s'y construit sans espoir de complétude ni d'absolu avec l'idée que plus vous en savez, plus vous mesurez votre ignorance. C'est d'autant plus vrai en matière de science que sa nature éminemment révisable en est un des principaux moteurs : en leur temps, Galilée, Newton et Einstein ont bien sûr bâti des théories mécaniques splendides qui ont chacune projeté le monde vers son avenir ; seulement Galilée et Newton sont coupables aux yeux de la science moderne d'erreurs graves et même Einstein pourrait se voir infirmer dans un très proche avenir par une théorie plus complète qui unifierait gravitation et mécanique quantique, nouveau Graal de la physique théorique.

Évidemment et cela va sans dire, parmi ces philosophes fraient aussi d'appliqués abrutis, gavés de certitudes et qui poursuivent le plus souvent l'espoir d'une reconnaissance individuelle à même de les distinguer de leurs contemporains. Il en faut. J'oserais même dire que ceux-là assurent même mieux les objectifs d'une recherche toujours plus tentée par la rentabilité. Mais l'essentiel des individus que je côtoyais alors avait bien le regard tourné vers l'extérieur – même si physiquement le mur d'enceinte de l'Observatoire était rarement franchi – et s'inquiétait de ce qu'autrui pouvait apporter plutôt que prendre, sans douter de sa naturelle tendance à un humanisme d'époque. De droite comme de gauche, l'essentiel pour nous était d'essayer de comprendre et chacun apportait un propos débattu pour être partagé afin d'avancer avec un peu plus de lumière à travers la durée.

Durant ces années de recherche, je réalisais avec d'autres que la science si rigide et cadastrée, toujours le doigt sur la couture du pantalon, finissait elle aussi par déboucher sur un espace de questions fondamentales, ontologiques, qui nourrissent notre humanité autant qu'elles l'inquiètent, entre psychanalyse et philosophie. Je comprenais que la quête du savoir, quel qu'en soit la forme, n'avait qu'un but, nous permettre d'échapper aux peurs générées par l'ignorance et que la forme même de ce savoir, mathématique, philosophique, pratique ou artistique n'avait pas vraiment d'importance, pourvu qu'on fût honnête dans sa quête.

Un an auparavant, une tentative de réforme de la recherche avait mobilisé l'essentiel des personnels jusqu'à une assemblée générale où quelque deux cents personnes avaient débattu pendant plusieurs heures. Nous étions même parvenus à la nécessité d'une revendication cohérente mais à distance des syndicats, la plupart campant sur des logiques dont nous ne voulions pas. Malheureusement, le mouvement s'étiolait aussi rapidement qu'il s'était or-

ganisé et nous ne nous retrouvions bien vite plus qu'une maigre dizaine à débattre vainement d'idées que nous ne pouvions plus vraiment partager. L'Observatoire de Meudon se retrouvait donc absent des États Généraux de la recherche organisés par de plus investis que nous et chacun retournait à ses chères études, incrédule quant à l'issue des négociations avec le gouvernement de l'époque. Ils avaient raison. La réforme s'imposait sans encombre et le choix de la résignation se trouvait ainsi justifiée dans un observatoire de Meudon qui n'en avait pas vraiment besoin. . .

L'échec de la mobilisation trouvait son explication me parut-il alors dans le caractère déjà éminemment politique des différents laboratoires qui ne parvinrent pas à trouver de consensus sur leurs revendications. Privilégiés par rapport à nombre d'autres laboratoires du C.N.R.S. pour l'obtention de postes ou de crédits et déjà bien trop occupés à l'obtention de ces subsides, chacun défendait une spécificité politique qu'une protestation collégiale risquait de mettre en danger. Si bien que quand le gouvernement Raffarin répondit à nos revendications en embauchant des policiers plutôt que des chercheurs, il s'en trouvait vite pour railler notre lutte éphémère plutôt que pour la regretter. T.I.N.A. *There is no alternative* triomphait encore mais augmentait d'autant le ressenti à l'égard du politique.

Le Traité de Constitution Européenne

Quand donc en 2004 annonce fut faite que le T.C.E. subirait en France l'épreuve du référendum, doucement mais sûrement l'Observatoire s'en empara, suivant ainsi la dynamique populaire. Les échanges se multiplièrent. D'aucuns essayaient de décortiquer le texte lui-même, d'autres se référaient à des analyses de confiance et au final, tous nous défendions une certaine idée de la politique, la nôtre, construite des influences de notre éducation et de notre expérience. Très vite les grands partis politiques se prononcèrent pour et il ne resta plus que les extrêmes pour regimber. Seulement, pour la plupart d'entre nous, l'Europe était un écheveau complexe que nous désirions avant tout comprendre et le débat sur le T.C.E. devint donc très logiquement l'occasion de poser des questions sur le fonctionnement même de l'institution, son historique, sa logique et son bilan, comme l'occasion de prendre de la distance vis-à-vis des institutions politiques et médiatiques qui, elles, s'accordaient sur un consensus avant même que tout débat n'ait lieu.

Bien au-delà de l'Observatoire, au bar de l'Espoir à Meudon, à la Butte aux Cailles la nuit, dans les universités, les brasseries, etc. la même ferveur politique s'emparait de la ville. Comme si nous retrouvant tous égaux devant ce texte, c'est-à-dire incapables d'en finir la lecture, nous en profitions pour nous exprimer, sans risque de faire pire que le texte lui-même. Au bar de l'Espoir, on écoutait d'abord les *astropicologues*, c'est-à-dire nos avancées du jour sur le chemin de l'élucidation de ce traquenard économique-politique, mais aucun argument ne portait plus alors auprès des autres clients que l'aveu de notre doute et de notre incapacité à comprendre. Descendus de notre observatoire, mêlés aux habitués du comptoir, nous partagions les mêmes questions et chacun redevenait un citoyen, sans qu'aucun ne puisse prétendre se suffire à lui-même dans l'interprétation du présent. Les paroles se déliaient et on réalisait vite et ensemble qu'un texte constitutionnel est davantage un exposé philosophique, un esprit des lois plutôt que les lois elles-mêmes ; une constitution devrait donc considérer l'ensemble de la population dont l'intérêt serait par conséquent de s'exprimer afin d'être bien prise en compte. Lentement mais sûrement, l'idée d'une assemblée constituante s'imposait à tous comme une évidence et le texte proposé à référendum, comme la façon dont il avait été rédigé, incarnait logiquement la corruption d'un système dans son ensemble.

La nuit dans Paris, on se passionnait pour le même sujet qui vite se transformait en propositions pour la construction d'une société idéale. Il ne s'agissait plus de débattre de tel ou tel article mais bien de prendre le risque d'exposer une philosophie politique pour laquelle chacun se sentait en droit et en devoir de s'exprimer. Il ne s'agissait plus de choisir entre tel ou tel programme, il n'était plus question de pragmatisme économique, il s'agissait seulement de réfléchir au *mieux vivre ensemble*, ce que tous estimaient naturellement à leur portée.

Seulement voilà, l'enthousiasme populaire n'était pas du goût de tous et, à mesure que le débat avançait, médias et politiques s'accordaient pour le faire taire. Les journalistes ensemble s'employaient à l'éreintement appliqué d'un *non* qui ne pouvait mener qu'à convaincre l'Europe d'une poussée xénophobe et populiste en France, les seuls partis opposés au T.C.E. frayant aux limites du fréquentable. Sans aucune retenue, ce que nous osions à peine appeler *intelligentsia* par soucis de nuance s'ordonnait en colonnes disciplinées sous la bannière du *oui* au T.C.E. en s'alarmant davantage à mesure que les sondages révélaient l'incertitude du scrutin à venir. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne affirmait même que rien n'avait été

prévu en cas d'échec du référendum français et s'en remettait à l'habituelle T.I.N.A. qui devait suffire à nous faire entendre raison.

There is no alternative.

Ainsi, alors même que le pays retrouvait de son caractère politique, que l'occasion nous était donnée de débattre sur une Europe dont le pouvoir semblait trop souvent soustrait à l'influence des peuples et que nous étions à l'aube de la doter d'une constitution, texte fondateur de l'esprit qu'elle se voulait défendre, l'essentiel du pouvoir en France nous invitait à voter *oui* sans trop y réfléchir, ce texte étant ce que nous pouvions espérer de mieux en la matière !

Inutile de préciser que la cohésion affichée eut pour principal effet d'exacerber la méfiance populaire et du même coup de la libérer des chapelles partisans. Il n'était désormais plus question ni d'U.M.P., ni de P.S. pas plus que d'Inter ou de T.F.1. mais plutôt d'interprétations construites et de raisonnements étayés sur telle ou telle information recueillie hors des vecteurs habituels. Durant les quelques mois qui précédèrent le scrutin, les français retrouvaient ainsi de leur esprit frondeur et de leurs valeurs démocratiques face à la propagande ordonnée par des intérêts supérieurs qui n'étaient pas parvenus à nous effrayer. Au contraire.

En plus des lieux de vie et d'échanges, les débats s'ordonnaient bien évidemment sur internet. Agora en construction devant composer avec une inhabituelle absence de règles sinon un encadrement juridique *a minima*, la toile finissait par offrir ce que la république nous refusait, un espace d'expression et de réflexion, construit et archivé. Depuis l'Observatoire de Meudon était alors créé le Laboratoire Démocratique, vite devenu le Front du Plan C¹, outil européen, accessible en plusieurs langues mais qui ne rencontrera jamais le succès de l'actuel Forum du Plan C² modéré et animé par Étienne Chouard qui compte à ce jour plus de 2 millions de visiteurs. Il est intéressant de noter qu'au travers d'un même raisonnement sur différents forums, nous sommes parvenus à la conclusion que comme il n'y avait pas de plan B pour le T.C.E., c'est-à-dire pas d'alternative au texte présenté en 2005, nous inventerions le plan C. Collectivement.

¹<http://www.front-plan-c.eu>

²<http://etienne.chouard.free.fr/forum/>

Enseignant en économie et droit, Étienne Chouard trouvait comme nous anormal que ce texte de constitution européenne fût à ce point incompréhensible. Considérant qu'il était en la matière un citoyen éclairé, il décida donc de le lire et d'en donner une interprétation plus prosaïque. Il découvrait ainsi l'appauvrissement des pouvoirs du parlement, seule expression pourtant de nos suffrages dans l'organigramme de l'Union Européenne. Il tentait aussi de démontrer que le sacro-saint principe de séparation des pouvoirs si cher à Montesquieu comme à l'ensemble des démocraties était sévèrement mis à mal et il plaida très vite pour une assemblée constituante justifiée par l'évidence même que *ce n'est pas aux hommes au pouvoir d'écrire les règles du pouvoir*.

Face au succès des différents forums, succès mesuré au nombre de lecteurs et d'intervenants croissant (plusieurs centaines de milliers de connexions en moins d'un an pour le forum du Plan C), les médias traditionnels finirent par inviter Étienne Chouard et par construire des essais de participation citoyenne au cours des traditionnels débats politiques – avec plus ou moins de bonne volonté bien sûr. Il se trouvait alors toujours plus de candidats que de places disponibles sur tel ou tel plateau et ce même (ou surtout) pour débattre de questions de fond, d'ordinaire interdites au *vulgaire*. La volonté populaire de se saisir de son propre destin gagnait en intensité au cours des premiers mois de l'année 2005 et s'il ne s'était trouvé qu'elle s'illustrât d'abord par un mouvement de défiance à l'égard de l'oligarchie européenne, peut-être aurait-elle pu initier alors une transformation en profondeur de la démocratie représentative qui démontre, à chaque fois qu'occasion lui en est donnée, qu'elle usurpe malheureusement la notion même de démocratie censée décrire le pouvoir du peuple.

À quelques-uns, nous débattions au quotidien de nombreux sujets, tous centrés sur une réforme profonde des pouvoirs actuels : l'assemblée constituante, la désignation des représentants, le tirage au sort, la politique économique de l'U.E., le désir d'un nouveau parti sans chef et sans programme, les référendums d'initiative citoyenne (R.I.C.) et la tentation de sortir de cette Union Européenne là. Bref, nous nous emparions de l'actualité politique pour aborder le problème crucial de la démocratie dont nous réalisons avoir été systématiquement privés jusque-là, malgré ce que les constitutions prétendent.

Le 29 mai 2005

Après la victoire du non le 29 mai 2005, l'Observatoire, le bar de l'Espoir, la Butte aux Cailles, Paris tout entier retournaient à leurs chères études. Évidemment, on s'intéressait à l'impact que pourrait avoir le résultat, 55% de non pour près de 70% de votants, mais il persistait une franche retenue au sein même du camp victorieux divisé sur ses réelles motivations et devant faire face à une levée de boucliers sans précédent de l'*establishment*. Car, de droite et de gauche, partis politiques, journaux télévisés et rédactions diverses s'étant tous entendus pour faire campagne en faveur du *oui*, ils ne cessaient de stigmatiser le crime de lèse-majesté par le peuple commis ! D'ailleurs, l'éditorial du 30 mai 2005 dans *Libération* restera un symbole de l'époque : on avait renoncé à une politique européenne par la faute d'anti-libéraux aveugles et de populistes xénophobes, *des leaders d'occasion qui nourrissent ce désarroi national. Les uns ont surenchéri dans la maladresse, les autres dans les mensonges éhontés. A l'arrivée, un désastre général et une épidémie de populisme qui emportent tout sur leur passage, la construction européenne, l'élargissement, les élites, la régulation du libéralisme, le réformisme, l'internationalisme, même la générosité.*[2] Le peuple n'avait – honte à lui – pas compris l'essence même du T.C.E. qui devait graver dans le marbre une avancée sociale notoire à l'échelle continentale.

Six ans après, le texte a été finalement adopté – au mépris de l'expression de quelques peuples – et grecs, irlandais, espagnols, portugais ou italiens se félicitent d'une seule voix que le traité de Lisbonne – le T.C.E. à peine aménagé – protège si bien leurs acquis sociaux et que l'Union se révèle avant tout au service des peuples, elle dont on avait si longtemps pensé qu'elle n'avait d'yeux que pour les marchés... On en ritait si ce n'était notre déjà trop faible démocratie qu'on achevait devant nos yeux.

Aujourd'hui éditorialiste à RTL, je n'ai pas entendu Serge July ou quiconque se repentir et nuancer son propos d'alors. Personne en fait n'est revenu sur cette histoire ni sur l'attitude de l'Union Européenne aujourd'hui, en regard du texte du T.C.E. Tous sont accaparés par l'instant en crise qu'ils façonnent et livrent au domicile d'auditeurs, spectateurs et lecteurs qui se laissent informer sans broncher.

Serge July – parmi tant d'autres – me paraît très symbolique de notre époque : membre actif de mai 68, fondateur du journal *Libération* dont Sartre obtient qu'il ne soit pas que maoïste, July s'adoucît vite du point de vue idéologique et se convertit sûrement à l'économie de marché qu'aujourd'hui il défend avec la même rage qu'il la combattait antan. Hier défenseur des peuples et des prolétariats, July s'indigne aujourd'hui de leur indigence et de notre incapacité à se ranger à ses conclusions. Comme d'autres, dont

le cynisme dispute le plus souvent au mépris, July a réalisé notre manque d'implication dans les affaires politiques et notre passivité face aux événements, deux attitudes qui, comparées aux heures de travail certainement démentielles que ces éditorialistes, journalistes et analystes s'imposent, les poussent à agir pour notre bien, même si c'est contre notre volonté. La notion de *fabrication du consentement* chère à Noam Chomsky s'en trouve me semble-t-il là prolongée : le célèbre linguiste a depuis longtemps soulevé que différents filtres opèrent presque naturellement dans l'embauche des journalistes qui sont sélectionnés sur des critères idéologiques qui garantissent que leur pensée s'insère au préalable dans un consensus que d'aucuns appellent ligne éditoriale, mais il omet me semble-t-il le regard porté sur la bêtise ordinaire ainsi que sur la paresse hédoniste.

Nous sommes incapables – disent-ils – contrairement à eux les intellectuels, de saisir les nuances et paradoxes de notre époque dont la complexité est indéniable ; aussi s'érigent-ils tout naturellement en guides de nos pensées, sans aucun complexe, convaincus de le faire en compensation de notre passivité, paresse et bêtise. Ils construisent ainsi, et à notre usage, la réalité ! Dans le même temps, ils nient farouchement qu'elle ne soit que leur réalité, baisée par leur seul regard. C'est la réalité : la vérité est exposée au journal de 20 heures et il n'y en a pas d'autres, c'est l'avènement de ce que les philosophes appellent l'*hyperréalité* aux mains d'une espèce d'intelligence supérieure échappant à la contestation et aux véritables débats.

Avant, les médias essayaient de se faire le reflet de la réalité mais aujourd'hui, les événements se succèdent à une telle vitesse qu'ils construisent une réalité en sélectionnant les faits qui seront évoqués au détriment d'autres. Les critères de sélection étant sensiblement les mêmes d'une rédaction à l'autre, c'est-à-dire basés plutôt sur l'audimat que sur l'idéal d'informer, les mêmes sujets sont repris à la télévision, à la radio et dans la presse papier, ce qui laisse toute liberté à cette construction de l'*hyperréalité*.

Dilution des luttes

Juin 2005. Je ne suis qu'à quelques jours de soutenir ma thèse. L'air est limpide et des escadrilles d'éphémères rasant la surface de l'étang d'où surgissent des carpes dodues troublant le silence abasourdi.

Le T.C.E. est encore là qui hante l'actualité. Les Pays-Bas se sont également prononcés par la négative sans plus trouver d'identité à cette mouvance *noniste*. Les extrêmes crient victoire à la face d'une *intelligentsia* menaçante quant à l'avenir. La construction européenne a subi un coup d'arrêt dont on ne sait si elle pourra s'en relever, par la faute de nationalismes étriqués qui renoncent à l'universalisme européen et qui ont fait feu de toute caricature pour parvenir à leurs fins. Malgré l'unanimité des conseils dispensés, les hordes de *franchouillards* abreuvés de foot et d'alcool ont ignoré les médias dominants et rompu avec le grand dessein de construction du vrai. On leur fera payer. *L'hyperréalité* nous rendra donc très vite coupables de n'avoir rien entendu à l'enjeu et l'illustrera sans fin jusqu'au 4 février 2008 où, réunis en congrès, des élus de la République de tous bords voteront une révision de la constitution afin de pouvoir adhérer le 8 février au traité de Lisbonne, identique au T.C.E..

Le silence de Paris en cet été 2005 m'inquiète. Comme s'ils étaient tous à s'interroger sur l'utilité de leur investissement, incapables de répondre à la question " et maintenant ? " devenue l'ode des vecteurs d'informations occupés à tracasser l'électeur couvert d'opprobre. Moins de monde sur les forums. Beaucoup moins de fierté à la résistance. Et le retour de T.I.N.A..

There is no alternative.

Le sourire de mon directeur témoigne de la victoire des *assis*. Il se montre plus cynique encore qu'à l'habitude comme si l'échec collectif confirmait l'évidente nécessité du repli sur soi. En fait, sa joie est à la hauteur de sa peur de s'être trompé de camp et de ne pas avoir su saisir l'histoire en marche. Opportuniste honteux, révisionniste de la veille, il incarne bien cette résignation collective à la construction de soi et uniquement de soi, en concurrence avec autrui. Le 12 juillet 2005, promu au rang de docteur, j'abandonne donc l'Observatoire et ses marronniers d'or, ses coupoles et ses terrasses, son confort et son calme parce qu'il y a autre chose à faire, autre chose à rêver que la construction individuelle et isolée d'un destin dont on espère seulement qu'il se distingue des autres.

Paris me manquera. Les courses folles d'une humanité en triomphe dans les émanations d'asphalte et d'ozone. L'inconscience collective motivée par le divertissement. Et surtout les échanges au comptoir, les confrontations

d'esprit et les opinions libérées par l'anonymat de Babylone. Paris me manquera. L'Observatoire aussi.

Avant de partir, on me demande d'arracher les pages de remerciements des deux exemplaires de ma thèse déposés à l'université. J'accepte. Ils apparaissent de toute façon dans l'exemplaire publié sur le net[3]. Mais on ne m'écouterà pas. On fera même en sorte de ne pas m'entendre.

Les sympathisants à ma cause se résigneront également au silence. Sans doute parce qu'ils estimeront avoir trop à perdre. Un seul à ma connaissance prendra un risque pour ma défense. Qu'il en soit remercié ici. Il est vrai que l'administration broie les importuns. Pire, elle les neutralise. En tout cas, on ne débattrà pas. Encore une fois, *il n'y a pas d'alternative* et les volontés morcelées se solubiliseront dans un mouvement ordonné d'en haut, depuis un ailleurs insaisissable qui préside seul à nos destinés. Quelques-uns me témoigneront leur solidarité après coup et finalement personne ne m'aidera à juste estimer le fondé de ma protestation qui demeurera vaine dans sa nature même. Car fallait-il seulement protester ? On ne s'interrogera donc ni sur les méthodes, ni sur l'enjeu. Demeureront seulement quelques lignes censurées d'un manuscrit mineur rapidement noyé dans la masse consentante.

Symptomatique d'une époque de protestation en berne.

Trop occupé à exister, l'individu semble ne plus trouver d'intérêt dans l'ensemble qu'il formerait avec autrui. La consécration à l'autre est aujourd'hui devenue une faveur qu'on lui concède et ce en pur sacrifice de soi étant donné que le droit, la légitimité et la logique sociale penchent tous du côté de l'individu. S'occuper de soi, de sa famille, de ses amis, de son moral est une priorité à toute protestation collective dont l'issue est incertaine, voire illusoire.

Il n'y a pas d'alternative.

Seulement voilà, l'individualisation n'est pas sans conséquences.

Il est bien sûr facile de comprendre que le repli sur soi mène mécaniquement à la disparition du collectif sous toutes ses formes. Mais sans doute est-il plus difficile d'estimer et d'interpréter les conséquences d'une telle disparition sur l'époque. En la matière, la perception collective du Front National est exemplaire.

Le grand méchant Front

Dans les décennies 60 et 70, on devait assister à une résurgence des utopies humanistes et si certaines icônes mensongères ont été depuis rattrapées par la réalité, d'autres mouvements parvinrent au succès. La fin de la ségrégation aux États-Unis devait par exemple entraîner plus tard celle de l'apartheid en Afrique du Sud, symbolique de la fin officielle de la colonisation du continent et l'être humain finissait ainsi par trouver l'unité initiée par les *Lumières* avant de parvenir au *village monde* du XXI^{ème} siècle. En France, comme ailleurs sur d'autres critères, il s'en trouva naturellement pour regretter l'Algérie française et la fin des privilèges de la *race* ou encore pour déplorer le recul des églises comme de l'ordre moral et tout naturellement, ceux-là trouvèrent les libertés nécessaires à leur expression. Quand le *Front national pour l'unité française* est créé en 1972, il agglomère un inventaire insolite de réactionnaires en tout genre, incapables d'obtenir une ligne politique cohérente si ce n'est au travers des diatribes et caricatures de son président Jean-Marie Le Pen. Dans les années 70, le Front National est absolument inoffensif en termes électoraux et fait plus l'effet d'une conjuration d'imbéciles que d'une réelle menace politique. À l'époque, la nation trouve encore une unité au sein d'une cinquième république dont l'essentiel des principes moraux sont respectés et dont la gouvernance est contrainte à l'équilibre, entre autres grâce à différentes identités populaires, souvent concurrentes mais – et c'est l'essentiel – actives.

La France de ces années-là est encore en proie à toutes sortes de tensions internes et son identité est difficile à cerner sinon par les affrontements récurrents entre tels ou tels. De nombreuses identités politiques et sociales coexistent au sein d'une république dont les principes démocratiques sont acceptés par l'essentiel à travers le respect du verdict des urnes qui tous les sept ans désignent un nouveau monarque. Les oppositions idéologiques maintiennent la population en alerte et le pouvoir en place est tenu en respect par la crainte d'une entente contre lui qui pourrait le jeter à la rue. La France est alors un édifice complexe qui résonne de très nombreuses sensibilités mais qui parvient à l'unité chaque fois que nécessaire. La volonté du fraîchement élu François Mitterrand de *réconcilier les français* semble confirmer ce diagnostic. Seulement, aujourd'hui que les oppositions idéologiques/politiques/économiques se sont adoucies, il n'apparaît pas immédiatement que la France y ait gagné. Bien au contraire...

Si l'on peut débattre à l'envi de la responsabilité de François Mitterrand dans la conversion de la France au libéralisme économique mondial, on peut difficilement nier son habile manipulation du Front National afin de parvenir à ses fins politiques. La tentative de proportionnelle en 1986 permet par exemple au F.N. d'obtenir 35 sièges à l'Assemblée Nationale, 35 députés

qui à chaque fois qu'ils voteront avec le Rassemblement Pour la République (R.P.R.) et l'Union pour le Démocratie Française (U.D.F.), jeteront l'opprobre sur l'union consentie à droite. La création en 1984 de S.O.S. Racisme avec le soutien du Parti Socialiste est un autre exemple de l'instrumentalisation du F.N., toujours à dessein d'atteindre la droite républicaine et, en fait de réconciliation, une partie de l'électorat français est littéralement mis au ban de l'idée de nation, idée fixe relayée par l'ensemble des médias et intellectuels s'accordant sur ce thème sans nuances : le F.N. incarne à lui seul le *mal* en république.

Grâce au dénigrement systématique du Front par l'essentiel de la nation, on *polarise* le débat politique national en distinguant très nettement un pôle abominable, effroyable, porteur de tous les maux de la société et, par voie de conséquence, un pôle vertueux pour la seule raison qu'il s'oppose à l'autre. Dans une société en perte de repères et de cohésion, l'occasion est trop belle pour ne pas la saisir : on maintient quand même l'illusion d'une identité collective politique par notre farouche opposition au F.N. L'élection présidentielle de mai 2007 en témoigne avec les 80% de votes exprimés en faveur de Jacques Chirac qui n'en espérait pas tant et qui se retrouva donc en situation de plébiscite, prix à payer pour l'expression de notre rejet du F.N. L'expression du collectif, en particulier en matière politique, est tellement réduite au minimum, qu'elle en abandonne toute nuance et se force à exister. Même à regret. Et à cela, trois conséquences au moins :

– toute proposition émanant du F.N. est de fait soustraite à la réflexion ; le débat démocratique s'en trouve donc amputé d'autant. C'est ce que Frédéric Lordon appelle *l'anti-Midas*[4] : contrairement à Midas qui transformait tout en or, le F.N. est une machine à fabriquer du tabou politique et toute idée qu'il défend est une hérésie en soi. Un gouvernement un brin opportuniste pourrait ainsi s'arranger pour qu'une idée gênante soit promue par le F.N. afin qu'on évite d'en débattre ! Un autre pourrait, pour dénigrer la politique menée par un opposant à l'U.E. (je pense à la Hongrie de Viktor Orbán), simplement évoquer des accointances avec l'extrême droite pour éviter que certaines idées ne soient reprises sur son territoire, etc.

– le F.N. s'est accaparé l'idée de nation. Le chauvinisme et le patriotisme, l'amour du drapeau et des valeurs nationales se sont trouvées absolument dénigrées dans les années 60 et 70 en France. La nation

voulait tourner la page du dernier conflit mondial et un vent égalitaire soufflait sur les idéologies qui ne voyaient plus que des citoyens du monde. Quelques décennies après, la France affrète des charters, traque les clandestins et durcit les conditions de naturalisation parce qu'une nouvelle fois, *il n'y a pas d'alternative* et qu'il ne se trouve plus assez de *justes* pour protester. L'exception française est un souvenir volontairement oublié dont Sarkozy n'est que la conséquence,

- afin de nous permettre de conserver un semblant d'union en politique, nous avons donc accepté, et ce depuis des lustres, une forme de censure du Front National et ainsi un dénaturement tant de la liberté d'expression que de la démocratie où une frange de la population s'exprimerait de façon considérée comme intolérable par la majorité et où un parti politique légal parvenu au second tour d'une élection présidentielle serait condamné à ne jamais être écouté. Quelle aubaine ! Pour le F.N. bien sûr, dispensé de programme, mais surtout pour les partis *fréquentables* qui disposent ainsi d'un outil de gouvernance par la peur comme d'une espèce de faire-valoir permanent.

Dilution nationale

Sans plus d'intérêts pour le collectif, nous avons donc disparu. Bien sûr, pas matériellement, le peuple français occupe toujours les frontières de l'hexagone et des DOM-TOM, mais la disparition est bien avérée en termes de politique et de symbolique.

Le monde entier s'était pourtant entendu pour attribuer à Voltaire le cantique majeur de la liberté d'expression, *je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire* et l'influence de ce petit pays arrogant était jusque-là incontestable. Était... Aujourd'hui parfaitement insérée dans le canevas libéral global, la France est davantage l'objet de railleries à l'international que d'éloges et les collusions avérées entre politiques et médias, entrepreneurs et ministres, médias et candidats sidèrent le reste des démocraties qui se souviennent en souriant du rôle moralisateur que notre république exerçait auparavant hors de ses frontières. Non pas que nous fussions

meilleurs ou même plus vertueux – qu’historiquement les *Lumières* nous fussent rattachées tient davantage de la simplification que de la réalité – mais parce que la politique française, intérieure comme extérieure, résistait à l’antienne libérale T.I.N.A. en imposant son inclination à l’histoire des humanismes, son lien à l’être qui valait toujours mieux que le reste. Nation divisée, en proie à toute sorte de rivalités sociales et politiques, la France défendait son héritage culturel, coûte que coûte, et y trouvait son identité.

On a souvent écrit que la commémoration du bicentenaire de la révolution de 1789 avait omis l’essentiel, c’est-à-dire la violence de la lutte et de la rupture. Que le spectacle de Jean-Paul Goude avait esthétisé la révolte et l’union populaire au point de les faire disparaître. Que la symbolique véhiculée avait évacué la notion même de protestation et qu’elle était finalement davantage adressée à des consommateurs qu’à des citoyens. J’ignore la portée véritable de son influence sur l’époque. Je me souviens seulement de la splendeur aérienne et de l’impeccable chorégraphie comme de mon ébahissement juvénile devant tant de discipline. Je n’oublie pas non plus que l’on retint pour l’essentiel l’image d’une cantatrice noire drapée de tricolore dont la diction anglophone lissait les terribles paroles de notre *Marseillaise*. La France face à la décolonisation plutôt que face à la révolution ? Je ne sais pas. Mais demeure bien aujourd’hui plutôt le souvenir d’une esthétique que d’une philosophie.

Il y a pourtant une alternative. En fait, il semble qu’il existe toujours une alternative collective. Celle-même qui nous distingue de l’animal. T.I.N.A. au contraire ne s’adresse qu’à des consommateurs flattés par la publicité et effrayés par les politiques. À des narcisses résignés devenus les tartuffes adipeux d’un cartésianisme religieux, convaincus de la fin de l’histoire et donc de l’avenir. Une humanité submergée par l’autre dont la différence en fait un concurrent plutôt qu’un allié dans une lutte sans autre dessein que le plaisir immédiat. Notre héritage culturel a été abandonné au profit d’un hédonisme borné entre la table et l’apparence, un hédonisme cossard dans lequel se solubilise notre intelligence collective et individuelle. L’humeur intime, bonne ou mauvaise, prévaut systématiquement aujourd’hui et T.I.N.A., l’hymne de gouvernance économique a perverti jusqu’à l’individu qui ne trouve plus aucun sujet plus intéressant que lui-même.

Même à l'Observatoire, j'avais ce sentiment d'indécence vis-à-vis de l'histoire et le bonheur passif et dépressif de mes contemporains m'entraînait bien souvent sur le chemin de la colère. L'horizon myope des bords de nombreux sur lequel s'apitoient les uns ou les autres est avant tout un prétexte à l'inertie. Vidés d'ascendance, rabougris, la misère morale est construite afin d'y épancher une intelligence amputée des autres, narcissique et nauséabonde. J'avais beau répéter que nous avons un devoir moral vis-à-vis de l'époque, un devoir de reconnaissance à l'égard d'un système qui nous avait permis d'accéder à ses sommets, l'Observatoire ne dépassait guère l'Observatoire, sinon pour tirer profit d'un privé plus rémunérateur et se bâtir en indépendant.

L'apprentissage de la liberté

L'Observatoire de Paris est fondé par Colbert en 1667. Le bâtiment principal, aujourd'hui bâtiment Perrault, abrite dans la salle Cassini le méridien de Paris abandonné au profit de Greenwich en 1884 et dont 135 médailles de bronze rappellent aujourd'hui la présence à travers la ville, en hommage à François Arago, brillant scientifique et passeur de messages du XIX^{ème} siècle. L'Observatoire de Meudon est domicilié place Jules Janssen, fondateur de l'institution, découvreur de l'hélium et connu pour s'être échappé de Paris assiégé par les Prussiens en ballon le 2 décembre 1870 afin d'observer une éclipse solaire à Oran. Deux lieux splendides desquels des siècles d'histoire vous contemplent. Des terrasses du château de Meudon, le regard dévale sur Paris, cœur symbolique d'une nation dominante. Du toit du boulevard Arago, la ville s'expose plus en détail. L'ombre du Sacré-Cœur parvient jusqu'au mur des Fédérés, les ors illuminent une condition humaine hétéroclite mais ordonnée dans le sens du progrès comme si celle-ci frayait dans le sillage d'idées splendides mises à la portée du plus grand nombre.

Quand j'ai commencé mes études à Meudon, une partie de notre enseignement était liée à l'initiation aux observations. La grande lunette était en attente de travaux après le tempête de 1999 mais demeuraient à notre disposition plusieurs télescopes plus adaptés aux mesures scientifiques. J'étais alors domicilié à la Table Équatoriale, bâtiment massif abritant un télescope de 60 cm monté sur une armature métallique accessible grâce à un plancher mobile verticalement. La coupole guidée par des moteurs confirmait l'impression d'un aboutissement technique et, même s'il était parfaitement obsolète aux yeux de la science moderne, mes camarades et moi réalisions vite la chance que nous avons de disposer de tant de moyens. L'hiver nous offrit la chance de très nombreuses nuits claires et le froid polaire qui régnait sous

la structure ne suffisait pas à nous décourager. Il y avait là un fils de tailleur de pierres, un fils de consul, tout deux devant finir aux premières places de la promotion, une étudiante espagnole au français succinct et moi, fils d'hôtesse commerciale. Nous avons été sélectionnés sur des valeurs étrangères à nos conditions sociales et nous profitons avec enthousiasme des moyens mis à notre disposition.

Un étudiant algérien, deux normaliennes de la rue d'Ulm, une étudiante libanaise, deux diplômés de Sup'Optique, un de Physique Marseille et d'autres d'horizons divers complétaient cette promotion de 2001 qui devait constituer pour moi l'aboutissement de l'enseignement public, gratuit et laïc, clef de voûte de notre république. Il ne nous fallut guère de temps pour comprendre que l'approche du savoir devait être profondément modifiée par rapport à ce que nous avons connu jusqu'alors : nos enseignants, le plus souvent spécialistes du sujet dispensé, prenaient mille précautions et distillaient le doute chaque fois que possible. Ils n'étaient sûrs de rien et tenaient à nous le faire comprendre. Comme si le savoir devait s'ouvrir d'abord sur l'ignorance, davantage motrice que les certitudes. Comme si l'arrogance intellectuelle était le premier ennemi d'une science qui enchaînait pourtant les succès d'envergure depuis des siècles. Et je crus comprendre alors que l'enseignement que j'avais suivi depuis le jardin d'enfants n'avait finalement que cette destination en tête, l'émancipation et la liberté. On me demanderait désormais de réfléchir par moi-même puisque j'avais acquis le prérequis technique nécessaire. On me demanderait de m'assumer scientifiquement plutôt que d'attendre la démonstration d'un brillant pair. On attendrait que j'existe au travers d'idées et d'équations. On attendait que je me comporte en homme libre – scientifiquement parlant – et chaque professeur était bien plus à l'affût d'une de nos saillies hors piste que d'un raisonnement mémorisé. Peut-être que si l'effort à l'intégration des mathématiques et de la physique n'avait pas été si exigeant, je l'aurais compris avant. Car quel autre dessein pourrait-on prêter à l'instruction française que l'émancipation des citoyens ? Et en cela, inutile de poursuivre jusqu'au doctorat. . .

Cette promotion 2001 de l'Observatoire de Meudon, mêlant les conditions sociales et les horizons géographiques n'est bien qu'une conséquence de cette utopie française de rendre les individus plus libres par l'instruction. Sans que je ne comprenne bien ce qu'est la liberté, j'ai quand même pu constater qu'il était bien plus difficile de nous faire approuver le T.C.E. sur la seule recommandation de politiques au pouvoir. Et qu'à l'exception de notoires crétins – il en faut – l'opinion d'autrui méritait, quelle qu'elle fût, d'être entendue. Dommage seulement que l'Ob-

servatoire soit ressenti comme une île isolée, de l'intérieur, comme de l'extérieur. Dommage que la fierté d'être français soit abandonnée aux indigences frontistes. Que la Marseillaise soit huée et que l'on comprenne pourquoi. Que notre filiation aux *Lumières*, à Jules Ferry et au Conseil National de la Résistance n'inspire pas plus d'existence collective. Dommage que la curiosité soit éteinte par satiété. Que l'esprit soit d'abord soumis à la rentabilité. Que l'influence sociale soit directement indexée aux moyens financiers. Dommage que le souci majeur de mes contemporains soit le pouvoir d'achat. Et qu'il ne se trouve plus d'union des gens pour résister aux différents pouvoirs en collusion. Dommage que l'instruction ait nourri l'ambition individuelle au détriment de l'existence collective. Au point d'un Sarkozy, président ignare, sous tutelle de rédacteurs plus inspirés par Bernays et Goering que par l'histoire, incapables d'ascendance et cramponnés au pragmatisme de sondages devant les mener au pouvoir pour la réalisation d'un idéal comptable.

Le mépris des utopies

Il y a pourtant eu, au cours de l'histoire de France, une volonté de croire en l'être humain, un idéal humaniste dont on ne retient plus aujourd'hui que l'angélisme délétère qui l'a souvent mené à contre-sens de ses intentions. Pourtant, qui sinon que celui-là a construit notre vivre ensemble ? Quel autre idéal a animé nos révolutions dont nous sommes si fiers sinon celui de quelques uns de croire en l'individu indistinctement de son instruction et de sa classe sociale ? Quelle autre volonté que l'émancipation d'une nation a poussé Jules Ferry à retirer les petits paysans des champs pour les instruire ? pour leur transmettre les utopies des *Lumières* sur lesquelles asseoir la nation dont tous les français deviendraient les garants ? Quand le Front Populaire choisit de ne pas intervenir en Espagne, quelle autre ascendance morale pousse les *Brigades Internationales* à s'engager pour défendre les républicains contre le fascisme ? Et l'héritage du Conseil National de la Résistance, amalgame hétéroclite politique, quel en est donc l'esprit sinon la foi en l'être humain ? Esprit progressivement amputé d'ailleurs par les différents gouvernements de la V^{ème} république. Avec notre consentement tacite.

Car depuis combien de temps n'avons-nous pas défilé pour autre chose que notre pouvoir d'achat ? par exemple pour défendre une nation menacée ? pour la protection des plus faibles, martyrisés ? Les occasions n'ont pourtant pas manqué, toutes révélant un peu plus le basculement de nos priorités

vers l'individu au détriment du collectif. Depuis trop longtemps nous nous montrons incapables de défendre l'esprit de notre nation et il nous a été dérobé. Simples spectateurs de nos destinées, nous observons en mastiquant le déclin d'une civilisation qui nous a pourtant tant légué. Un sondage du mois de décembre 2011 atteste même d'une déprime chronique frappant les peuples européens alors que la Colombie est elle optimiste quant à l'avenir. On frise l'indécence.

Dans cette inéluctable disparition du collectif national, la lente éviction de la matière artistique de tout divertissement populaire est un autre symptôme, à moins que ça n'en soit qu'une conséquence. Toujours est-il que les succès littéraires, musicaux ou cinématographiques n'offrent le plus souvent qu'une ascendance en rase-motte et que la projection collective qui en découle est à son image, légère et malheureusement souvent vide. En la matière, les hérauts de l'égalitarisme cosmopolite des années 60 et 70, les chantres de la gauche révolutionnaire en sont profondément responsables, davantage à l'affût aujourd'hui d'art sophistiqué et confidentiel, de pièces cérébrales et pour l'essentiel inaccessibles au commun plutôt que d'universalisme et de pédagogie ou seulement de volonté de partage. Leur ascension sociale aura le plus souvent été synonyme d'une quête de construction strictement personnelle dont le décevant prolétariat – décevant parce qu'incapable d'adhérer aux concepts révolutionnaires défendus au cours des décennies cruciales – doit être absolument exclus. Au point d'exacerber aujourd'hui les critiques proportionnellement au succès rencontré et d'intégrer à celles-ci une dimension sociale qui se trouve parfaitement résumée dans ce sarcasme en vogue dans les années 80 : *les émissions de Bernard Pivot ne présentent que de la littérature pour femmes de ménage*. En a découlé semble-t-il, une individualisation des goûts artistiques, une construction personnelle fonction des amours et surtout des désamours ; si bien qu'aujourd'hui s'apprécient des pièces tant qu'elles demeurent confidentielles et tant que la vulgarité populaire ne s'en est pas emparée. Au même titre que le Front National, le succès comptable d'une œuvre est désormais un argument à la dépréciation et au dénigrement, un autre *anti-Midas* qui fait florès à gauche comme à droite de l'échiquier politique et qui témoigne seulement d'un abandon collectif de la part des élites de la foi en l'être humain. L'utopie est vaine.

There is no alternative.

Les conséquences directes de la disparition du collectif au cœur d'une nation a de multiples conséquences, qu'il semble impossible de répertorier de façon exhaustive tant l'époque paraît aussi complexe que dynamique, faite de tendances mouvantes, aussi vite adoptées que rejetées. La fabrication du

quotidien est seulement vouée à nous échapper, à fuir l'influence des citoyens individualisés et ce au profit d'une *Nomenklatura* désincarnée, elle aussi à géométrie variable et impossible à interpeller. La protestation, également individualisée, existe belle et bien mais morcelée et ne trouve finalement plus d'incarnation que dans la vindicte frontiste, l'amalgame et la simplification. D'ailleurs, quand une nation sent son identité lui échapper, quand elle ne trouve plus personne pour s'exprimer en son nom, elle finit par suivre celui ou celle qui montre le plus de volonté à la mener, celui ou celle qui se montrera le ou la plus sûr(e) de l'avenir. Le propos porté n'a alors que peu d'importance, seule compte l'attitude, à qui il suffit de montrer volontaire. C'est ainsi que Joseph Kessel[5], entre autres, décrit l'irrésistible ascension d'Adolphe Hitler dans l'Allemagne des années 30. J'adhère à son analyse. Comme je crois que la volonté affichée et le lyrisme sont les principaux éléments qui ont permis de distinguer Ségolène Royale de Nicolas Sarkozy en 2007.

There is no alternative.

La situation actuelle est plus que préoccupante. Qu'elle le soit en France, en Occident ou dans le reste du monde. Et il ne s'agit plus seulement d'un augure d'abord destiné à mettre en valeur son énonciateur désireux de se distinguer de la foule ignorante, au contraire. La foule scande depuis des décennies que tout cela va mal finir. Que l'odeur soufrée des années 30 nous empoisonne tous les jours un peu plus. La foule sait mais n'agit pas car la foule n'a pas d'existence, sinon l'amoncellement vide d'individualités désireuses d'exister d'abord, coûte que coûte. Et ce en respect de droits *prévalants*, obtenus de haute lutte par... d'autres foules. Aujourd'hui la foule collabore. Même si l'individu s'exprime et construit une opinion, il collabore dès lors qu'il ne concède aucun sacrifice à la résistance.

Il n'y aura pas d'alternative au jugement de l'histoire car la succession des concessions a fini par mener à cette collaboration collective.

Dilution des politiques

La description de la situation actuelle mériterait à elle seule plusieurs volumes et son interprétation suffirait sans doute à engendrer assez de polémiques pour paralyser le mouvement collectif de protestation que ces lignes essaient de motiver. De surcroît, l'opinion d'un seul ne peut éclairer efficacement la collectivité, sinon de façon ciblée et restreinte, sur le sujet comme dans la durée. À ce propos, notre tendance collective aura pourtant été de systématiquement nous en remettre à un seul ou à quelques uns seulement pour présider à nos destinées. À l'époque où l'essentiel de la population était illettrée ou sans accès à l'information on peut le comprendre, mais aujourd'hui la logique est plus difficile à saisir, sinon à penser que la paresse est notre principale motivation. Pour en revenir à la situation en 2012, sans souci d'exhaustivité, quelques exemples frapperont je l'espère les esprits et confirmeront que nous sommes au bord du précipice, démocratique au moins, première étape avant les diverses curées qui suivent en général.

La crise financière de 2008, engendrée par l'éclatement de la bulle dite des *subprimes*, a eu au moins le mérite de rendre visible l'armature économique et politique de notre Occident à l'ensemble des populations désireuses de s'informer. La tendance est clairement – sans qu'on ne puisse dire vraiment depuis quand – à un basculement du pouvoir politique vers l'économique. Nous qui étions familiers, en Europe continentale au moins, d'états souverains, ordonnant à l'économique et au financier par le biais de lois, de taxes et de subventions, nous constatons que nos démocraties indécentement endettées sont aujourd'hui forcées de se plier aux décisions des différents marchés financiers derrière lesquels se cachent nos créanciers. Le symbole du berceau de la démocratie forcé de débarquer son premier ministre et de renoncer à un référendum populaire pour laisser la place au sommet de l'état à un technicien de la finance, enfanté par le sérail même de cette finance en crise se suffit à lui même : l'économie dicte au politique. L'arrivée de Mario Monti à la tête du gouvernement italien ou bien la dégradation de la note française malgré une politique d'austérité sont d'autres exemples de ce basculement du pouvoir public vers le privé. Les états, derniers concurrents sérieux de multinationales omnipotentes, sombrent sous les coups de boutoirs d'une finance privée vorace par nature, bien aidée en cela par les populations des-dits états. Car s'il demeure des poches de résistance et des donneurs d'alerte au sein de chaque démocratie, il semble bien que notre collaboration à la situation actuelle ne soit plus à démontrer. En France par exemple, il

semblerait qu'au cours des dernières décennies, durant lesquelles la dette a proprement explosé, les dépenses de l'état aient pourtant diminué et que l'essentiel de cette dette soit à attribuer aux intérêts de cette dette et... à la diminution continue des impôts. En effet, pour obtenir nos suffrages, il se trouve que l'argument massue d'un programme présidentiel serait devenu la promesse de baisses d'impôts.

Le politique assujetti à l'économie et aux prêts privés par la volonté populaire, quelle aubaine !

Où sommes-nous ?

On disait pourtant de nous français que nous étions un peuple frondeur, râleur et que nos avancées sociales s'étaient obtenues dans la rue, à jeter des pavés sur les défenseurs de privilèges ou les résistants au partage. On l'a longtemps dit oui. Car notre système social, de santé et d'éducation, exemplaire en la matière, envié, ne s'est pas bâti sur la volonté de nantis repus mais bien sur la capacité populaire à comprendre les enjeux et à s'unir pour obtenir un partage équitable de la richesse nationale. Ce peuple instruit dans les écoles de la république, écoles capables d'assurer l'ascension sociale des plus volontaires et des plus doués participant à l'équilibre de la représentation sociale au cœur des rouages de cette même république. Où sont-ils maintenant ? Sinon à désirer échapper à leur condition pour un idéal matérialiste.

Nous vivons le triomphe des cancre grassouillets arpentant les rayons de supermarchés suffisants à leur bonheur ignorant. L'époque est au dénigrement de l'école et à l'assouvissement des seuls désirs puisque les besoins ont disparus. Il n'existe plus de solidarité nationale et surtout, surtout, plus assez de volontés de s'occuper d'autres que soi.

J'ai quitté l'Observatoire aussi parce que ces hordes d'instruits et d'esprits plus brillants les uns que les autres s'accommodaient trop à mon goût de leur confinement entre les murs d'enceinte de leur propre savoir. Satisfaits d'eux-mêmes et du reflet de leur intelligence au travers de brillants résultats scientifiques, il ne s'en trouvait pas assez à mon goût pour prendre le risque de se confronter au dehors et pour essayer de lui venir en aide. Le cynisme méprisant de mon directeur de thèse pour nos contemporains trouvait trop souvent un écho approbateur dans la docilité d'étudiants ramassés sur leurs seules ambitions personnelles, sans ascen-

dance, sans perspective, sinon celle d'une vie matériellement comblée et surtout distante de la bêtise ignorante qui cernait l'Observatoire.

There is an alternative.

Si notre ascension n'a aucun autre effet sur l'époque que dans notre seul domaine de qualification, nous sommes inutiles.

Si notre savoir, notre doute, notre capacité à écouter et à nous exprimer ne sert pas à défendre l'esprit d'une nation en péril, nous sommes inutiles.

Le dénigrement systématique de la bêtise ambiante n'est qu'un constat narcissique et méprisable, aux antipodes de l'esprit du système qui nous a portés jusque-là. Les instruits, les éduqués, les armés pour affronter le quotidien qui ne se montrent pas utiles à cette époque turbulente sont les premiers fautifs, les premiers à ne pas assumer la responsabilité du savoir, c'est-à-dire la responsabilité de l'ignorance assumée face aux comptes systémiques, élevés à la certitude cadastrée.

Il n'y a jamais eu plus d'instruits qu'aujourd'hui. Il ne s'y est jamais trouvé autant de philosophes, autant d'âmes élevées et il ne s'est jamais trouvé autant de vide idéologique, autant d'absence de représentation et de solidarité. *Jusqu'ici tout va bien* est l'autre antienne d'une époque misérable, corrompue où quelques peuples gavés dépriment quand d'autres n'ont pas seulement accès à la décence.

Nous n'avons jamais été autant informés, en même temps que passifs. Nous n'avons jamais eu autant de droits en même temps qu'abstentionnistes. Nous n'avons jamais été aussi gâtés matériellement en même temps que dépressifs. L'autre nous manque. Les autres. Ceux avec lesquels on construit une époque, une utopie, une ascendance capable de nous donner une raison d'être et de nous libérer du sentiment que cette vie se construit sans nous.

La situation n'est-elle pas assez dramatique ? L'écroulement des états n'est pourtant que le préambule à la disparition de nos droits fondamentaux et à la construction d'une société soumise aux seuls puissants, sans plus d'équilibre des pouvoirs. Mais comme nul ne peut se faire prophète de ce que sera l'avenir, tous préfèrent se satisfaire aujourd'hui d'une situation qui les épargne plutôt que de se mobiliser. Mais en quoi sont-ils épargnés ? Parce que le frigo est plein ? Parce qu'ils possèdent sans partage ? Parce qu'ils peuvent se distraire ? Parce qu'on leur laisse l'opportunité d'exister individuellement ?

Mais où sont les intellectuels ? Où sont les instruits ? En chemise blanche

à Benghazi pour justifier une guerre pétrolière ?

Où sont ceux capables d'altruisme ? de volonté d'aide ? Sinon, qui pour aider nos pauvres, obèses et ignorants ? Qui pour garder espoir en l'humain ? Qui pour s'opposer au pragmatisme cynique ? Qui pour proposer une alternative ? Réelle. Pas celle maquillée dans l'alternance *démocratique* qui obéit aux mêmes maîtres, à la même logique. Celle qui, dans le silence assourdissant d'un peuple informé, laisse l'armée française imposer un président à la Côte d'Ivoire ou déchoir un dictateur reçu en grandes pompes quelques mois auparavant. Celle qui mène au gouvernement des personnalités peu soucieuses d'honnêteté, mises en examen les unes après les autres mais clamant systématiquement leur innocence à mesure que les preuves s'accumulent et refusant d'abandonner le pouvoir.

Qui seulement pour nous informer du présent, sans biais, sans soumission aux différents pouvoirs ?

La corruption de l'époque est avérée. Multiples collusions entre le politique et l'argent sous le regard complice d'une presse consentante et trop souvent complice. Fabrication de la réalité au sein d'une entente cordiale entre les différentes représentations du pouvoir sous notre nez gavé et sot.

Pourtant, **nous avons les moyens d'une alternative**. En plus du devoir.

Réhabilitation utopique

Le contrôle citoyen sur les différentes politiques menées en France ou à l'international a été ramené à la portion congrue. L'adoption du traité de Lisbonne en France après le rejet du T.C.E., les consultations renouvelées en Irlande jusqu'à obtenir la réponse souhaitée ou encore l'abandon du référendum populaire en Grèce et l'imposition d'un premier ministre validé par l'U.E. sont autant d'exemples à eux seuls susceptibles de déclencher des soulèvements violents qui mèneront, comme toujours, à une curée radicale, sans discernement, aboutissant à une confusion dont profiteront sûrement les opportunistes, les cyniques et ceux dont on ne veut pas. Trop nombreux sont ceux aujourd'hui à envisager cette issue, faute de mieux ou de moins pire. N'y a-t-il donc aucun autre moyen de nous réinventer et de nous orienter ?

Il faut dire que notre rapport aux utopies a été sévèrement refroidi par une seconde moitié de vingtième siècle mensongère et aveugle. Les découvertes successives des réalités soviétiques ou bien chinoises ont suffi à transformer nos soixante-huitards et post en cyniques désabusés et convertis au marché, à la consommation, à la propriété et aux fonds de pension, ajoutant à ce revirement une défiance chronique et presque malade à l'égard de toutes marques d'espoir de construction d'utopies, convaincus qu'ils sont désor-

mais que le seul pouvoir sur la société est celui du droit, indispensable pour contraindre cette race désordonnée qu'est l'humain.

Les sentiments exaltés des révolutions libertaires ont trop souvent l'effet de l'éthylisme sur les populations. Malheureusement. Car c'est bien me semble-t-il à force d'utopies que l'on s'oriente vers l'avenir. Car l'égalité des *Lumières* n'est-elle pas une utopie en soi ? C'est-à-dire une ambition sociale que l'on sait d'avance impossible à atteindre. Et qu'est-ce que la liberté, sinon une utopie insaisissable dont on cerne davantage les reculs que les avancées mais dans le sillage de laquelle on essaie de frayer sans trop d'écarts ? Que dire de ceux qui menèrent la décolonisation ? de ceux qui résistèrent aux oppressions, aux discriminations ? Ghandi, Césaire, Sankara ou Jaurès, aujourd'hui devenus des icônes, n'étaient-ils pas des utopistes ? Sans aucun doute.

Nous savons que, dans la réalité des faits, nous construisons l'avenir ; en d'autres termes, que nous le voulions ou pas, nous savons que les choix qui se font aujourd'hui, choix proprement humains, auront des conséquences durables sur le monde que recevront les générations à venir. Alors, sauf à admettre que ces choix soient aveugles et que le destin du monde que nous fabriquons obéisse à des lois qui nous échappent définitivement, nous sommes contraints à l'utopie, un peu comme Sartre disait que nous sommes condamnés à être libres. On appellera utopie la distance qu'une société est capable de prendre avec elle-même, pour feindre ce qu'elle pourrait devenir.[6]

Alors l'utopie comme limite asymptotique d'un modèle vers laquelle tendre ? Comme boussole, sans laquelle nous errerions de luttés en luttés, entre classes, cultures ou religions gavées de dogmes, principes et idéologies figées ? L'utopie comme seul moyen de réconcilier le monde avec lui-même ? Mais comment ?

Pour réaliser le bonheur de chacun, peut-on s'épargner que tous s'expriment ? Est-il possible qu'une somme d'individualités trouve une représentation dans quelques individualités réunies en partis ? Cette somme d'individus ne serait-elle pas mieux représentée et défendue par les individus eux-mêmes, organisés pour noyer les pouvoirs en plus d'être impliqués pour se prémunir des abus, des déviations et de la cupidité ? Soit donc, la démocratie comme ultime utopie ?

Il y a la merveilleuse phrase d'Aristote : "Qui est citoyen ? Est citoyen quelqu'un qui est capable de gouverner et d'être gouverné." Il y a [donc] des millions de citoyens en France. Pourquoi ne seraient-ils pas capables de gouverner ? Parce que toute la vie politique vise précisément à le leur désapprendre, à les convaincre qu'il y a des experts à qui il faut confier les affaires. Il y a donc une contre-éducation politique. Alors que les gens devraient s'habituer à exercer toutes sortes de responsabilités et à prendre des initiatives, ils s'habituent à suivre ou à voter pour des options que d'autres leur présentent. Et comme les gens sont loin d'être idiots, le résultat, c'est qu'ils y croient de moins en moins et qu'ils deviennent cyniques.[...]

On observe [alors] un recul de l'activité des gens. C'est un cercle vicieux. Plus les gens se retirent de l'activité, plus quelques bureaucrates, politiciens, soi-disant responsables, prennent le pas. Ils ont une bonne justification : "Je prends l'initiative parce que les gens ne font rien." Et plus ils dominent, plus les gens se disent : " C'est pas la peine de s'en mêler, il y en a assez qui s'en occupent, et puis, de toute façon, on n'y peut rien." [...]

[Pourtant], çà et là, on commence quand même à comprendre que la "crise" n'est pas une fatalité de la modernité à laquelle il faudrait se soumettre, "s'adapter" sous peine d'archaïsme. On sent frémir un regain d'activité civique. Alors se pose le problème du rôle des citoyens et de la compétence de chacun pour exercer les droits et les devoirs démocratiques dans le but – douce et belle utopie – de sortir du conformisme généralisé.

Pour en sortir, faut-il s'inspirer de la démocratie athénienne ? Qui élisait-on à Athènes ? On n'élisait pas les magistrats. Ils étaient désignés par tirage au sort ou par rotation. Pour Aristote, souvenez-vous, un citoyen, c'est celui qui est capable de gouverner et d'être gouverné. Tout le monde est capable de gouverner, donc on tire au sort. La politique n'est pas une affaire de spécialiste. Il n'y a pas de science de la politique. Il y a une opinion, la doxa des Grecs, il n'y a pas d'épistémè [c'est-à-dire de savoir théoriquement fondé, de science]. [...]

Mais il faut que la doxa soit cultivée. Et comment une doxa concernant le gouvernement peut-elle être cultivée ? En gouvernant. Donc la démocratie – c'est important – est une affaire d'éducation des citoyens, ce qui n'existe pas du tout aujourd'hui.[7]

Et d'après Thucydide, *Il faut choisir : se reposer ou être libre*. Alors pourquoi ne prendrions-nous pas le risque d'être libres au travers de l'exercice de la démocratie ?

C'est le but de cet appel, convaincre que l'exercice du pouvoir par les citoyens eux-mêmes est peut-être l'utopie à suivre désormais. Peut-être ? Et bien oui, car ne pas reconnaître le danger des utopies est la meilleure façon de s'y exposer.

L'esprit du tirage au sort

Depuis des années maintenant, sur le Forum du plan C, nous débattons à quelques-uns du tirage au sort en politique. À quelques uns seulement, ce qui promet nos réflexions à des manques chroniques et nos propos à d'invisibles biais. Cependant, plutôt que de désespérer du manque d'implication de nos contemporains, nous avons poursuivi nos efforts et doucement bâti un esprit de tirage au sort et un idéal politique envisageable à la condition que d'autres que nous se mobilisent à leur tour.

À l'orée de 2012, les élections à venir semblent produire leurs effets habituels, le premier étant l'intérêt populaire pour le débat politique et nous redoublons donc d'efforts pour rédiger, proposer et animer les débats auprès de citoyens demandeurs, ajoutant à la multiplicité des propositions informelles qui font florès à l'heure actuelle.

Le lecteur trouvera plus loin dans cet ouvrage un document remarquable sur le tirage au sort rédigé par Étienne Chouard dans un esprit de présentation et d'explication du principe accompagné de propositions personnelles. En plus, Étienne Chouard s'est employé depuis des années à répertorier les objections au tirage au sort et à démontrer le bénéfice que nous tirerions d'un tel système par rapport à celui que nous subissons aujourd'hui. Il y croit, nous y croyons et nous nous intéressons aussi aux contraintes imposées par ce genre d'utopies.

En mon sens, l'avantage premier du tirage au sort en politique serait éducatif. Il permettrait d'orienter la population sur la voie de l'effort nécessaire à la construction du quotidien et nous permettrait de prendre connaissance collectivement de la complexité du réel tout en l'assumant. Ce qui ne signifie pas que nous nous privions de toutes les compétences !

Le tirage au sort n'est pas une curée ! Il ne saurait par exemple être porteur du ressenti de quelques-uns à l'égard d'oligarques corrompus.

L'esprit du tirage au sort est d'abord une défiance logique à l'égard du pouvoir et une tentative de multiplication de ses dépositaires afin que des contrôles mutuels systématiques s'imposent jusqu'à l'obtention d'un équilibre probe.

Le pouvoir est corrupteur par essence et prétendre qu'une assemblée tirée au sort échapperait aux vices reprochés aux élus actuels serait dramatique. Étienne Chouard rappelle à ce propos la notion d'ostracisme au sein des assemblées grecques tirées au sort qui permettait à un nombre conséquent de membres d'en isoler un devenant outrageusement influent ou délirant afin de se protéger de la dictature ou de la folie. Tout est donc organisé par et pour les citoyens devant de fait se plier aux efforts nécessaires pour parvenir à un gouvernement éclairé.

J'insiste sur cette notion d'effort car elle est absolument centrale. Si l'on devait tirer au sort de petits chefs convaincus nous échouerions. Si le tirage au sort devenait une loterie du pouvoir, idem. Nous sommes trop nombreux aujourd'hui à être paresseusement convaincus de nos droits et de notre intrinsèque valeur pour qu'il n'y ait pas un grand danger au tirage au sort. La bêtise a des droits équivalents à l'intelligence, l'indolence est légalement traitée à l'identique de l'effort et le narcissisme est triomphant qui ruinerait tout espoir de gouvernement populaire.

Au contraire, le tirage au sort exigerait la peine nécessaire à la prise de connaissance des problèmes, une formation ou une information dont il faudra s'assurer qu'elle soit complète, sans biais et équitable. Ce point est une des grandes gageures du système qu'il faudra également soumettre au contrôle pour ne pas replonger dans le *lobbying* corrompu dont a accouché la démocratie représentative. Mais l'essentiel est bien dans la conscience de soi et dans la volonté de comprendre. Toute personne volontaire est en mesure d'intégrer les notions qu'une oligarchie consanguine s'est accaparée depuis trop longtemps. Il ne s'agit pas de notions abstraites, il s'agit d'administration et de gouvernement, il s'agit de nous en tant que collectif.

Le métier le plus exercé en France aujourd'hui est celui d'avocat ce qui tendrait à prouver que la compréhension juridique est par exemple accessible à tous.

Avant d'arriver à l'Observatoire et depuis que je l'ai quitté, je n'ai cessé d'enseigner. De la maternelle au supérieur, en milieu favorisé ou pas. Et je peux affirmer aujourd'hui qu'à de très rares exceptions près, l'environnement familial, social et psychologique prime sur la notion d'intelligence innée laissant donc l'espoir raisonnable de l'enseignement accessible à tous ou presque, comme le croyait le gouvernement de Jules Ferry. L'environnement contraint ou non l'effort nécessaire à l'apprentissage, il introduit un autre biais aussi selon qu'il est source d'informations ou pas ou encore s'il est susceptible d'assurer un soutien mais l'essentiel tient dans la contrainte à l'effort et à la discipline nécessaires à la construction intellectuelle de l'individu. Ainsi, s'il devait se trouver assez de volontaires pour se soumettre aux contraintes de l'apprentissage avant que de se prononcer sur la politique à suivre et d'accepter que leur propre vision des choses ne soit pas forcément celle retenue, alors nous aurions établi les bases nécessaires à un gouvernement du peuple dont le dessein principal serait la construction d'une société plus équitable par essence puisque davantage y participeraient et pourraient s'y prononcer.

Le tirage au sort n'est pas une alternative magique à la corruption actuelle, il est une solution à l'émancipation des foules à condition qu'elles le veuillent. L'orientation utopique vers l'autogestion est à de multiples conditions, dont celle de l'investissement individuel à usage du collectif.

Le tirage au sort désincarne le pouvoir, le noie et le rend anonyme.

Il ne générera probablement pas assez de reconnaissance individuelle.

Il sera immédiatement soumis à la rivalité des experts dénigrant l'ouvrage citoyen et il lui faudra d'abord démontrer qu'une population est en mesure de compléter l'autre.

Il sera confronté à la volonté d'expression de chaque volontaire et devra éviter l'écueil majeur de l'égalitarisme qui ne ferait plus aucune différence de compétences par exemple entre les individus.

Il fera subir à l'édilité une mutation profonde de la vocation vers le devoir, avec le risque important d'accoucher ainsi de gouvernements sans inspiration.

Un groupe de tirés au sort sera sûrement et régulièrement au bord de l'implosion et nombreux seront tentés d'abandonner les discussions pour incompatibilité d'humeur ou d'opinion avec tels ou tels. Les échanges sur le Forum du Plan C en ont déjà largement témoigné. . .

Mais sur internet, depuis des années maintenant, un indélébile précédent a été commis qui fonde – après, avec et avant d'autres – les principes de l'usage des nouveaux moyens de communication au service de la vie de

la cité. Soit une profonde mutation des habitudes politiques de l'humanité qui s'essaie là à un vieux fantasme, la démocratie. Seulement, aujourd'hui encore, personne ne saurait précisément mesurer l'ampleur du bouleversement à venir ni ses conséquences à terme, faute d'aucune expérience comparable dans le passé puisque en Grèce antique la notion de citoyen était beaucoup plus restreinte que de nos jours. Dans cette entreprise donc, nous avançons à vue et nous, les participants d'aujourd'hui, ne pourrions être rendus responsables que d'une seule chose, l'échec ou le report *sine die* de notre expérience démocratique, puisque son succès paraît déjà inscrit dans le déroulement invariable d'une mutation en marche comme en témoignent par exemple les révolutions arabes, le mouvement des Indignés ou les différents appels à des assemblées constituantes.

Notre rôle d'aujourd'hui est donc d'œuvrer pour le partage de l'esprit du tirage au sort, de proposer et de débattre afin d'en faire naître un mouvement suffisamment large pour construire un nouveau système politique, muni d'une réelle représentation populaire susceptible de rompre avec le vingtième siècle et sa corruption chronique.

Suite aux années de débats sur le Forum du Plan C, le Front du Plan C et tous les espaces libres d'échanges, je suis parvenu à de personnelles conclusions sur la mise en place du tirage au sort. Je les livre ici dans un esprit de partage et dans l'espoir qu'elles participent au débat plutôt qu'elles ne s'imposent, pour qu'elles soient complétées, transformées ou même abandonnées. Le système à venir, je le crois, se bâtira sur l'abandon d'une majorité de propositions qui nous permettront ainsi, à partir de ce dont on ne veut pas, de déterminer et construire ce que l'on désire.

Sinon, autant demeurer au vingtième siècle.

- Pour introduire le tirage au sort en politique, je propose que soit reconnu le vote blanc et que celui-ci soit représenté par des tirés au sort. Si par exemple 10% de votes exprimés sont blancs aux élections législatives, 10% de l'assemblée nationale sont tirés au sort, laissant ainsi aux électeurs le choix de l'expérience du tirage au sort.
- Pour être tiré au sort, il faut être volontaire et recueillir le soutien écrit d'un minimum de 10 personnes pour les représenter.
- Les conseils municipaux accueillent une moitié de tirés au sort dans la commune sous les mêmes conditions que précédemment.
- À terme, le sénat devrait devenir une chambre mixte d'élus et de tirés au

sort dans l'espoir d'une formation citoyenne par les sénateurs en même temps qu'un contrôle sur l'assemblée nationale.

- L'organisation des règles du nouveau système par tirage au sort sera orientée par les conclusions de l'expérience suivante : parmi les volontaires au tirage au sort soutenus par suffisamment de parrainages, on tire les membres d'une assemblée constituante afin qu'ils s'attellent à la rédaction d'une nouvelle constitution. Tous leurs travaux sont accessibles en temps réel, à tous, par le biais d'internet, de documents en mairie et d'un système de télé-réalité adapté à l'exercice. Les membres de cette assemblée constituante sont renouvelés régulièrement au tiers à partir d'individus au courant des débats passés et susceptibles d'ajuster l'esprit même du tirage au sort. Cette expérience aura l'avantage d'estimer si l'expérience est simplement possible et si oui, dans quelles conditions. Elle sera susceptible aussi de susciter l'intérêt et de motiver les participations à mesure que l'on réalisera (ou pas) notre capacité à nous administrer. L'opposition garantie des représentants politiques actuels devrait alors nous venir en aide par ses critiques destinées à démonter le principe même.

Janvier 2012. Depuis les heures heureuses passées à l'Observatoire, je n'ai cessé de déplorer le repli sur soi de l'époque et souvent tenté de motiver mes contemporains à davantage d'implication dans le collectif. Mais je n'avais pas encore fait le lien avec le tirage au sort et la plupart du temps les deux idées s'ignoraient. Il m'apparaît pourtant évident aujourd'hui que la politique par tirage au sort de citoyens offrirait une structure d'existence à la nation en péril, sans pour autant bouleverser nos habitudes d'existence.

Les enjeux à venir sont considérables. La gestion de l'environnement, des ressources, du savoir, des technologies, etc. si elle était encore confiée à des politiques sous le joug d'une toute puissante finance nous mènerait au drame, pour la même raison qu'elle nous a conduits jusqu'ici, le pragmatisme comptable.

Nous avons au contraire besoin de polyphonie, d'échappées belles, de philosophie, d'art, de vie et de nuances pour nous permettre d'échapper à notre propre déclin, comme – je l'espère – d'orienter d'autres civilisations sur cette voie plutôt que sur celle de la croissance économique et de la concurrence absolue. D'un bout à l'autre de l'échiquier politique il y a aujourd'hui des idées à prendre en compte plutôt qu'à opposer, à essayer de faire cohabiter au lieu de les polariser. L'idéologie freine la connaissance, l'échange la nourrit.

S'il devait exister un espace de pensée où était débattu et construit notre vivre ensemble, nous enrayerions sûrement l'inéluctable. Nous y trouverions aussi une identité et surtout, des raisons de poursuivre.

Deuxième partie

Le tirage au sort

Étienne Chouard
etienne.chouard@free.fr

Introduction

Dans un contexte de méfiance générale à l'encontre des responsables politiques – qui semblent défendre de plus en plus les personnes "morales", les géants économiques, contre les personnes "physiques" – Ségolène Royal a eu le courage de proposer que *l'action des élus soit évaluée par des jurys citoyens tirés au sort*. Cette idée doublement formidable met en cause à la fois l'élection et l'irresponsabilité politique entre deux élections ; elle a évidemment déclenché une bronche chez les élus et leurs *sponsors*.

C'est une occasion pour nous tous de débattre publiquement (enfin !) du mode de désignation de nos représentants : élection ou tirage au sort ? Et pour quel mandat ?

Quand on étudie la question, on s'aperçoit avec surprise que l'élection n'est pas l'icône idéale qu'on nous présente tous les jours de façon un peu mystique et qu'elle est même, peut-être, un outil parfait pour nous manipuler, via nos représentants rendus vulnérables par le coût de leur campagne électorale. On s'aperçoit aussi que le tirage au sort a été trop vite jeté aux orties alors qu'il présente des qualités inestimables pour le plus grand nombre. On s'aperçoit enfin que le choix de l'élection, il y a deux cents ans, a été imposé... par des élus... et n'a plus jamais été débattu depuis.

Un choix originel oublié

Les révolutionnaires américains (Madison en 1776) et français (Sieyès en 1789), pour remplacer l'ancien régime renversé, ont fait un choix décisif qui s'impose encore aujourd'hui des deux côtés de l'Atlantique : **ils ont renoncé explicitement à la démocratie**, sciemment (même si c'était pour des raisons différentes), au profit de ce qu'ils ont appelé « **le gouvernement représentatif** »³

³Il faut absolument lire l'excellent livre *Principes du gouvernement représentatif* de Ber-

Les citoyens ont alors été réduits, sans avoir été consultés, au rang inférieur de simples électeurs, obligés de choisir un maître pour s'y soumettre ensuite, sans conserver aucun pouvoir entre deux élections, exactement comme le dénonçaient déjà Rousseau et Marat⁴ à propos du parlement anglais.

Ce choix de société, dégradant pour le plus grand nombre à qui on impose ainsi *de consentir au pouvoir plutôt qu'y accéder*, n'a pas été débattu par l'ensemble des citoyens de l'époque, ni explicitement validé par le peuple depuis : il a été imposé alors par les futurs élus eux-mêmes (d'autant plus facilement que l'élection constituait un grand progrès par rapport à l'injustice héréditaire de l'ancien régime) et depuis, l'idée du tirage au sort comme mode naturel de désignation démocratique des représentants est tombé dans l'oubli, très opportunément pour certains, probablement.

Nos générations modernes ont donc perdu toute habitude de penser au tirage au sort, au point que l'idée même nous paraît aujourd'hui une bizarrerie, voire une sottise. Pourtant, si on veut bien donner une chance à la réflexion, au-delà de la simple réaction épidermique, et lire un peu ce qui s'est écrit et ce qui a été tenté sur le sujet depuis 2 500 ans, on est vite séduit par les bonnes solutions apportées à une foule de problèmes majeurs, et sans présenter de défauts insurmontables.

nard Manin (Champs Flammarion), ici pages 11 à 18 (extrait) :

« Les démocraties contemporaines sont issues d'une forme de gouvernement que ses fondateurs oppoisaient à la démocratie. L'usage nomme "démocraties représentatives" les régimes démocratiques actuels. Cette expression, qui distingue la démocratie représentative de la démocratie directe, fait apparaître l'une et l'autre comme des formes de la démocratie. Toutefois, ce que l'on désigne aujourd'hui sous le nom de démocratie représentative trouve ses origines dans les institutions qui se sont progressivement établies et imposées en Occident à la suite des trois évolutions modernes, les révolutions anglaise, américaine et française. Or, ces institutions n'ont nullement été perçues, à leurs débuts, comme une variété de la démocratie ou une forme de gouvernement par le peuple. Rousseau condamnait la représentation politique par des formules péremptoires qui sont demeurées célèbres. Il dépeignait le régime anglais du XVIII^{ème} siècle comme une forme de servitude ponctuée par de brefs instants de liberté. Rousseau voyait une immense distance entre un peuple libre se donnant à lui-même sa loi et un peuple élisant des représentants pour faire la loi à sa place. Mais il faut noter que les partisans de la représentation, même s'ils faisaient un choix opposé à celui de Rousseau, apercevaient également une différence fondamentale entre la démocratie et le régime qu'ils défendaient, régime qu'ils nommaient "gouvernement représentatif" ou encore "république". Deux acteurs dont le rôle a été décisif dans l'établissement de la représentation politique moderne, Madison et Sieyès, soulignaient ainsi en des termes très proches le contraste entre le gouvernement représentatif ou républicain et la démocratie. (...) »(La suite est passionnante.)

⁴Voir le *Discours aux électeurs de la Grande-Bretagne* de Marat : http://classiques.uqac.ca/classiques/marat_jean_paul/chaines_esclavage/marat_chaines_esclavage.pdf

Examinons l'alternative « élection contre tirage au sort » en trois points :

1 – Le suffrage universel ne tient pas ses promesses d'émancipation : l'élection induit mécaniquement une aristocratie élective, avec son cortège de malhonnêtetés et d'abus de pouvoir.

Pierre Rosanvallon décrit superbement *la force révolutionnaire du suffrage universel* et de son principe majeur, « *un homme = une voix* »⁵ Il suggère l'idée pleine d'espoir que ce principe révolutionnaire continue tous les jours à travailler nos sociétés, les poussant à progresser, lentement, discrètement.

Pourquoi avoir préféré l'élection au tirage au sort ?

« *Le principe affirmé [au XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles] que toute autorité légitime dérive du consentement de ceux sur qui elle est exercée ou, en d'autres termes, que les individus ne sont obligés que par ce à quoi ils ont consenti*⁶ », ces thèses majeures de l'École du droit naturel ont placé le tirage au sort et l'élection sous un jour nouveau, favorable à l'élection :

« *Quels que soient par ailleurs ses mérites et ses propriétés, le tirage au sort présente en effet ce caractère incontestable qu'il ne fait pas intervenir la volonté humaine et ne peut pas passer pour une expression du consentement. (...) En ce sens, le sort n'est pas, en lui-même, une procédure de légitimation du pouvoir, mais seulement une procédure de sélection des autorités et de répartition des charges. L'élection au contraire accomplit deux choses à la fois : elle sélectionne les titulaires des charges, mais en même temps, elle légitime leur pouvoir et crée chez ceux qui ont désigné un sentiment d'obligation et d'engagement envers ceux qu'ils ont désignés. Il y a tout lieu de penser que c'est cette conception du fondement de la légitimité et de l'obligation politique qui a entraîné l'éclipse du tirage au sort et le triomphe de l'élection.* »⁷

Cette idée du consentement des gouvernés comme source naturelle de légitimité des gouvernants est une idée puissante et il n'est donc pas question, ici, de renier le suffrage universel, mais il s'agit pourtant de s'attaquer aux méfaits désastreux de l'élection, que chacun peut vérifier tous les jours⁸ :

⁵Voir *Le sacre du citoyen* de Pierre Rosanvallon (Folio Histoire), riche introduction.

⁷Voir Bernard Manin, op. cit. p. 116 et s.

⁸Voir deux livres décapants : *Le suffrage universel contre la démocratie* de Philippe Braud (PUF) et *Abolir les partis politiques* de Jacques Lazure (Libre Pensée). Sans forcément les suivre sur toutes leurs analyses, ces deux livres sont vraiment très intéressants.

Quels reproches peut-on adresser à l'élection ?

- **L'élection pousse au mensonge** les représentants : d'abord pour accéder au pouvoir, puis pour le conserver, car les candidats ne peuvent être élus, puis réélus, que si leur image est bonne : cela pousse mécaniquement à mentir, sur le futur et sur le passé.
- **L'élection pousse à la corruption** : les élus "sponsorisés" doivent fatalement "renvoyer l'ascenseur" à leurs sponsors, ceux qui ont financé leur campagne électorale : la corruption est donc inévitable, par l'existence même de la campagne électorale dont le coût est inaccessible au candidat seul. Le système de l'élection permet donc, et même impose, la corruption des élus (ce qui arrange sans doute quelques acteurs économiques fortunés). Grâce au principe de la campagne électorale ruineuse, nos représentants sont à vendre (et nos libertés avec).
- **L'élection incite au regroupement en ligues** et soumet l'action politique à des clans et surtout à leurs chefs, avec son cortège de turpitudes liées aux logiques d'appareil et à la quête ultra prioritaire (vitale) du pouvoir. Les partis imposent leurs candidats, ce qui rend nos choix factices. Du fait de la participation de groupes politiques à la compétition électorale (concurrence déloyale), l'élection prive la plupart des individus isolés de toute chance de participer au gouvernement de la Cité et favorise donc le désintérêt politique (voire le rejet) des citoyens.
- **L'élection délègue... et donc dispense (éloigne) les citoyens de l'activité politique quotidienne et favorise la formation de castes d'élus**, professionnels à vie de la politique, qui s'éloignent de leurs électeurs pour finalement ne plus représenter qu'eux-mêmes, transformant la protection promise par l'élection en muselière politique.
- **L'élection n'assure que la légitimité des élus, sans garantir la justice distributive dans la répartition des charges** : une assemblée de fonctionnaires et de médecins ne peut pas appréhender l'intérêt général comme le ferait une assemblée tirée au sort.
- Paradoxalement, **l'élection étouffe les résistances contre les abus de pouvoir** : elle réduit notre précieuse liberté de parole à un vote épisodique tous les cinq ans, vote tourmenté par un bipartisme de façade qui n'offre que des choix factices. La consigne du "vote utile" est un bâillon politique tout à fait emblématique.

- **L'élection sélectionne par définition ceux qui semblent « les meilleurs », des citoyens supérieurs aux électeurs, et renonce ainsi au principe d'égalité** (pourtant affiché partout, hypocritement) : **l'élection désigne davantage des chefs qui recherchent un pouvoir (dominateurs) que des représentants qui acceptent un pouvoir (médiateurs, à l'écoute et au service des citoyens).**

Ce n'est pas un hasard si élite et élection ont la même racine étymologique. L'élection est profondément aristocratique, pas du tout démocratique. L'expression « élection démocratique » est même un oxymore (un assemblage de mots contradictoires).

Un inconvénient important de cette élite qu'on laisse imprudemment prendre racine, c'est ce sentiment de puissance qui se développe chez les élus au point qu'ils finissent par se permettre n'importe quoi, jusqu'à même imposer leur constitution, c'est dire...

Malgré tous ces défauts, – défauts qu'on pourrait considérer, avec beaucoup de bonne volonté, comme une sorte de « prix à payer pour la compétence sélectionnée », **l'élection ne donne même PAS les résultats escomptés et ne porte PAS au pouvoir que des hommes compétents...**

En tout cas, même si on admet que l'objectif de compétence est atteint, celui de l'honnêteté (respect des promesses, respect de la volonté des électeurs...) semble totalement à l'abandon.

Et on ne nous a pourtant jamais offert de débattre et décider, directement, ce à quoi nous tenons le plus chez nos représentants : **préférons-nous la compétence ou l'honnêteté ?** (En tout cas, on pourrait nous demander notre avis.)

Il a donc un fort goût de supercherie dans ce choix de l'élection, choix effectué il y a deux cents ans par les élus eux-mêmes, en notre nom mais sans nous, et censé nous garantir une formidable compétence politique, si rare paraît-il.

Si ce système est « le meilleur », on est fondé à se demander « pour qui ? »...

Si on tire LE BILAN DES FAITS après 200 ans d'expérience concrète, avec l'élection, les riches ont TOUJOURS le pouvoir, et les pauvres JAMAIS. Ce sont des faits. Intéressant, non ?

Quel intérêt avons-nous aujourd'hui à défendre ce système de l'élection (tel quel), oubliant que nos aïeux l'ont clairement repéré comme néfaste pour les

libertés il y a déjà 2 500 ans ?

2 – Le tirage au sort est juste et incorruptible, et il ne présente aucun risque particulier d'incompétence si les désignés sont volontaires et contrôlés.

La démocratie originelle, il y a 2 500 ans, a été pensée, et surtout imposée directement par les citoyens de base sans écrire de théorie⁹, **pour protéger le plus grand nombre contre les abus de pouvoir.**

Le tirage au sort matérialise parfaitement le postulat démocratique de l'égalité politique, l'isocratie ; il est même le seul à rendre effectives les protections attendues des grands principes démocratiques :

a) Principes protecteurs sous-jacents au tirage au sort :

- Principe de **liberté individuelle de candidature**¹⁰ : tout citoyen doit pouvoir (sans y être jamais obligé) occuper tour à tour les positions de gouvernant et de gouverné.
Cette perspective ouverte réellement à chacun de servir la Cité (sans le filtre des campagnes partisans) libère les énergies, donne confiance aux citoyens et développe le goût de l'engagement politique.
- **Principe fondamental de la rotation des charges** (pour lequel le tirage au sort est une solution rationnelle, – et, au contraire, l'élection est contre-productive –, compte tenu du grand nombre de personnes à désigner¹¹).

Le principe protecteur majeur est celui-ci : les gouvernants font plus attention aux gouvernés quand ils savent avec certitude qu'ils reviendront bientôt eux- mêmes à la condition ordinaire.

Les démocrates athéniens cultivaient une méfiance profonde au sujet des juges et gouvernants professionnels, et des experts politiques en général : « l'absence d'experts au sein des instances gouvernementales visait à préserver le pouvoir politique des simples citoyens¹² ».

La rotation des charges gêne la formation de castes politiciennes.

⁹Ce sont les philosophes hostiles à la démocratie qui en ont écrit les règles, et pas le peuple démocrate qui vivait la démocratie et l'imposait aux oligarques sans pitié, loin des théories : voir Moses I. Finley, *Démocratie antique et démocratie moderne* (Payot), p 43, 75.

¹⁰Voir Bernard Manin, op. cit. p. 44.

¹¹Voir Bernard Manin, op. cit. p. 48.

¹²Voir Bernard Manin, op. cit. p. 49-50. Des pages passionnantes, vraiment. Quel bouquin !

- **Neutralité incorruptible et impartialité¹³** : le tirage au sort est effectivement la seule procédure qui permette une répartition des charges « sans l'intervention d'aucune volonté particulière¹⁴ ». Chacun peut comprendre la vertu pacificatrice de l'extériorité, quand c'est le hasard qui départage les clans, les factions¹⁵, comme un arbitre désintéressé.

Le tirage au sort est donc surtout un arbitre idéal, impartial et incorruptible, qui protège la liberté de parole et d'action de chacun, et qui dissuade les parties d'être malhonnêtes (il est impossible, et donc inutile, de tricher) au lieu de les inciter à mentir comme le fait l'élection (qui fait toujours gagner le meilleur menteur). C'est le jour et la nuit.

Si on tire LE BILAN DES FAITS après 200 ans d'expérience concrète, avec le tirage au sort, les riches n'ont JAMAIS le pouvoir, et les pauvres TOUJOURS. Ce sont des faits. Intéressant, non ?

b) Mauvais procès contre le tirage au sort :

On reproche le plus souvent au tirage au sort de **risquer de mettre au pouvoir un incompetent ou un malhonnête**. Qu'en est-il ?

D'abord, l'élection elle-même nous protège mal de ce risque majeur.

Des esprits rebelles affirment même que l'élection garantit ce résultat calamiteux (au lieu de l'interdire), bien dissimulé sous de belles paroles séduisantes : avec l'élection, on serait sûr d'avoir les pires, ceux qui cherchent le pouvoir. . . Mais alors, si l'élection ne nous protège pas bien contre l'incompétence et la malhonnêteté, on ne voit plus très bien pourquoi se priver des vertus du tirage au sort.

Le risque d'incompétence est-il d'ailleurs si grand avec le tirage au sort ?

Les Athéniens, qui n'étaient pas politiquement incultes, connaissaient sans aucun doute ce risque d'incompétence, et pourtant, tout bien pesé, ils ont fait ce choix-là pendant des siècles.

¹³Voir Bernard Manin, op. cit. p. 81.

¹⁴Voir Bernard Manin, op. cit. p. 104 et 105.

¹⁵Voir Bernard Manin, op. cit. p. 76.

Pourquoi ? Est-ce qu'ils n'avaient pas trouvé des aménagements, des modalités, de nature à réduire ce risque ? C'est ce qu'expliquent formidablement Bernard Manin¹⁶ et Mogens H. Hansen¹⁷ qu'on devrait enseigner dans les écoles :

Le tirage au sort ne désigne pas un chef mais des porte-parole, ce qui est très différent : un chef décide à notre place et nous dispense (nous interdit) de débattre ; politiquement, il nous muselle, il nous éteint. Les porte-parole, eux, participent au débat qui continue sans arrêt avec tous ceux qui veulent y participer, ils représentent – à plusieurs – les idées qui émergent des débats pour un mandat court et non renouvelable et finalement, peu importe qui ils sont aujourd'hui puisque ça change tout le temps. . .

Dans cette optique, ce qui compte, c'est ce que décident les citoyens et que doivent traduire fidèlement les porte-parole, sous le contrôle des citoyens.

Les tirés au sort peuvent refuser ou sont **volontaires**, ce qui permet à tous ceux qui connaissent leurs propres limites de se tenir à l'écart. Ils subissaient

¹⁶Voir Bernard Manin, op. cit. p. 98 s., qui cite longuement Montesquieu expliquant les mécanismes complémentaires astucieux pour rendre sûr le tirage au sort :

« Montesquieu juge, sans doute, que le tirage au sort "est défectueux par lui-même" (Montesquieu, *Esprit des lois*, livre II, chap. 2, vol. 1, p. 17). Mais on peut, ajoute-t-il, en corriger le défaut le plus évident (la possible désignation d'individus **incompétents**), et c'est à quoi les plus grands législateurs se sont employés. Montesquieu analyse alors brièvement l'usage du tirage au sort à Athènes, et fait mérite à Solon d'avoir entouré le tirage au sort **d'autres dispositions** qui prévenaient ou atténuaient son effet indésirable.

"Mais pour corriger le sort, écrit-il, il [Solon] régla qu'on ne pourrait élire (c'est-à-dire, ici, tirer au sort] que dans le nombre de ceux qui se présenteraient : que celui qui aurait été élu serait examiné par des juges, et que chacun pourrait l'accuser d'en être indigne : cela tenait en même temps du sort et du choix. Quand on avait fini le temps de sa magistrature, il fallait essayer un autre jugement sur la manière dont on s'était comporté. Les gens sans capacité devaient avoir bien de la répugnance à donner leur nom pour être tirés au sort."

La perspicacité historique de cette analyse est étonnante. Alors que, par la suite, bien des historiens (en particulier Fustel de Coulanges) devaient se demander si, à Athènes, les noms entre lesquels on tirait au sort étaient préalablement sélectionnés, **Montesquieu avait aperçu ce que la recherche historique la plus récente confirme : on ne tirait au sort que parmi les noms de ceux qui se présentaient. Et surtout, il avait compris que la combinaison du volontariat et des sanctions devait entraîner une sélection spontanée des candidats.**

Deux propriétés rendent le sort nécessaire dans une démocratie. Il n'humilie ni ne déshonore ceux qui n'ont pas été sélectionnés ("il n'afflige personne"), car ceux-ci savent que le hasard aurait tout aussi bien pu tomber sur eux. Il prévient, du coup, l'envie et la jalousie vis-à-vis de ceux qui ont été désignés comme magistrats. (...) D'un autre côté, le tirage au sort s'accorde avec le principe que les démocraties chérissent par-dessus tout, l'égalité, parce qu'il donne à chaque citoyen une chance "raisonnable" d'exercer une fonction publique. »

¹⁷Lire *La démocratie athénienne à l'époque de Démosthène* de Mogens H. Hansen (Les Belles Lettres).

également un **examen d'aptitude** (mais pas de compétence !), la docimasie, procédure de contrôle suivie par les tribunaux¹⁸ (aussi bien des tirés au sort que des élus, d'ailleurs).

Les tirés au sort suspectés de vices graves peuvent être **récusés** par leurs pairs ou **ostracisés** par les citoyens, à une forte majorité qui gêne les basses manœuvres.

Mais surtout, surtout, les tirés au sort travaillent sous un contrôle sourcilleux et permanent : ils sont révocables à tout moment et doivent rendre des comptes sévères en fin de mandat. Et ça, c'est une clef essentielle pour comprendre que le tirage au sort est tout à fait praticable s'il est intelligemment institué.

Car enfin, c'est sûr, si on imagine que les tirés au sort vont pouvoir agir librement comme nos élus actuels, c'est-à-dire **hors de tout contrôle citoyen, le tirage au sort est effectivement effrayant, mais l'élection ne l'est pas moins !**

Alors que sous contrôle citoyen, le tirage au sort serait nettement moins dangereux que notre système actuel et c'est pourquoi il a fonctionné si longtemps à Athènes (deux cents ans), avant que les "oligarques" ne reprennent le pouvoir, après une guerre perdue.

3 - Rien n'est parfait, mais les systèmes mixtes sont bien séduisants.

Bernard Manin explique bien comment les républiques italiennes (autour du XV^{ème} siècle) ont inventé des systèmes mixtes complexes, associant élections et tirages au sort pour « rendre presque impossible l'influence des brigues sur le processus d'ensemble¹⁹ » : à Florence, à Venise, les idées astucieuses ne manquaient pas, c'est intéressant.

Mais l'élection avait déjà commencé à jouer son effet aliénant et une caste de grandes familles s'appropriait déjà le pouvoir ; le tirage au sort servait surtout d'arbitre entre elles.

Finalement, seule Athènes a réussi à se protéger durablement des « voleurs de pouvoir » en généralisant le tirage au sort et en le respectant rigoureusement

¹⁸Voir Hansen, op. cit. p.255, qui signale des récusations pour cause de simples « sympathies oligarchiques ». . . La rigueur des Athéniens est étonnante quand on pense aux turpitudes actuelles, totalement impunies.

¹⁹Voir Bernard Manin, op. cit. p. 74 et s., 89.

comme une procédure protectrice des citoyens, **une procédure emblématique de la démocratie.**

Aujourd'hui, on pourrait sans dommage réinjecter un peu de tirage au sort dans nos institutions, sans renoncer à l'élection mais pour l'assainir, en prenant le meilleur de chaque procédure et en limitant leurs inconvénients respectifs.

- **Pour la sélection des représentants**, les citoyens devraient pouvoir proposer librement les représentants qu'ils préfèrent. Ceci est essentiel : rendre l'initiative au peuple.

Ensuite, par exemple, un tirage au sort de quinze personnes serait effectué parmi les 5% des citoyens les plus soutenus (on ne retiendrait que ceux qui acceptent cette mission), et la sélection pourrait se terminer par un vote parmi ces quinze candidats librement désignés.

Le principe du consentement préalable des citoyens serait ainsi maintenu et même renforcé. La corruption serait efficacement combattue.

- **Pour l'organisation des débats au Parlement**, on pourrait prévoir une Assemblée Nationale élue, qui serait chargée d'écrire les lois mais qui, avant d'imposer ces lois, devrait convaincre de leur utilité une Assemblée des Citoyens tirée au sort : pour légiférer, il faudrait écrire des lois lisibles et manifestement utiles à l'intérêt général.

On tirerait au sort parmi des citoyens volontaires et/ou parrainés par d'autres citoyens et/ou soumis à un examen d'aptitude, pour représenter le plus fidèlement possible notre société en miniature, avec des jeunes, des vieux, des riches, des pauvres, des salariés, des chômeurs (horreur !), des indépendants, des commerçants, des fonctionnaires, des artistes, des agriculteurs, des médecins, des femmes de chambre, des scientifiques, des employés, des ingénieurs, des ouvriers, des professeurs, des RMIstes, des banquiers, des ruinés, des hommes, des femmes, des chrétiens, des musulmans, des juifs, des athées, etc.

Ces délégués citoyens pourraient ne siéger qu'à temps partiel, à leur convenance, pour rester connectés à la réalité. Ils pourraient convoquer autant d'experts qu'ils le souhaitent pour éclairer leurs réflexions. Un statut particulier les protégerait et faciliterait leur retour à la vie normale.

Cette *assemblée-qui-nous-ressemble* aurait ainsi **un droit de veto**, en plus

d'**un droit d'initiative** et d'un puissant pouvoir de **contrôle** de toutes les institutions (sans pouvoir sanctionner elle-même), avec toujours la possibilité d'en appeler à l'arbitrage populaire (référendum) en cas de crise.

Plus démocratiques, ces institutions forceraient les professionnels de l'Assemblée Nationale à écouter et à respecter le peuple qu'ils représentent, **tous les jours et pas tous les cinq ans**, au long d'un débat permanent et honnête.

- **Pour la désignation d'une Assemblée Constituante honnête** (dont les membres n'écrivent pas des règles pour eux-mêmes), on devrait absolument éviter l'élection et préférer le tirage au sort (parmi les personnes volontaires, éventuellement parrainées par quelques centaines de citoyens).

En effet, à travers une élection, les électeurs devront impérativement choisir parmi des candidats imposés par les partis (désignés par leurs commissions d'investiture) et, même si on déclare les constituants inéligibles aux fonctions qu'ils instituent eux-mêmes (ce qui est sans doute indispensable, en tout état de cause), les partis ne manqueront pas de faire élire des amis ou des hommes de paille, et les citoyens, comme toujours et à nouveau, se feront flouer par des institutions dans lesquelles ils ne comptent pour rien, des institutions dans lesquelles ils n'ont AUCUN moyen de résister aux abus de pouvoir entre deux élections. Ces mêmes institutions qui permettent aujourd'hui aux plus grandes puissances financières de nous imposer leur guerre économique mortifère sans qu'on puisse s'y opposer légalement de quelque façon que ce soit.

L'enjeu d'institutions qui rendent enfin aux peuples la maîtrise politique des rouages économiques est (rien moins que) **la survie de l'espèce**. Lire à ce sujet les excellents livres d'**Hervé Kempf**, *Comment les riches détruisent la planète* (Seuil, 2007) et *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie* (Seuil 2011) : l'articulation entre le social et l'écologique y est innovante, le pointage des corruptions crapuleuses y est foisonnant, ce sont des livres utiles pour comprendre l'enjeu du mode de désignation des élus.

Je pense que le seul moyen d'écrire ces institutions honnêtes est de tirer au sort l'Assemblée Constituante : **tout vaut mieux que le système actuel** qui laisse écrire les règles du pouvoir par une assemblée qui ne se compose que des hommes au pouvoir eux-mêmes. Un enfant peut comprendre cela, il me semble.

Nous sommes bien fous de nous désintéresser de l'écriture de la Consti-

tution, ce texte majeur où est programmée notre impuissance politique et où pourrait tout aussi bien être garanti le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le vrai, notamment via le référendum d'initiative populaire (RIP), le vrai : c'est bien notre propre négligence qu'il faut incriminer, et pas un quelconque complot : il ne tient qu'à nous de reprendre le pouvoir que nous cédon trop aveuglément pour l'instant.

Ce qui compte, ce n'est pas qui vote la Constitution : ce qui compte, c'est qui écrit la Constitution.

C'est un beau débat que celui qui consiste à réfléchir nous-mêmes à nos institutions, non ?

Conclusion : c'est au peuple de décider, directement, s'il veut élire ses représentants ou les désigner au sort.

Choisir entre élection et tirage au sort est un grand choix de société.

QUI est légitime pour faire ce choix ?

Est-ce que des élus sont désintéressés et peuvent ici respecter l'intérêt général ?

Non, chacun voit bien que ce choix ne peut être fait que par les citoyens eux-mêmes, directement, par référendum.

Comme en 2005 à propos des arguments du Non au « traité constitutionnel » (quel oxymore détestable, quel aveu de trahison que cette expression, comme si quiconque avait le droit d'imposer des institutions par traité), on va (ou plutôt : les élus et leurs amis vont) caricaturer le tirage au sort pour le discréditer hâtivement : « on ne peut pas prendre n'importe quel crétin dans l'annuaire pour déclencher le feu nucléaire », nous dira-t-on par exemple.

Ne nous laissons pas impressionner par des sophismes, des caricatures ou autres escroqueries intellectuelles : il n'est pas question de déclencher le feu nucléaire (rien ne nous empêche de continuer à choisir les stratèges comme on l'a toujours fait), même pas de nous gouverner sans contrôle !

Le tirage au sort ne désigne pas des chefs mais des porte-parole qui cherchent fidèlement à connaître les vœux du peuple avant de traduire et organiser ces volontés dans les débats publics : quand les acteurs politiques sont tirés au sort, le peuple conserve son droit de se réunir en assemblée et de décider lui-même de son sort, au niveau des communes organisées en fédération, avec contrôle citoyen à tous les étages.

Ne pas laisser glisser la discussion vers une déformation des enjeux (selon laquelle nous devrions nous abandonner complètement à des spécialistes hors contrôle qui sauraient mieux que nous ce qui est bon pour nous).

Quand on prend le temps d'y réfléchir, le tirage au sort d'assemblées, au sein de citoyens volontaires, examinés et parrainés par d'autres citoyens, pour des mandats courts, surveillés et révocables à tout moment, avec reddition des comptes en fin de mandat... tout bien pesé, ce système semble nous offrir à tous beaucoup plus de garanties d'honnêteté et de compétence réelle que l'élection.

En fait, **l'association entre le mot démocratie et le mot élection est un profond contresens**, une monumentale erreur qui consiste à caractériser la démocratie par la procédure qui est sa pire ennemie, sa négation absolue ! **Cette inversion du sens des mots est très gênante pour résister au régime ainsi mal nommé (l'oligarchie nommée démocratie)** puisqu'il devient impossible de simplement désigner l'adversaire (l'oligarchie), de même que l'objectif (la démocratie). C'est très malin. Cette arme anti-résistance a un nom : **la novlangue** (Orwell, 1984).

Il ne sert donc à rien d'attendre que nos propres élus nous sortent de la préhistoire de la démocratie où ils nous enferment eux-mêmes depuis des siècles : **c'est à nous de conquérir cette démocratie**, d'imposer cette évolution majeure. **Pour commencer, nous devrions tous réfléchir à la Constitution que nous souhaitons personnellement**, aux articles qui nous semblent les plus importants ; nous devrions en parler entre nous et surtout rédiger quelques projets d'origine citoyenne. Quand ce sera fait, ça sera moins une utopie.

Je vous invite à réagir, commenter, enrichir ou contester ces premières pistes : tout est neuf en la matière (pour nous !), mais les perspectives d'émancipation semblent immenses, historiques même, pour l'espèce humaine.

Bibliographie express : en plus des livres essentiels de Manin, Hansen et Finley (voir notes), il faut lire les cinq livres de Pierre Rosanvallon : *Le peuple introuvable*, *Le sacre du citoyen*, *La démocratie inachevée*, *La contre-démocratie* et *La légitimité démocratique*, c'est littéralement passionnant : les efforts des hommes contre les abus de pouvoir depuis la nuit des temps sont un récit palpitant d'une actualité brûlante. Sur l'élection, lire aussi le livre étonnant de Philippe Braud : *Le suffrage universel contre la démocratie* (PUF). Il y a aussi plusieurs livres écrits spécifiquement pour défendre l'idée du tirage au sort : *Pour en finir avec la démocratie* (un mauvais titre pour un bon livre) par François Amanrich, Éditions Papyrus (2006) ;

La Stochocratie. Modeste proposition pour que le peuple de France soit heureusement gouverné grâce à l'instauration d'une sélection politique aléatoire par Roger de Sizif (Les Belles Lettres, 1998) ; *Le pouvoir au peuple* de Yves Sintomer (La découverte, 2007).

Voyez aussi la longue discussion sur le tirage au sort qui s'est développée sur le forum du Plan C (pour une Constitution d'origine Citoyenne) : <http://etienne.chouard.free.fr/forum/viewtopic.php?id=20>. Il y en a eu d'autres depuis.

Voyez surtout cette page dédiée au tirage au sort : http://etienne.chouard.free.fr/Europe/tirage_au_sort.php.

Troisième partie

Autopsie d'époque

David Lafaille
david.lafaille@free.fr

La dette du sens

***Dette du sens** : ce que durant des millénaires les hommes ont reconnu devoir aux dieux, ce que les sociétés ont à peu près toujours cru devoir aux opérations des autres, aux décrets de l'au-delà ou aux volontés de l'invisible.[...]*

Le social n'est pas un fait une fois pour toutes donné, comme surgi d'un enchaînement de causes extrinsèques. Il se donne à lui-même, et la structure la plus profonde à laquelle on puisse remonter en lui est celle de sa propre institution. Tel est le cas de l'extériorité du pouvoir, structure ultime d'excentration par laquelle une société se constitue en se signifiant à elle-même comme société, en se conférant forme significative de société.[...] Le lien social est quelque part tissé d'un très obscur savoir d'être-en société de la part des individus et de ce que cela veut dire. Et la forme originnaire de ce lien de savoir, c'est la reconnaissance d'une dette. Nous sommes en société parce que nous devons à de l'autre que nous qu'il y ait société et qu'il y ait cette société-ci comme elle est. Telle est la racine du mal étrange qui porte invinciblement les sociétés à se disjoindre de ce qu'elles croient qui les cause et garantit leur ordre légitime.[...] L'impératif radical de l'être en société : telle est la source de ce besoin aussi mystérieux qu'universel qui pousse les hommes depuis leur commencement à s'en remettre à autre chose qu'eux, à d'autres hommes qu'eux.[8]

Les travaux de Marcel Gauchet, auteur du texte ci-dessus, font suite à ceux d'anthropologues et en particulier Pierre et Hélène Clastres, intéressés sur plusieurs continents à diverses sociétés primitives et qui montrent qu'à travers le chamane, le sorcier ou encore le chef de guerre, la tribu extériorise systématiquement le pouvoir, c'est-à-dire qu'elle extrait un membre au sein même de la tribu et lui attribue, en plus du droit exclusif d'interpréter les signes envoyés par les dieux ou bien de mener une bataille, une distinction

qui lui permet de se différencier des autres membres : une position caractéristique dans le village, un trône, une couronne ou encore une tenue particulière. Cette extériorisation du pouvoir permet alors à la tribu de se soumettre à une volonté différente de la sienne, ce qui lui permet du même coup de se définir. En effet, un regard extérieur porté sur une communauté permet à celle-ci de s'assumer comme un ensemble cohérent défini en fonction de cet extérieur. Si la définition devait venir de l'intérieur même de la société, elle devrait faire face à trop – pense-t-on alors et encore – de revendications particulières et la somme des individualités serait incapable alors de mener à une cohérence collective.

Les dieux sous toutes leurs formes et à n'importe quelle époque sont l'*incarnation* même de cette extériorisation du pouvoir et il semble donc en découler que l'humain en société est obsédé par l'idée que sa destinée collective est due à d'autres que lui, au point de construire lui-même cette extériorisation si nécessaire. L'influence des religions ou celle des états à travers l'histoire n'est pas pour contredire Marcel Gauchet. C'est le moins que l'on puisse dire.

Aujourd'hui encore, les dieux ordonnent bon nombre de destinées humaines. George W. Bush n'a cessé de l'invoquer dans ses croisades contre le terrorisme et le terrorisme lui-même est légitimé par un Allah vengeur et déterminé. L'Islam opère une percée significative à l'échelle planétaire, même s'il semble davantage synthétiser un ressenti général contre l'Occident et servir un certain obscurantisme auprès de populations privées de l'enrichissement général. Sur internet circulent par exemple toutes sortes de documents tendant à démontrer que la complexité de l'univers ne peut avoir été conçu que par une intelligence supérieure, Allah. À partir de scénarios scientifiques et en particulier le Big-Bang, démonstration est faite à partir de calculs probabilistes – qu'on est en droit de qualifier de simplistes – que notre Terre est le résultat d'une succession d'événements extraordinairement complexes dont la probabilité est à peine plus grande que celle de voir un gouvernement représentatif incorruptible et qu'à l'évidence, tout ceci ne peut être le fruit que d'une volonté supérieure, divine, qu'il nous faut chérir et respecter. Quand en plus la théorie même du Big-Bang est retrouvée dans une sourate, plus aucun doute n'est permis !

Sauf à dire que le Big-Bang n'est qu'une théorie, qu'elle ne fait consensus que depuis la fin du vingtième siècle et qu'au regard de l'histoire scientifique, il est fort probable que cette théorie ne survive pas en l'état bien longtemps. Mais, plutôt que de reconnaître les limites de la science et de la connaissance, d'aucuns saisissent l'occasion d'en déduire Dieu. L'Islam qui est du point de vue historique une religion de savants, fait ainsi feu de tout bois en cette période de prosélytisme exacerbé et s'essaie à démontrer la

nécessité de la foi, c'est-à-dire craindre un Dieu invisible mais ordonnateur de tout.

Ni plus ni moins que la *dette du sens* décrite plus haut.

L'histoire de l'Occident en la matière n'est pas plus brillante mais son rapport à la science est tout à fait différent. Car si l'Islam aime à exposer aujourd'hui les preuves scientifiques de l'existence d'Allah, l'Occident s'est davantage bâti sur l'opposition entre sciences et religions.

La science en otage

Il est relativement admis dans le milieu scientifique aujourd'hui que la naissance de la science moderne remonte aux travaux de Galilée. En effet, sur la base d'observations et d'expériences, celui-ci a infirmé nombres de croyances en vigueur à l'époque et a ainsi établi les exigences modernes : la confrontation à des critères de validation publique et, si nécessaire, la révision de théories plus anciennes. Car si la mathématique revêt un caractère éternel – un théorème, c'est-à-dire une conjecture qui a trouvé sa démonstration, ne peut pas être infirmé – la science, au contraire, se construit depuis longtemps sur la contradiction de ce qui a précédé. Par exemple, la théorie de la gravitation de Galilée est fautive aux yeux de Newton, encore plus pour Einstein et il est probable que celui-ci soit lui-même remis en cause dans un proche avenir qui verrait naître une théorie unifiant les quatre interactions fondamentales. Or, Galilée stigmatise aussi la résistance de l'esprit d'analyse à l'obscurantisme inquisiteur comme l'atteste son désormais célèbre *et pourtant elle tourne* qui symbolise aussi bien la fin de l'aristotélisme que l'opposition radicale de l'Église à la science moderne – et pas l'inverse. Rappelons ici qu'en 1600, pour des convictions à peu près identiques à celles de Galilée, Giordano Bruno était brûlé vif en place public après huit années d'un procès en religion.

Plus tard, durant le siècle des *Lumières*, la volonté de nombreux philosophes et savants d'assurer aux hommes une égalité de droits et un accès au savoir se heurte à une opposition politique qui entend bien défendre l'*Ancien Régime* et la monarchie de droit divin. Les *encyclopédistes* sont alors répertoriés parmi les *philosophes*, un groupe diamétralement opposé à celui des *dévots* et quand la révolution triomphe, la science siège aux côtés des anticléricaux, mieux, elle est un des principaux moteurs de cette réorganisation sociale.

Il faut encore attendre quelques décennies pour que la rupture soit totale en France, en particulier avec l'apparition des *Hussard noirs* de Jules Ferry qui chassent de l'école les curés et imposent une laïcité anticléricale à leur enseignement. Ce que je tiens personnellement pour la plus grande révolution

française rend donc l'instruction obligatoire et installe sur l'ensemble du territoire l'école de la République dispensant le même savoir à tous. Seulement, encore une fois, l'opposition à la politique laïque est directement rattachée au Saint Siège et en faveur du *concordat*²⁰, et ce jusqu'en 1905 où la loi de séparation de l'Église et de l'État précipite la disparition de l'influence politique du catholicisme en France. La science, quant à elle, est rattachée au savoir, fer de lance idéologique des républicains. Dans le même temps, l'Occident connaît sa première révolution industrielle et ne peut que constater les multiples progrès engendrés par cette science qui s'installe donc tout naturellement au cœur même du système.

Le début du vingtième siècle comme la fin du dix-neuvième sont en plus marqués par des évolutions scientifiques notoires. Après l'électromagnétisme de Maxwell, la mécanique quantique s'inscrit dans la durée pendant qu'Albert Einstein publie en 1905 ses trois articles fondateurs. Dans le même temps, en biologie, la génétique s'assure un avenir prospère et, alors même que la révolution industrielle génère des bouleversements irréremédiables comme l'exode rural et la distribution d'énergie domestique, les enfants sont instruits en l'absence de Dieu qui jusqu'alors constituait l'essentiel de l'extériorisation des pouvoirs sur le commun.

Le terme de *fée électricité* semble attester de ce transfert de soumission des masses à un autre extérieur. La science, indéniable moteur de progrès, s'élève doucement au-dessus de la mêlée. À l'époque, les élites scolaires se distinguent encore à coup de versions latines et de thèmes grecs à même de mécaniquement hiérarchiser la valeur de bacheliers avant tout littéraires. Seulement, les langues mortes ne seront pas indispensables à la suite des carrières professionnelles alors que les mathématiques sont elles aussi capables d'aboutir à une notation objective tout en étant directement utiles aux futurs ingénieurs indispensables au progrès technique.

Le succès des sections scientifiques au lycée du XXI^{ème} siècle plaide en faveur de cette mutation qui a remplacé les *forts en thème* par des *mathéux* à qui l'on certifie un avenir professionnel prometteur. Mieux encore, il n'existe plus de sections d'études générales dont les mathématiques soient absentes, au grand dam de nombre d'élèves et parents d'ailleurs. Car, comme le rapport au religieux n'a jamais été univoque, mêlant admiration et crainte, dévotion et incrédulité, celui à la science semble emprunter les mêmes chemins tortueux dans l'inconscient collectif.

D'abord, la difficulté technique à assimiler les logiques mathématiques ou physiques place naturellement la science sur une orbite extérieure de l'or-

²⁰Le concordat ou régime concordataire est le régime organisant les rapports entre les différentes religions et l'État en France de 1801 à 1905.

ganisation sociale. Si l'on revient au début du XX^{ème} siècle, il ne faut surtout pas oublier que très rares sont ceux qui se distinguent grâce aux mathématiques et que l'enseignement scientifique dispensé en classe de *philo* n'évoque rien des progrès de l'époque et qu'il aurait tout à envier à une classe de troisième d'aujourd'hui. Très rares sont ceux qui comprennent les progrès techniques et théoriques en cours, on constate juste l'impact sur le quotidien sans ne rien entendre à cette science inaccessible au commun : c'est la distance avec le pouvoir, la *déresponsabilisation* qui accompagne l'extériorisation.

Quand Einstein construit sa théorie de la gravitation et en particulier le chapitre sur la relativité générale, ils ne sont que quelques dizaines en mesure d'en comprendre l'essentiel. Aujourd'hui encore, très rares sont ceux – comparés aux effectifs scientifiques actuels – qui peuvent exposer correctement l'intégralité de la théorie tant elle est exigeante et contre intuitive ; d'ailleurs, si ses théories n'avaient pu être directement vérifiées par l'expérience, élucidant parfois de très vieux mystères comme la précession du périhélie de Mercure, nul doute que les travaux du génial apatride n'auraient pas suscité un tel intérêt. Mais c'est l'apanage de la science moderne que de faire usage d'un langage absolument unique, capable de distinguer le vrai du faux, la mathématique, en même temps que de confronter la théorie à l'expérience publique et donc à l'assentiment général. Sur ces critères, la science est en mesure de s'affirmer ou de s'infirmier de façon objective et semble livrer une vérité universelle et incontestable que nous devons approuver sans état d'âme. D'aucuns voient là la conséquence directe de la philosophie de Descartes qui distingue *le sujet pensant* (*ego cogitans*) et *la chose étendue* (*res extensa*) *c'est-à-dire philosophie et science, [tout] en posant comme principe de vérité les idées « claires et distinctes », c'est-à-dire la pensée disjonctive elle-même [9].*

Dans le même temps, Albert Einstein, couronné de succès et lui-même contributeur des développements qu'elle rencontre, n'apprécie pas le formalisme mathématique que d'aucuns jugent indispensable au traitement de la mécanique quantique. "Dieu ne joue pas aux dés" profère-t-il pour en désavouer le caractère probabiliste mais quand Niels Bohr lui répond "Einstein, cessez de dire à Dieu ce qu'il doit faire !", il n'est déjà plus question d'opinions, les expériences menées ont confirmé le fondé de la théorie comme du formalisme et les hommes, quels qu'ils soient, disparaissent vite derrière les preuves générées par la méthode scientifique disjonctive.

Le système est en place et, presque au quotidien, il livre les bénéfices d'une véritable révolution : le pays produit et s'enrichit matériellement, les découvertes théoriques du siècle passé sont appliquées dans l'industrie et génèrent une croissance importante ; comme en plus la science poursuit ses avancées au sein d'un système bien huilé, on avance en sachant que des progrès vertigineux sont encore à venir.

La société subit une profonde mutation dans son organisation économique et sociale, tant par les nouveaux critères imposés par la révolution industrielle que par la disparition du clergé des zones d'influence de l'État ; la distribution du gaz de ville ou de l'électricité tire les foyers de l'obscurité et une partie de la nuit peut désormais être consacrée à une activité humaine de loisirs comme de production ; le téléphone, l'automobile, le cinématographe, le métropolitain, etc. sont autant de bouleversements en profondeur directement liés à la science qui se rend du même coup indispensable.

Mais le rapport à la science se nuance vite. Alors même que les progrès techniques ont déjà permis l'expansion colonisatrice des grandes nations européennes au prix de massacres motivés par la cupidité et un incontestable messianisme, l'utilisation des progrès scientifiques à des fins de destruction va enfin épouvanter l'Occident.

Quand la première guerre mondiale éclate, les combattants partent pour ce qu'ils pensent être une formalité qui les laissera rentrer pour finir la moisson. Finalement, après quatre ans de massacres humains en tout genre, 60 millions de personnes prirent part à cette première guerre totale où 9 millions succombèrent, laissant ainsi l'Europe exsangue de ses forces vives et avec le souvenir traumatique des tranchées, des gaz, des millions d'obus, des avions, des chars, tous enfants infernaux d'une science dont on se méfiera un peu plus désormais. Dans le même temps, cette nouvelle crainte suscitée ne fait que rajouter me semble-t-il à la distance de la science avec la société, tout comme au fantasme de sa nature propre et elle s'installe de façon pérenne au dessus des débats, entité désincarnée, réceptacle d'une partie des délires ordinaires et de la volonté générale de se laisser mener.

Difficile de contester cette élévation appliquée de la science au-dessus des débats, tout comme ce basculement en France du religieux à la science à la suite d'événements essentiellement politiques depuis la révolution de 1789. Avant cette date, le pouvoir s'organise autour de Dieu, grand ordonnateur de tout et *incarnation* même de l'extérieur tout puissant à partir duquel l'homme trouve tout naturellement définition et orientation. L'essentiel de la population partage une foi catholique qui la mène sur une organisation logique, la sujétion à un être supérieur. État et clergé ordonnent donc le

pouvoir autour d'une monarchie de droit divin acceptée par la population pendant des siècles. Des hommes se font alors vecteurs d'une volonté divine qu'ils interprètent au profit du reste d'une société civile ravie d'être menée par un extérieur qui lui permet du même coup de trouver une existence collective et donc une identité.

Seulement, tout n'est pas rose et ce Dieu infiniment bon est servi par des êtres humains peu scrupuleux sur l'interprétation des textes saints. Il faut d'ailleurs attendre des siècles avant que la lecture de la Bible soit accessible au commun et la Réforme constitue sans doute un des premiers sérieux revers de cette Église catholique corrompue et violente qui n'hésite pas à orienter idéologiquement l'Inquisition contre le protestantisme naissant qui met en péril l'édifice de contrôle de la population. Alors quand il finit par se trouver un homme suffisamment digne de confiance et capable de scientifiquement démontrer que la Terre n'est pas au centre de l'univers, qu'elle est ronde et qu'il existe une multiplicité de mondes extérieurs, un énième procès en religion ne suffit plus à convaincre. D'autant que d'autres, comme Nicolas Copernic, l'ont avant démontré et que la violence déployée pour châtier Giordano Bruno ne correspond pas à l'idée philosophique de ce Dieu miséricordieux. L'Église vacille sérieusement et d'aucuns s'y intéressent de près qui viendront grossir après les rangs des philosophes des *Lumières* et entre autres Descartes, fondateur avec Galilée de cette philosophie scientifique moderne.

Seulement, que ce soit pour Galilée ou Descartes, Dieu n'est pas remis en cause : la foi demeure malgré l'opposition aux Églises.

Dieu et la science

Il persiste une tenace confusion quant à la cohabitation de ces deux notions : la science serait en mesure d'infirmier ou de confirmer l'existence de Dieu. L'attitude de certains musulmans aujourd'hui le confirme ou à l'inverse, le nombre constant de croyants qui s'inquiètent encore des découvertes de la cosmologie, dont le principal dessein serait de cerner Dieu témoigne de cette confusion inepte. Dans le contexte historique exposé précédemment, on peut tout de même les comprendre, tant science et religion se retrouvent systématiquement dans des camps opposés.

Balivernes !

En matière de cosmologie, un des fondateurs des concepts actuels n'est autre que Georges Lemaître, prêtre de son état. D'autre part, comme prévu, l'observation de notre univers n'a révélé aucun indice divin et enfin, la question que tout le monde se pose – qu'y a-t-il au-delà de l'univers ? – et bien la science y répond de façon très claire : l'au-delà de l'univers est inaccessible

aux lois de la physique, pire, l'univers étant en expansion accélérée, les objets les plus éloignés ne peuvent échanger d'information entre eux donc, s'il existe des bords d'univers, nous n'y avons pas accès.

D'ailleurs, si la société civile entretient encore cette confusion, à l'Observatoire de Meudon, à celui de Paris, à l'Institut d'Astrophysique de Paris et partout où j'ai pu travailler en sciences, la foi y revêt son véritable caractère, intime et personnel. Il s'agit là d'une opinion, c'est-à-dire d'un concept cérébral que la science ne peut pas élucider, faute d'outils. Il n'existe pas d'équation de Dieu et par conséquent, personne n'est à sa recherche sinon les charlatans, les tartuffes et ceux qui mélangent la politique avec la foi. Un exemple encore : durant mes études, j'ai fréquenté Pierre Léna, professeur à l'université Paris VII et à la fois académicien des sciences en France section *Sciences de l'Univers* depuis 1991 et à l'Académie pontificale des sciences au Vatican depuis 2001, sans que ça n'émeuve personne de la communauté, où il demeure une référence scientifique. La morale du personnage comme ses convictions ne sont que très rarement exposées au point de penser que très peu seulement connaissent à l'Observatoire son investissement en religion.

Dans certains laboratoires du Maghreb, d'aucuns s'essaient aujourd'hui à faire le lien entre science et Islam. Seulement, l'essentiel de leur travail consiste alors à trouver un journal scientifique sérieux qui accepterait de les publier car il n'en existe pas qui dérogeraient au sacro-saint principe scientifique de confrontation au réel et d'analyse d'un raisonnement au profit d'une interprétation subjective de sourates – splendides compositions poétiques d'époque – qui laissent au lecteur une si grande marge d'interprétation. Il se trouve donc que l'essentiel des chercheurs musulmans travaillent aujourd'hui en Occident – pour des raisons de moyens techniques et financiers bien sûr et après avoir subi une sélection sévère – et que parmi ceux-là, il ne s'en trouve pas pour essayer de convaincre le monde d'une supériorité divine. Car Dieu peut sans doute s'occuper de science puisque Dieu peut tout mais la science ne peut pas s'occuper de Dieu, au mieux peut-elle décrire *Son œuvre* dans le cadre restreint qu'elle s'impose mais pas davantage.

Qu'on se le dise !

La science observe, raisonne et démontre pour justement éviter la confusion avec les objets de l'âme et pour ne pas être importunée par les opinions, les convictions et... la foi. C'est précisément la révolution qu'implique le *cogito* de Descartes qui distingue le sujet de l'objet qu'il étudie et l'oblige ainsi à s'appuyer sur les mathématiques et l'observation plutôt que sur des convictions, fussent-elles d'ordre religieux. René Descartes est ainsi un des fossoyeurs de l'aristotélisme avec Galilée, Copernic et consorts. Pourquoi

alors la confusion persiste-t-elle ?

Dans ce qui précède, on a déjà pu constater en France un basculement politique initié dès la révolution de 1789. Bourgeois et classe populaire s'entendent pour mettre fin à une organisation sociale qui privilégie la naissance sous couvert d'une filiation divine. La colère est immense et génère une importante curée chez les nobles et le clergé. La République s'établit sur une idée d'égalité de droits aux antipodes du système discriminatoire qui l'a précédée. À priori, Dieu lui-même n'est pas en question dans cette affaire, seulement la supercherie politique établie en Son nom ; la France conserve sa foi mais assujettit le clergé à la République.

Néanmoins, le 21 janvier 1793, la symbolique est claire : le roi, tout représentant de Dieu qu'il soit, ne fait plus peur – au moins à une partie de la population qui exploite la colère générale. Il y a dans son exécution la volonté rageuse pour un peuple de s'émanciper d'un destin imposé de l'extérieur et un défi aux cieux qui ne débouchera ni sur un cataclysme ni sur une épidémie, comme le prédisaient pour asservir ceux qui nourrissent alors les guillotines. Une part de la population réalise là que l'absence systématique de Dieu ici-bas peut être comblée par l'intervention des hommes, sans risque de froisser le *Grand Horloger*.

Quelques années avant, de l'autre côté de l'Atlantique, une autre révolution s'est inspirée des principes des *Lumières* jusqu'à adopter une constitution qui demeure une référence mondiale en la matière. Là encore, la science est dignement représentée à travers Benjamin Franklin, père fondateur des États-Unis d'Amérique, scientifique – il découvre la nature électrique de la foudre – et animé des mêmes idéaux que les *Encyclopédistes*, il est ambassadeur en Europe à partir de 1776 et en particulier à Paris où il rencontre entre autres Voltaire et Turgot. Mais pour le commun des mortels, cette révolution américaine symbolise surtout la volonté d'émancipation du joug royaliste, c'est-à-dire d'un état sous tutelle de l'Église, de la part d'une population constituée pour l'essentiel de migrants européens pour la plupart roturiers mais aspirant à une égalité des droits entre les êtres humains mâles et blancs.

En France, entre 1789 et 1905, la lutte fait rage entre les partisans d'une république laïque et ceux d'un retour aux valeurs religieuses de l'Ancien Régime favorables au concordat. Adoptée à l'initiative du député socialiste Aristide Briand le 9 décembre 1905, la loi de séparation de l'Église et de l'État est avant tout l'achèvement d'un affrontement violent qui a duré presque vingt-cinq ans et qui a opposé deux visions de la France, une laïque et républicaine, l'autre catholique et conservatrice. Et ce gouvernement, comme l'Assemblée Nationale, sont issus des urnes, désignés par un peuple qui approuve l'enseignement obligatoire malgré le manque de main

d'œuvre aux champs qu'il a dû provoquer, dans l'espoir très certainement d'un avenir meilleur pour les titulaires du *certif*'. Car dans le même temps la révolution industrielle triomphe et malgré les terribles conditions de travail dans les usines (70 heures hebdomadaires), l'exode rural s'amorce pour ceux qui y voient surtout la fin de la précarité des saisonniers dont le sort est très dépendant de la météorologie, l'accès à l'éclairage, à la médecine, etc. L'Europe est triomphante. Technique et technologies nouvelles permettent l'industrialisation en même temps que la colonisation qui apporte les matières premières nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des métropoles. Le capitalisme naissant s'étaye sur la science et la technologie afin – déjà – d'apporter de la croissance à l'économie engagée dans une dynamique vertueuse. Des deux piliers de l'Ancien Régime, Dieu et l'État, il n'en reste qu'un, l'État, bien aidé dans sa tâche par l'économie et la technologie.

Bras armé d'une politique de défense des droits et d'une économie de production et de consommation de masse, portée par de brillants cerveaux qui s'intéressent à la condition de leurs contemporains en plus de leurs recherches – même si ça peut leur coûter la vie comme Lavoisier père fondateur de la chimie moderne, économiste, agronome et martyr de la *Terreur* –, porteuse d'une civilisation qui pour beaucoup justifie à elle seule la colonisation, unique outil capable de distinguer le vrai du faux, la science – et donc la mathématique – est tout à la fois la *Fée électricité* qui fait reculer la peur et l'ennui, le gaz de ville, les vaccins de Pasteur, la paratonnerre qui protège des incendies, l'automobile qui permet de rejoindre le médecin en cas d'urgence, la T.S.F. qui relie les mondes sortis de l'ennui et de l'isolement comme toute sorte de bouleversements d'une société à qui il avait fallu quinze siècles pour seulement admettre qu'elle n'était pas au centre de l'univers. Comme en plus la connaissance scientifique reste réservée à une population très restreinte mais que l'école de la république par son éducation obligatoire parvient à repérer ses meilleurs éléments, on obtient les critères nécessaires à l'incarnation du pouvoir comme à son extériorisation ; sciences et mathématiques se trouvent ainsi porteuses de la *dette du sens* chère à Marcel Gauchet sans que la population ne sache seulement définir ce qu'est la science. Pour beaucoup elle demeure un mystère au service de l'humanité et occupe donc tout naturellement la place laissée vacante sinon par Dieu, par l'Église. D'où sans doute cette confusion tenace entre deux notions qui n'ont absolument rien à voir entre elles si ce n'est la façon dont les sociétés les considèrent et s'estiment à travers leur prisme.

La société d'alors se définit par l'État qui oriente les politiques et par la science qui les rend possibles. L'époque est bouleversée par une révolution industrielle et technique que les scientifiques seuls sont en mesure d'estimer,

même s'ils donnent du même coup une identité à la communauté humaine tout entière, encore une fois définie par l'extérieur. La tentation est grande de faire de la science une entité désincarnée flottant au-dessus des débats. La suite de l'histoire ne cessera d'en donner des illustrations.

Science et économie

Le capitalisme est indispensable à la révolution industrielle. Il faut en effet des fonds importants et une certaine dose d'audace, dont les états se montrent incapables dans l'immédiat, pour bâtir des usines ainsi que pour les faire fonctionner. En même temps, la révolution industrielle permet au capitalisme de s'imposer par rapport aux autres systèmes économiques et d'organiser la société à son image. La science nourrit la technique qui est appliquée au sein d'usines grâce à l'investissement. L'organisation du travail est pyramidale, la répartition des richesses fonction de l'investissement initial et la science est naturellement désignée comme mère nourricière d'une de ses engeances, la technologie industrielle.

Des armées d'ingénieurs s'attellent alors à faire le lien entre les théories physiques, chimiques, mécaniques, électriques, etc. et la production de masse de biens matériels. La science théorique échappe ainsi à l'organigramme de répartition des bénéfices et pour l'essentiel, elle travaille pour la gloire ce qui, encore une fois, l'envoie sur une orbite très extérieure de cette société en quête d'enrichissement matériel.

Au sein de cette révolution, quelques personnages se distinguent qui allient argent, inventivité et audace. Deux d'ailleurs me semblent très représentatifs de l'époque car leur influence s'est prolongée jusqu'à aujourd'hui : Henry Ford et Thomas Edison.

L'influence d'Henry Ford sur son époque est cruciale. Il est à l'origine d'une mutation fondamentale dans la production qui modifie en profondeur la société américaine puis l'Occident en général. Ce qui s'imposera à l'industrie toute entière sous le nom de fordisme est une nouvelle façon de produire. Le travail à la chaîne améliore la productivité, les prix des automobiles chutent, le pouvoir d'achat augmente et les conditions de travail sont somme toute meilleures qu'aux champs, c'est l'avènement du *welfare capitalism* (le *capitalisme du bien-être*) grâce à la rationalisation des tâches et à l'organisation scientifique du travail imaginée par l'ingénieur américain Frederick Winslow Taylor. C'est également une mutation profonde de la société américaine qui s'organise désormais autour de la consommation de tous. L'automobile est d'abord rendue accessible aux ouvriers qui la fabriquent puis à l'ensemble de la population au point que les villes américaines soient construites pour faciliter les déplacements routiers et que l'économie toute

entière s'articule autour du pétrole sous une bannière automobile.

Thomas Edison quant à lui, auto-déclaré inventeur du téléphone, du cinéma et de l'enregistrement du son, fondateur de la revue *Science* qui fait encore autorité aujourd'hui, Thomas Edison donc est à l'origine de la fondation de l'empire *General Electric*. 32 filiales dans 140 pays, la multinationale est aujourd'hui une valeur phare de la bourse de New-York impliquée tant dans la distribution d'énergie que dans la finance, la fabrication d'équipements d'infrastructure, le médical ou les médias, elle est au 16^{ème} rang mondial des capitalisations pour un montant de 170 milliards de dollars en 2010. Grâce à un travail d'ingénierie efficace, Thomas Edison, en plus de la distribution domestique d'électricité, initie la *société des loisirs* rendue possible par l'industrie capitalisée comme par l'avènement de la technologie.

Deux inventeurs donc, habiles financiers, audacieux et fortunés, changent le cours de l'histoire et fondent les bases d'une société étayée entre autres sur le capitalisme, la production de masse et les loisirs, conséquences de découvertes scientifiques cruciales comme d'une pénétration générale du tissu social par l'idée même de science.

L'organisation scientifique du travail est là pour en témoigner : le travail n'est pas un objet scientifique en soi, mais définir un espace de réflexion, des contraintes, des objectifs et des critères de validation étend la méthode de disjonction scientifique bien au-delà des limites habituelles et le succès qu'elle rencontre alors influence l'ensemble des sociétés occidentales qui s'organisent autour d'un *credo* implicite, la science peut tout, surtout en termes économiques et donc... politiques !

Seulement à l'époque le monde n'est pas – encore – unipolaire et, si le modèle américain comme le capitalisme convainquent par leurs résultats stupéfiants, il se trouve quand même quelques voix dissonantes, le plus souvent intéressées au sort des ouvriers et à l'exploitation de l'homme par l'homme. Le plus célèbre, Karl Marx, tente de démontrer au sein du *Capital* les vices cachés du capitalisme comme théorie économique et principal vecteur d'une organisation sociale, pour proposer une alternative communiste en opposition à une société bâtie sur la propriété privée. Quand les bolcheviks s'emparent du pouvoir en 1917, ils mettent fin à l'autogestion par les soviets, installent un État centralisé et imposent une dictature égalitaire aux antipodes de la démocratie américaine. Le monde se scinde alors en deux jusqu'à mener à la *guerre froide*. Seulement, et c'est ce qui m'intéresse ici, les deux modèles, aussi différents soient-ils, s'étaient l'un et l'autre sur la science et la technique, si bien que de part et d'autre du *rideau de fer*, productivité, performances et progrès sont au cœur des préoccupations, seule diffère la propagande pour motiver les troupes.

L'histoire houleuse qui suivra entre les deux blocs accouchera d'un usage inattendu de la science qui me semble de haute symbolique dans le raisonnement que j'essaie de tenir ici.

Le premier homme dans l'espace est russe, Youri Gagarine, qui devance la mission américaine Appolo 11 au service d'une autre propagande idéologique. Car du point de vue scientifique, l'intérêt de ces deux missions est très limité et ne suffit pas à justifier cette coûteuse entreprise. Seulement, quand l'essentiel de l'Occident est devant un poste de télévision pour assister en direct aux premiers pas de l'homme sur la Lune, les États-Unis gagnent une bataille idéologique et assurent ainsi la cohésion politique et économique de leur camp face à celui de l'est communiste et dictatorial. Un acte scientifique mineur confirme ainsi un modèle économique et social capable de décrocher la Lune !

Mais revenons en arrière car le regard porté sur la science en 1969 a été nuancé par de multiples événements qui ont sorti les populations de leur béatitude à son égard, au premier rang duquel la guerre.

Le premier conflit global du siècle entraîne avec lui la notion de conflit total impliquant l'intégralité des forces disponibles et bien évidemment, l'industrie. En 1918, on compte par exemple 250 millions d'obus tirés par la France, tous sortis d'usines au service de l'effort de guerre. La mobilisation masculine sur le front pousse alors l'état français à travers le président du conseil René Viviani – co-fondateur de l'*Humanité* et inventeur de l'impôt sur le revenu – à intégrer la main d'œuvre féminine qui gagnera ainsi son droit de cité dans l'organisation économique et bientôt politique de la nation. Ce conflit, qui donne aux nations européennes l'occasion de mesurer leur puissance industrielle, provoque donc une mutation profonde dans les sociétés, d'une part par l'usage forcé du travail féminin et d'autre part par l'indexation stricte de la puissance de guerre à la puissance industrielle. D'ailleurs, l'intervention américaine permet surtout de confirmer son statut majeur dans le concert des nations et de l'ériger en modèle de réussite qui va établir *Wall Street* comme une des principales bourses mondiales dont toutes dépendront plus ou moins.

Mais le conflit a aussi été pour la science une occasion de s'exprimer et même d'expérimenter. Gaz diversement mortels malgré les conférences de La Haye, obus, avions et chars constituent autant de progrès dans l'art de la guerre même si les effets dévastateurs de ces inventions entraînent avec eux un sentiment plus ambigu des populations à l'égard d'une science qui s'est montrée sous un autre jour, celui-ci terrifiant. Malgré tout, l'entre-deux-guerres est l'occasion de poursuivre le développement de l'industrie et de l'économie sur le même modèle d'étalement sur la science et la technique dont la bourse est devenue un des principaux rouages. Or, ces bourses

d'échange sont la meilleure preuve de sujétion aux sciences et plus précisément aux mathématiques.

Car elles ne créent rien sinon de la fluidité dans les échanges et se contentent d'optimiser un système économique sur des modèles mathématiques qui cherchent à créer du profit en modernisant le commerce et ainsi l'économie. L'idée est brillante. L'optimisation génère de la richesse et de l'investissement à même de rendre pérenne le modèle capitaliste industriel. Les premiers effets sont une concentration de capitaux – les riches s'enrichissent – mais pour le peuple, l'accès à un plus grand choix de produits manufacturés, de services et de biens de consommation n'est pas négligeable tout comme la construction d'une civilisation urbaine où l'accès à l'énergie, l'instruction, la santé, les loisirs, etc. est désormais possible. C'est ce qui expliquerait que, malgré les crises financières à répétition depuis le XIX^{ème} siècle, le système perdure en l'état, mieux, qu'il ne cesse de s'affirmer d'un point de vue idéologique jusqu'à parvenir au libéralisme caractéristique de ce début de XXI^{ème} siècle.

Car les progrès sont immenses, concentrés en un siècle et très perceptibles à l'échelle d'une seule vie : les inventions majeures se succèdent et l'industrie technologique nous livre les applications presque instantanément aujourd'hui. Seulement, tout ceci a un coût que nous ignorons avec persistance et c'est ce qui motive mon propos.

Quand la grande dépression de 1929 atteint le vieux continent, certains pays comme la France grâce à son agriculture résistent mieux que d'autres, pour finalement basculer vers une récession sans précédent. Chômage et inflation galopante plongent alors l'Europe dans une de ses périodes les plus sombres avec le souvenir de la guerre de 14 toujours en tête. L'économie mondiale est aux abois et les faillites se succèdent à un rythme effréné. Les équations mathématiques qui ont permis de générer beaucoup de richesses sont alors à l'origine de mécontentement et de misère. La situation politique s'envenime un peu partout et les dictatures s'installent en Italie, en Espagne et bien sûr en Allemagne. Nos livres d'histoire nous expliquent cela très bien, des nations dont l'expérience démocratique est encore courte sont à la recherche de l'homme providentiel capable de les sortir de l'ornière et le Parti National-Socialiste des Travailleurs Allemands, le N.S.D.A.P. d'Adolphe Hitler remporte plusieurs élections avant que celui-ci ne devienne chancelier. Bien. Seulement, persiste un mystère de taille éludé la plupart du temps dans les récits officiels : les succès militaires d'Hitler sont rendus possibles par une armée reconstituée et revancharde, que la Société Des Nations a été incapable d'astreindre à ses obligations pacifistes mais aussi par une technologie militaire brillante et soutenue par une indus-

trie efficace. Mais qui pour investir dans une Allemagne dirigée par l'auteur de *Mein Kampf*, écrit en 1924 et 1925, soit quelques années quand même avant qu'il n'accède à la chancellerie ?

Alors que le système financier mondial est frappé par de lourdes pertes dont témoigne très bien le chômage de masse à travers tout le continent, qui a alors investi dans l'industrie allemande ? qui a permis à Hitler de lancer avec succès sa *Blitzkrieg* ? qui pour assurer alors l'investissement nécessaire à la réalisation des rêves du monstre ? Je l'ignore mais je peux très facilement m'imaginer l'argument dont ceux-là usèrent pour se justifier : "ça rapporte de l'argent et si ce n'est pas à moi, ce sera à quelqu'un d'autre."

Quand la mathématique dispose d'un nombre n qu'elle veut voir augmenter, elle possède tout l'arsenal technique pour y parvenir et ce même s'il faut tenir compte de contraintes spécifiques. C'est le génie de l'être humain qui s'exprime alors à travers elle, comme au travers d'un instrument, alors que sa nature même ne cesse de se dérober. Car en effet, alors que la science fait l'objet de révisions permanentes et qu'elle se confronte sans cesse à la réalité, la mathématique en est incapable. La mathématique n'est qu'un langage qui reste cohérent, c'est-à-dire qu'il ne se contredit pas lui-même, comme pourrait l'être par exemple n'importe quelle lubie sectaire. Et d'ailleurs que sont les objets de la mathématique ? et de quoi traite-t-elle ? est-ce une simple construction neuronale ? ou bien la musique même de l'univers ? à moins qu'elle ne soit qu'un outil ? Les débats à son propos font rage dans les milieux de l'épistémologie mais le mystère reste entier. Il nous apparaît seulement que les comptes ont précédé l'écriture. Mais peu nous importe finalement, la mathématique nous sert formidablement et nous n'en attendons pas davantage. Seulement, quand économie et finance tirent profit de ce formidable langage capable de distinguer le vrai du faux, qu'elles s'en étayent au point de ne plus se soumettre qu'à des critères mathématiques de gain ou de perte, une grave erreur est commise, car la mathématique ignore les notions de bien ou de mal, d'humanisme ou de respect, elle est un arsenal d'outils qui n'éprouvent rien ! S'il s'est trouvé des investisseurs pour soutenir l'effort économique du III^{ème} Reich, pour lui permettre une éradication scientifique, des juifs et des nomades, il est de notre devoir de tout mettre en œuvre pour le comprendre honnêtement afin que ça ne puisse plus jamais se reproduire. Or je crains que ça ne soit pas le cas aujourd'hui.

La sujétion à la mathématique de l'économie financière, de la production industrielle ou de toute sorte de choses impliquant l'être humain en tant que tel est voué à l'échec, pire elle est une absurdité en soi, s'appuyant sur des principes objectifs pour les appliquer à des événements incapables d'être seulement estimés et donc modélisés à partir des outils dont elle dispose. Mais tout ceci fera l'objet plus tard d'un plaidoyer plus détaillé. La seule

seconde guerre mondiale recèle encore d'autres exemples de la mutation coupable de notre civilisation – coupable parce que toute employée à hisser la science au stade de divinité responsable de notre définition collective – et l'avènement du nucléaire nous livre une nouvelle source d'inépuisables commentaires.

Nucléarisation du pouvoir

D'abord Olinto De Pretto puis Albert Einstein formulent en 1903 que $E = mc^2$, c'est-à-dire que la masse est convertible en énergie et que donc chaque atome recèle d'une énergie démentielle comparée à sa masse. Le principe théorique est difficile à appliquer et il faut attendre la seconde guerre mondiale pour que la communauté scientifique évoque que ce principe pourrait bien alimenter une bombe. Dans ce contexte, la crainte que le III^{ème} Reich ne parvienne à maîtriser l'atome pour l'utiliser dans une bombe apocalyptique pousse les démocraties engagées à s'interroger sur la pertinence du développement d'un projet similaire.

Fervent pacifiste, juif, citoyen du monde et récent prix Nobel de physique, Albert Einstein prend position le 2 août 1939 en écrivant une lettre au président américain Théodore Roosevelt, l'exhortant à lancer le projet Manhattan qui s'achèvera à Hiroshima et Nagasaki avec des centaines de milliers de victimes.

Le traumatisme est planétaire. La guerre a depuis longtemps changé de visage mais cette fois-ci le monde est unanimement horrifié. Pourtant, l'histoire collective ne retiendra pas la seconde lettre d'Einstein envoyée au même président en 1945 pour le dissuader d'utiliser la bombe, pas plus que l'aveu du physicien à son collègue Linus Pauling : *j'ai fait une grande erreur dans ma vie, quand j'ai signé cette lettre [de 1939]*. Comme s'il fallait qu'Einstein demeurât – symboliquement au moins – le meilleur coupable à nos yeux.

Concepteur d'une théorie physique jugée inaccessible au commun des mortels et initiateur du développement même de la bombe, Einstein doit assumer sa part de responsabilité afin de nous en décharger collectivement. La bombe met fin à un conflit entre des peuples mais la responsabilité de ceux-ci s'efface derrière celles de Truman, Einstein ou Oppenheimer. Autant dire la conjointe responsabilité de science et politique.

Évidemment que dans l'inconscient collectif Hitler ou Goering sont bien plus coupables qu'Einstein ou Pauli, mais la défiance à l'égard de la science est maintenant palpable, si bien que lorsque Robert Oppenheimer, directeur scientifique du projet Manhattan, est victime du maccarthysme en 1953 et que sa certification lui est retirée, il ne se trouve guère que ses collègues

scientifiques pour s'en émouvoir et le défendre. Il faut dire aussi que le projet Manhattan a aiguisé les fantasmes : comme de juste, les trois sites où il est développé sont tenus secrets tout comme les essais préliminaires ; pourtant, l'essentiel me semble-t-il tient dans cette officielle collusion entre science et politique. En effet, si Léonard de Vinci pour trouver un mécène mettait déjà en avant sa connaissance scientifique pour la construction d'armes de guerre plutôt que sa peinture, il n'était jamais advenu qu'une découverte scientifique pût être l'enjeu majeur de la résolution d'un conflit. Et ce, presque sans coût du côté des vainqueurs. Une nouvelle ère commence, celle de la maîtrise de l'atome.

Après la guerre, les rares pays qui peuvent se faire entendre indépendamment des U.S.A. et de l'U.R.S.S. sont ceux qui possèdent l'arme nucléaire, devenue un enjeu politique majeur de dissuasion et donc de contrôle des plus faibles.

La bataille menée en Iran par Mahmoud Ahmadinejad aujourd'hui est donc avant tout politique et la position internationale de la Corée du Nord le confirme : la bombe atomique est un moyen d'être entendu, quoique vous ayez à dire et qui que vous soyez. La puissance d'un pays est directement indexée sur ses capacités scientifiques, techniques et industrielles, trois secteurs indispensables à la construction d'armes nucléaires. De nombreux exemples en témoignent aujourd'hui mais c'est certainement celui du pétrole qui est le plus intéressant : le pétrole se négocie et s'achète uniquement en dollar, ce qui revient à dire que sur chaque baril négocié, les États-Unis, seuls émetteurs de dollars, touchent une somme qui pourrait être assimilée à la taxe de leur hégémonie, comme le font dans certains quartiers les mafias qui proposent de vous protéger contre leur propre menace moyennant un versement mensuel. L'Irak de Saddam Hussein ou l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad ont multiplié les tentatives de ventes du pétrole en euros, ce que d'aucuns qualifient comme la raison majeure de l'intervention américaine en Irak. On prêche également à Mouammar Kadhafi ou à Laurent Gbagbo des projets de monnaie panafricaine, l'un pour vendre son pétrole, l'autre pour sortir de l'influence du franc C.F.A. Face au pesant silence de la plupart des médias nationaux difficile de comprendre les arcanes d'un système complexe, qui plus est en décrépitude, mais tout aussi difficile de contester aujourd'hui que la politique internationale a de plus en plus recours à la guerre pour assurer l'hégémonie occidentale. D'ailleurs, si on se souvient bien de la mobilisation citoyenne aux États-Unis et dans le monde entier pour protester contre l'intervention de Georges W. Bush en Irak, que la France soit aujourd'hui impliquée dans trois conflits majeurs, Afghanistan, Libye et Côte d'Ivoire, ne provoque aucune contestation d'ampleur.

Après la chute du mur de Berlin, l'ouest triomphe et le capitalisme s'im-

pose comme la seule politique économique viable. C'est *la fin de l'histoire*, c'est-à-dire la fin des luttes idéologiques et l'avènement pérenne de la politique américaine sur l'ensemble du globe : les meilleurs mathématiciens sont engagés à étudier des modèles économiques rentables contraints à une croissance perpétuelle et l'ensemble de l'économie est assujettie à la loi du marché qu'écrivent les bourses mondiales en flux tendu grâce à un maintien de l'ordre militaire sur l'ensemble du globe. La mathématique trône, défendue par l'arme nucléaire. La destinée collective échappe complètement aux peuples qui doivent se soumettre au célèbre T.I.N.A. de Margaret Thatcher et le font bien volontiers, rompus à ce que leur existence collective soit définie et ordonnée de l'extérieur.

Cette soumission de l'individu occidental à la science est confirmée entre 1960 et 1963 par le psychologue américain Stanley Milgram. Elle ne démontre en rien l'assujettissement d'une civilisation toute entière à une science quasi mystique mais confirme clairement son autorité sur l'individu. Milgram mène cette expérience afin d'estimer le degré de soumission de l'humain à une autorité scientifique et les résultats sont édifiants : une majorité serait prête à infliger une décharge électrique mortelle à un tiers pour peu qu'une autorité scientifique le leur demande ! *La science a ses raisons que la raison ignore.*

Les supercheres scientifiques

Pour faire face à la crise de 2008, l'état français a contracté un *grand emprunt* dont une partie substantielle est aujourd'hui investie dans la recherche afin de relancer l'économie. Nicolas Sarkozy a même évoqué l'évidence de cette solution mais s'est bien gardé d'évoquer la politique d'austérité qu'il avait imposée jusqu'alors. Peu importe, l'essentiel est acquis, la science va nous sortir de l'impasse, *alléluia* ! Mais attention, une science de projets, à échéances fixes et gérée par l'Agence Nationale pour la Recherche (A.N.R.), pas une recherche fondamentale, échappant au contrôle par sa complexité et ne trouvant d'applications que dans un futur lointain.

Exemple : l'émission stimulée du laser est évoquée par Einstein en 1917 mais ne trouve ses premières applications dans l'industrie qu'en 1965 pour l'usinage de pièces et à partir des années 70-80 pour la lecture de données (code-barres, CD, DVD, etc.).

Dans la logique de crise, le président a raison. Pour des résultats à court terme, la recherche scientifique doit être contrainte autour de projets de transferts technologiques, c'est-à-dire de la recherche vers l'industrie ou du théorique au pratique. Sinon, nul doute que ces cerveaux feront autre chose. En effet, on ne devient pas chercheur dans l'espoir de breveter la machine

à cambrer les bananes mais bien plutôt dans celui de s'attaquer aux grands mystères de l'époque comme la masse cachée de l'univers²¹ ou la conjecture de Goldbach²². Sinon on s'arrête avant dans ses études pour devenir ingénieur. Et aucun mépris ou condescendance ici, plutôt un constat sur l'humain qui importe sans doute pour comprendre la situation actuelle au regard de la réalité scientifique souvent contraire à l'opinion générale à son égard, nourrie des fantasmes de l'ignorance et de la paresse.

Les études scientifiques en France sont d'une grande violence, fondées sur une sélection sévère en fonction des seuls résultats obtenus à la résolution d'exercices imposés. Ces exercices sont conçus pour obtenir un résultat binaire – bon ou mauvais – afin d'en tirer un critère simple, une note objective, ainsi applicable à l'ensemble de la population et correspondant à l'idéal disjonctif cartésien à l'origine de tant de progrès. Depuis quelques années seulement, les programmes intègrent la notion de culture scientifique avec de nouvelles directives descriptives plutôt que comptables. Ainsi le programme de seconde générale en physique depuis deux ou trois ans s'intéresse-t-il davantage au descriptif et à la mise en perspective des échelles plutôt qu'à la seule application mathématique, rompant avec des décennies d'application aveugles de lois fondamentales sur lesquelles il n'était pas temps de s'interroger. Pourtant...

Edgar Morin expose la situation comme telle : *Nous vivons sous l'empire des principes de disjonction, de réduction et d'abstraction dont l'ensemble constitue ce que j'appelle le « paradigme de simplification »*[9]. Et s'empresse-t-il de préciser, même si cette méthode est à l'origine de progrès fulgurants et d'un recul identique de l'ignorance sur ce qui nous entoure, nous sommes parvenus à ce qu'il appelle *la pathologie du savoir; l'intelligence aveugle*[...] *dont les conséquences nocives ultimes ne commencent à se révéler qu'au XX^{ème} siècle*. Remarquez comme l'auteur se montre prudent. Parce qu'il est terriblement périlleux d'attaquer un principe sur sa nature même alors qu'il a déjà généré des siècles d'améliorations des conditions d'existence. Pourtant, j'abonde en son sens. Je vous laisse juges.

Prenez neuf corps en interaction, huit planètes et un soleil par exemple pour ne pas être trop dépaysés, et bien mathématique et physique s'accordent à dire qu'il est parfaitement impossible d'obtenir les trajectoires exactes de n'importe lequel de ces corps au cours du temps puisqu'il y aura toujours plus d'inconnues que d'équations à disposition. De façon plus prosaïque, la

²¹Une masse de nature inconnue et invisible à la détection directe provoque des effets gravitationnels qui révèlent sa présence.

²²Conjecture de Goldbach : tout nombre entier pair strictement supérieur à 2 peut être écrit comme la somme de deux nombres premiers.

mathématique a démontré que nous sommes incapables d'obtenir la position exacte d'une planète à une heure précise dans un tel système ! Pourtant, madame Soleil prétend le contraire, comme les ingénieurs de l'Agence Spatiale Européenne, les astronomes, etc. et la plupart ont les preuves de ce qu'ils avancent : si personne ne connaissait la position de Saturne au cours du temps, il y aurait très peu de chances que l'on parvienne à installer un satellite en orbite autour d'elle pour la photographier ; or, il existe bel et bien des clichés – superbes – de Saturne pris depuis le satellite Cassini. Comment ? Mais grâce au triptyque *disjonction, réduction et abstraction* qui permet 1- de ne pas craindre le courroux divin en essayant de décrire le ciel, 2- d'imaginer le système solaire isolé des autres étoiles de la galaxie, isolé des autres galaxies et ne comprenant que 9 objets, négligeant ainsi les bouts de cailloux et satellites en tout genre, 3- de concevoir des objets qui ne seraient que des points (un point dans l'espace n'a ni volume, ni superficie, ni longueur) ayant la masse correspondant aux objets qu'ils représentent et enfin 3'- de se dire que puisque seul le problème à deux corps trouve des solutions analytiques, plutôt que de décrire la trajectoire de Saturne en interaction avec les 8 autres objets pris individuellement, j'imagine que ces 8 là, en fait, ne forment qu'un seul super objet intégrant la masse des autres comme leurs positions et d'imaginer que Saturne est en interaction avec ce seul super objet pour en obtenir la trajectoire exacte. Et ça marche ! Aux conditions de ne jamais perdre de vue ces approximations et de vérifier en permanence la compatibilité des prévisions avec la réalité.

La science moderne, celle depuis Galilée, agit ainsi. Plus qu'elle ne décrit la réalité, elle se porte à la recherche de modèles – d'expériences de pensée traduites en mathématiques – susceptibles de s'approcher au mieux du réel. C'est pourquoi l'histoire de la science n'est qu'une succession de révisions, nécessaires à mesure que les instruments deviennent plus précis, que l'influence des paramètres considérés s'affine, etc. C'est ce que j'ai déjà évoqué plus haut : la gravitation imaginée par Galilée est révisée par Newton, elle-même révisée par Einstein, etc. La méthode disjonctive vole donc de succès en succès et nous a permis d'accéder à une époque de progrès en tout genre, moteurs d'une civilisation puissante mais qui continue de confier une part substantielle de sa *dette du sens* à une science divinisée. À tort bien sûr.

Un des critères majeurs de la science moderne – on l'a vu – est la confrontation de la théorie au réel grâce à des expériences qui fournissent les critères de validation publique indispensables pour se débarrasser des croyances et des superstitions et ainsi assurer le principe de disjonction. Or, une des raisons pour lesquelles la science bascule vers la modernité avec Galilée est

une expérience de validation depuis la tour de Pise.

Parvenu à la conclusion qu'au cours d'une chute libre la durée de chute est indépendante de la masse, il songe à utiliser les 54 mètres de la tour desquels il laissera choir des objets de masses différentes. Si les objets atteignent le sol en même temps, sa théorie l'emportera contre le scepticisme intuitif.

Les journaux de l'époque relatent les faits – tout Pise est présent et pavoise écrivent-ils alors – et on trouve même des témoignages dans la littérature, tous rapportant bien sûr le succès de l'entreprise. Sauf que l'expérience n'a jamais eu lieu ! Heureusement, sinon elle aurait invalidé la géniale intuition de Galilée. Car la chute libre suppose que le solide soit isolé, c'est-à-dire qu'il ne soit soumis qu'à la seule force gravitationnelle et si, du haut de la tour de Pise, vous jetez une plume et un lingot d'or, les deux objets n'atterriront pas au même moment, le lingot devant la plume freinée par les frottements de l'air. Par contre, sur la Lune qui n'a pas d'atmosphère, donc pas de frottement de l'air possible, l'expérience devrait être concluante. Elle a été réalisée grâce à la mission américaine Apollo 15, en 1971, par David Scott qui jeta de la même hauteur une plume et un marteau qui parvinrent ensemble sur le sol lunaire, près de quatre siècles après l'intuition galiléenne, intuition juste mais qui aurait été invalidée par l'expérience si elle s'était déroulée comme d'aucuns – nombreux – le disent. La naissance de la science moderne se fait donc sur une seule intuition ! Comment cela est-il possible ?

Sans doute parce que la date de naissance fut décidée après, qu'elle n'est qu'un repère et que ce sont aussi les travaux cruciaux de Galilée sur le principe d'inertie et la lunette astronomique qui motivèrent cette décision. Bâti sur l'observation et la traduction mathématique, ils ont incontestablement ouvert une nouvelle ère pour la science qui aujourd'hui fonctionne quasiment à l'identique, c'est-à-dire par l'organisation du savoir qui en sciences *dures* se traduit par la sujétion à un formalisme mathématique pertinent.

Cependant, il demeure très difficile de qualifier ce qu'est vraiment la mathématique. En effet, elle échappe aux critères qualitatifs de la science puisqu'elle n'est ni révisable, ni ne peut être directement confrontée au réel. On est d'ailleurs en droit de se demander quelle est la nature même des objets mathématiques ? de quoi traite la mathématique ? n'est-elle qu'une construction neuronale ou la musique même de l'univers ? Autant de questions qui occupent l'humanité depuis bien longtemps et qui, il faut bien le dire, la laisse avec plus de questions que de réponses. Car la nature même de la mathématique demeure un mystère au point que certains comme Jean-Pierre Serre s'imaginent que les raisonnements mathématiques sont préexistants à l'esprit humain et que les nouveaux théorèmes mathématiques ne sont pas des inventions mais des découvertes. On touche là indiscutablement au mystique car comme l'aurait dit Albert Einstein, *l'éternel mystère*

du monde est son intelligibilité. Seulement, nul n'est besoin d'élucider la nature des mathématiques ou de la science pour en décrire l'influence cruciale sur nos sociétés.

Construction de la paresse

D'abord, parce que les mathématiques se construisent sur les avancées géniales d'êtres humains d'exception, elles établissent un rapport de l'humanité avec sa propre intelligence. En effet, au prix d'efforts permanents et grâce à un formalisme qui se prononce sans ambiguïté sur la véracité d'un raisonnement ou d'un calcul, nous disposons d'un moyen efficace d'optimiser une forme de notre intelligence collective, associant d'une part les fulgurances d'êtres d'exception au travail de compréhension et d'application d'individus dans la norme d'autre part. D'ailleurs, c'est à force d'être confrontés aux saillies de tel ou tel brillant mathématicien ou physicien que la plupart des membres de l'Observatoire de Meudon se montrent modestes et à l'écoute plutôt que sûrs d'eux et arrogants. Mais le reste de la population aussi, dans son ensemble, grâce à Jules Ferry entre autres, se trouve dans sa vie confrontée à Euclide, Pythagore, Newton et consorts, avec les difficultés que l'on sait ; l'apprentissage mathématique ou scientifique est difficile, exigeant, parfois même violent mais permet une sélection qui se montre terriblement efficace pour l'économie en même temps qu'elle modifie en profondeur les rapports humains. Car si vous êtes nul en maths, vous pouvez en tirer une identité sociale en rébellion avec l'ordre établi et votre réussite professionnelle n'en sera que plus appréciée. Comme s'il fallait quand même se justifier d'être nul en maths. À l'inverse, celui qui brille par ses moyennes exceptionnelles en sciences crée une certaine distance avec le reste de la classe, distance induite par la différence à la majorité qui ne peut s'empêcher en même temps d'éprouver une forme d'admiration respectueuse. Ni plus ni moins que l'exemple d'une société prenant de la distance avec la différence parce que celle-ci constitue d'abord un moyen de se définir elle-même : la différence avec celui-ci me permet surtout d'envisager les points communs avec tous les autres. Or, quand la différence est de l'ordre du positif – ici avoir de bonnes notes en sciences, prometteuses d'une réussite sociale à venir – elle crée des sentiments contradictoires qui mêlent le rejet à l'admiration comme l'envie au dégoût.

Ce succès dans les matières scientifiques ordonne également de façon très différente de ce qu'il a pu être par le passé notre rapport au travail. En effet, au sein de la classe, on invoquera davantage le génie d'un élève pour justifier ses notes miraculeuses plutôt que son travail assidu, car précisément le génie impose la distance comme l'inutilité de travailler. Par là même, les élèves

caractérisent les sciences via une différence sur laquelle ils n'ont aucun pouvoir, un don naturel qui confère un peu plus au mystique et qui trouve une écoute auprès des parents. Le plus souvent par paresse, l'individu refuse ainsi l'effort nécessaire à l'expérience de pensée scientifique estimée inaccessible. Pourtant, l'essentiel de la compréhension scientifique s'acquiert par le travail et elle n'exige aucun don comme la soit-disant bosse des maths. J'en veux pour preuve le déséquilibre en faveur des sections scientifiques aujourd'hui dans les quartiers privilégiés où, à force de travail, chacun ou presque parvient au niveau exigé pour obtenir un baccalauréat S, sésame devenu presque obligatoire pour l'accès aux études supérieures, même littéraires. Car la mathématique scolaire n'est que l'apprentissage d'une langue nouvelle. Il s'agit seulement de maîtriser des outils éprouvés sur des exercices types n'exigeant ni intuition, ni créativité.

Il faut dire aussi que le politique, ayant très vite compris l'enjeu productiviste des sciences, a organisé son enseignement sur des critères techniques plutôt que sur le reste. Aussi les professeurs sont-ils d'abord de bons élèves capables de résoudre vite et bien les exercices en figure imposée, avant que d'être de bons pédagogues, à même de surmonter les difficultés d'apprentissage. Ils sont donc très qualifiés pour reconnaître les bons éléments et les faire progresser alors qu'ils s'avèrent souvent incapables de venir en aide à ceux qui éprouvent les pires difficultés à seulement comprendre de quoi il s'agit. La distance au professeur de mathématiques ou de sciences physiques est en quelque sorte contractuelle.

D'un côté donc, des individus sont convaincus que les sciences exigent un don plutôt que du travail puisque toutes les notions enseignées sont le fruit de fulgurances aussi géniales que rares et que la nature même du langage utilisé, la mathématique, est un mystère quasi mystique. D'un autre, des élèves travailleurs qui ne vont pas s'opposer au fait qu'on leur attribue du génie et des professeurs formés pour tirer le meilleur de ces élèves brillants au détriment d'une pédagogie destinée aux plus réticents. Les premiers se tenant à distance respectueuse d'une science incompréhensible mais qui leur apporte suffisamment pour qu'ils en reconnaissent la très haute valeur et les seconds ayant bataillé ferme pour en acquérir les rudiments mais incapables d'entrevoir la fin de leur apprentissage, aussi bien à cause du colossal de l'entreprise que de la dynamique des savoirs sans cesse enrichis. Car il n'y a pas de limites à la connaissance et les mathématiques en particulier sont un perpétuel dépassement de soi dans un espace spécifique, isolé et clos mais capable de distinguer la vérité du reste, un espace de pensée où résonnent les fruits de notre propre intelligence qui, si elle ne sait pas dire qui elle est, s'estime, se mesure et finalement se définit.

Un scientifique ne sait pas plus définir la science qu'un autre. Car la science n'existe pas. Attribuer un nom à l'interprétation du réel par notre intelligence dans l'espoir que, grâce au formalisme mathématique et à la disjonction, nous puissions cerner ce même réel et ainsi répondre aux questions existentielles qui nous taraudent est vain, c'est ce qu'ont évoqué en leur temps les *constructivistes* : le sujet connaissant est indissociable de la connaissance produite. La science devrait donc plutôt être nommée connaissance scientifique, ce qui nous amènerait alors à définir la connaissance plutôt que la science et modérerait sans doute notre sujétion à la méthode disjonctive.

Pour en revenir au grand emprunt et aux milliards promis à la recherche et au supérieur, je ne peux bien évidemment que m'en féliciter. Seulement, les restrictions imposées, de courts termes et d'efficacité, font basculer les efforts financiers vers la technologie et l'industrie plutôt que vers la recherche fondamentale et la science, et ce même si les discours prétendent le contraire. Sans doute que symboliquement, il vaut mieux abreuver cette chimère nourricière plutôt que la production de masse au blason moins doré puisque, finalement, seuls les chiffres comptables de notre richesse décideront ou non du succès de l'entreprise. Dans cette optique générale de gains à court terme, Sarkozy a donc raison d'imposer cette recherche rentable s'occupant plutôt de projets que d'idées, sinon soyez assurés que les plus brillants éléments poursuivraient cette construction optimisée de l'intelligence cartésienne de l'humanité, sorte d'ascendance personnelle autant que collective.

La méthode disjonctive tire l'essentiel de son succès de ce qu'on pourrait appeler une séparation cérébrale de l'Église et de l'État. Elle n'accepte qu'un seul objet de la *raison pure*, la mathématique, pour évincer tous les autres et bâtir une objectivité comptable à même d'interpréter le réel. Face à la difficulté de la tâche, elle cherche une expression simple de l'objet d'étude, idéalement sous forme mathématique puisque ce formalisme *parfait* ignore l'ambiguïté ou l'indétermination qui brouillent la perception que nous avons de notre existence même. Seulement, le formalisme est contraint et tout ne peut pas y être exprimé, aussi faut-il simplifier et imaginer.

Le triptyque *disjonction, réduction et abstraction* que j'emprunte à Edgar Morin, a mené la science sur le terrain quasi exclusif de la mathématique, au point qu'aujourd'hui elles forment un être symbiotique où l'une nourrit l'autre et vice-versa. Or, contrairement à la science qui tente de décrire notre environnement, la mathématique demeure une expérience de pensée qui n'intègre pas la complexité du vivant et qui n'aspire qu'à la perfection de démonstrations éternelles ; débarrassée des notions complexes comme la

liberté, l'amour ou l'éthique, elle évolue dans un espace simplifié, schématisé, capable d'inspirer de la passion – le refus de beaucoup de chercheurs de prendre leur retraite le moment venu en témoigne, de l'obsession, de la fascination mais à grande distance du vivant et du réel parce que sa force réside précisément dans le fait qu'elle est isolée et ne fonctionne que sur sa propre cohérence interne : on ne peut pas démontrer un théorème mathématique sans l'usage des mathématiques ou autrement dit, les mathématiques sont le seul outil disponible pour faire des mathématiques. Difficile intuitivement d'intégrer que l'usage systématique des mathématiques nous mène sur le chemin de la simplification excessive, il semble pourtant que ça soit le cas. En plus, si vous visitez un établissement de recherche, vous constaterez que les noms des différents laboratoires révèlent une *hyperspécialisation*, tout comme les titres des thèses de doctorat que vous pouvez trouver sur le net (<http://tel.archives-ouvertes.fr/>), *hyperspécialisation dev[ant] déchirer et morceler le tissu complexe des réalités, et donner à croire que le découpage arbitraire opéré sur le réel [est] le réel lui-même*[9].

Cette tendance de la science qui nous a amené tant de progrès, tant d'avancées sur le chemin du savoir, semble aujourd'hui aboutir à une science aveugle où *la mathématisation et la formalisation ont désintégré les êtres et les existants pour ne considérer que les formules et équations gouvernant les entités qualifiées*[9]. C'est exactement la dérive financière que nous connaissons aujourd'hui : la bourse qui n'a de critères de performance que mathématiques génère des drames humains dont elle se moque éperdument. Ainsi le cours boursier d'une entreprise qui licencie est-il le plus souvent voué à prendre de la valeur de nos jours.

Cette sujétion systématique de notre société à la science est un des vices majeurs de notre époque post-moderne, une absurdité de notre développement que j'estime causée principalement par notre naturelle tendance à la *dette du sens*.

Parmi les supercherries de la science dont nous sommes tous plus ou moins complices ne serait-ce que par notre passivité, il y a une espèce de volonté collective de s'intéresser à ce qui est su plutôt qu'à ce qui est ignoré. Le dernier exemple en date est donné par l'épisode Fukushima où pendant plusieurs semaines divers experts venaient se prononcer sur les conséquences de l'accident nucléaire, interrogés par des journalistes vendant à leur auditoire – nous – la réponse adaptée à l'actualité.

La vérité, c'est que l'on n'a aucune idée des conséquences réelles de Fukushima, les paramètres étant beaucoup trop nombreux et l'expérience en la matière – heureusement – insuffisante. Mais non, il fallait des émissions spéciales pour construire cette *hyperréalité*, même si les scientifiques devaient pour cela trahir leur idéal cartésien qui aurait dû les faire se pro-

noncer sur leur ignorance en la matière. Et les chiffres d'audience de telles émissions traduisent bien notre implication dans ces mises en scène mensongères, même si bien sûr chacun d'entre nous reste en droit de ne pas se sentir coupable.

D'autres ignorances tues de la science témoignent de cette tendance à construire d'elle une image idéale et omnipotente. On sait par exemple que l'essentiel de la matière visible est constitué d'atomes dont les noyaux contiennent protons et neutrons. Le proton qui constitue le noyau de l'atome d'hydrogène, élément le plus répandu dans l'univers et à l'origine de toute matière connue – nous y compris – a été découvert par Ernest Rutherford en 1919. Sa masse est bien connue, sa charge également comme tout un tas de caractéristiques quantiques qui ne nous occupent pas ici. Une inconnue demeure cependant que l'on évoque pour ainsi dire jamais, sa durée de vie. Un neutron en dehors du noyau a par exemple une durée de vie de l'ordre de 15 minutes au-delà de laquelle il se désintègre pour donner un proton et un électron. Mais on ne connaît pas celle du proton. Pourtant, selon le modèle actuel, l'ensemble des protons auraient été créés au moment du big-bang ce qui porte leur durée de vie à celle de l'univers soit 13.7 milliards d'années aux dernières nouvelles et donc, s'ils devaient disparaître, arrivés au terme de leur durée de vie, l'ensemble de la matière visible c'est-à-dire les étoiles, les planètes et... nous, disparaîtraient aussi, instantanément ! De quoi alimenter me semble-t-il quelques réflexions, non ?

Dans le même ordre d'idées, au tout début des années 2000, l'Observatoire de Meudon recevait un brillant biologiste ayant participé de près à la découverte du virus du S.I.D.A. – qu'il me pardonne, son nom m'échappe aujourd'hui – venu nous exposer le besoin urgent de transversalité dans la recherche. La biologie, nous disait-il par exemple, a grand besoin de personnes capables à partir d'observations de créer des modèles cartésiens avec des outils connus et des formalismes rigides car, le saviez-vous, la nature du gène reste encore inconnue ! Ce gène, sésame de la biologie moderne, impliqué dans l'essentiel des progrès contemporains, manipulé avec toujours plus d'habileté et ne cessant d'apporter toute sorte de progrès à la médecine, ce gène donc, on ne sait simplement pas ce qu'il est ! Tout juste peut-on le situer, c'est une séquence d'A.D.N., mais, alors même qu'il représente un enjeu social, médical et éthique colossal pour notre présent et notre futur, nous en ignorons l'essentiel, sa structure fondamentale ! Encore de quoi gamberger !

La stabilité du système solaire, les causes de l'expansion de l'univers ou bien sa masse sont autant de questions sans réponses qui occupent les scientifiques souvent depuis longtemps pendant que la société préfère se pâmer

des succès rencontrés par une science miraculeuse qui *peut tout*, aidée en cela par une espèce de métalangage, la mathématique, à peine accessible au commun de mortels. La citation d'Einstein que j'ai reproduite au-dessus, soit *l'éternel mystère du monde est son intelligibilité*, est, comme toutes les citations, une sélection que la société civile opère sur le propos original et qui révèle une construction collective de l'opinion et/ou du regard porté sur tel ou tel événement. Constatez que dans cette citation le mystique affleure franchement, comme si la mathématique – principal outil de la compréhension de l'univers – s'associait au divin dans une perspective sans limite de cette intelligibilité. Or cette citation date de 1936, soit quelque 5 ans après les théorèmes de Gödel[10] qui restent eux parfaitement méconnus. Dans ce qui nous occupe, ces théorèmes me paraissent pourtant fondamentaux puisqu'ils démontrent l'incomplétude mathématique c'est-à-dire que la mathématique ne peut pas tout en termes de mathématiques et que donc, il existe des conjectures qui ne trouveront jamais de démonstration au sein des mathématiques, ainsi ramenées au rang de tous les autres savoirs, incomplets. Il n'existe donc pas de super savoir, ils atteignent chacun leurs limites et ont finalement tous besoin d'être complétés par d'autres afin d'approcher la vérité ou au moins une vérité. Pourtant qui connaît Kurt Gödel aujourd'hui ? Et la transversalité des savoirs, que ses théorèmes semblent rendre indispensable au progrès, est-elle encouragée ? Non, l'hyperspécialisation est la norme qui isole les connaissances à fin de modélisations disjointes, réduites et abstraites suivant une politique de développement que nous cautionnons par notre ignorance et notre passivité, fruits du mystérieux besoin de devoir à d'autres que nous ce qui nous arrive, la *dette du sens* de Marcel Gauchet, qui révèle une pathologie collective dont les effets aujourd'hui sont franchement néfastes comme en témoignent les effets de la crise financière actuelle.

La dérive manichéenne ou l'obsession de la polarisation

Bien sûr, il y a d'autres vecteurs de la *dette du sens*, en dehors de l'état ou de la religion qui ont été longtemps les principaux, voire les seuls ; peut-être les médias, l'économie, le code civil ou encore l'art – même si ce dernier ne revêt pas le caractère des précédents qui semblent davantage assujettis à l'esprit des sciences par la volonté d'accéder à une méthode disjonctive à même de trancher, ce que d'aucuns appellent d'ailleurs la volonté de polarisation, c'est-à-dire de créer deux pôles, dissidents l'un de l'autre.

Habités que nous sommes à l'extériorisation déresponsabilisante qui caractérise aussi bien les civilisations passées que la nôtre, portés depuis les *Lumières* par une association productive de la science et de l'économie étayée sur le principe de disjonction, il m'apparaît tout naturel que nous

ayons tenté d'étendre ce principe afin – comme nous y invite la méthode même – d'en tirer le maximum. La mathématique, on l'a vu, est en langage unique par sa capacité à distinguer le vrai du faux. Les succès qu'elle a générés nous ont donc naturellement poussés à étendre son champ d'application bien au-delà de la science comme en témoigne par exemple la finance du XXI^{ème} siècle ; la méthode disjonctive en devient ainsi le véhicule privilégié qui s'applique par exemple au travers de la loi, à même hier de faire naître une démocratie représentative où la condition de chacun devait s'améliorer, comme aujourd'hui d'opposer les droits individuels entre eux, ou d'user des droits de l'homme comme d'un argument à la guerre imposant au réel le statut de victime devenu presque enviable. Le fait que la V^{ème} république ait connu deux avocats à l'Élysée n'est pas pour infirmer cette logique de soumission à la loi et donc de polarisation. Incapables d'assumer notre destin collectif mais forts de succès à répétition nous maintenant dans l'élite mondiale depuis des siècles, nous usons et abusons de cette religion disjonctive qui nous mène aujourd'hui à de profonds paradoxes et à une espèce de déprime collective.

Comme la science a privilégié la modélisation au détriment d'un réel complexe par nature, la loi a ordonné les rapports sociaux sur des critères objectifs et tranchants malheureusement incapables à terme d'intégrer la complexité du vivre ensemble et poussant notre civilisation à lentement dériver vers l'obsession de la polarisation, ce qu'Edgar Morin décrit comme le refus de la complexité. Rien d'étonnant donc que, dans un autre registre, les caricaturistes comme Stéphane Guillon, Didier Porte ou même les *Guignols de l'Info* rencontrent un tel succès, même s'il demeure très inquiétant que la classe politique soit mieux considérée par le prisme de la caricature que par ses actes mêmes.

Révélatrice la campagne de presse française contre Laurent Gbagbo avant, pendant et après l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, comme celle menée contre Mouamar Kadhafi, sans doute pour les mêmes raisons. L'audience française dans ces deux cas précis est davantage à la recherche de repères manichéens que de vérité complexe. En quelque sorte, nous sommes prêts à consentir à n'importe quelle opinion, pourvue qu'elle soit tranchée et reprise en chœur par les médias dominants. C'est ce rapport tranché que nous entretenons aussi avec l'Islam aujourd'hui et la simple évocation de *charia* suffit à faire trembler la France. La publicité qui sans cesse nous harcèle n'est certainement pas étrangère à notre dérive vers la tentation de polarisation puisqu'elle se contente de livrer des messages simples et orientés. Mais la dérive en cours trouve me semble-t-il un exemple incontestable au sein même de la vie politique française : le regard porté sur le Front National déjà évoqué plus haut mais sur lequel je désire insister.

Longtemps dirigé par Jean-Marie Le Pen, le FN a du coup porté les valeurs d'une France en faveur d'une Algérie française dont le racisme primaire disputait au mépris. Passé maître dans une communication du ressenti et du ras-le-bol, Le Pen abreuvait des foules haineuses d'arguments de comptoirs qui maintenaient le parti dans un idéal xénophobe incompatible avec les valeurs républicaines. L'introduction de la proportionnelle par François Mitterrand aux élections législatives de 1986 permit au parti d'obtenir 35 députés dont le discours s'était déjà bien adapté aux exigences de la V^{ème} république. À l'exception de quelques saillies haineuses, le FN apprend alors à se mêler au débat politique national et à exposer un programme dont l'esprit est conservé, mais cette fois dans le stricte cadre de la légalité. Aujourd'hui, l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti tourne la page grandiloquente du père et installe le FN dans la complète légitimité. Seulement l'historique pèse encore et les membres du FN ne sont pas traités à l'identique des autres politiques. On les invite moins et le consensus est toujours réalisé contre eux et leurs idées : le Front était, est et restera la vermine anti-démocratique raciste qu'il faut combattre coûte que coûte. Et ce besoin de polarisation par la *diabolisation* du FN n'est pas sans poser de problèmes :

- les tentatives répétées de mise à l'index du Front ont pour effet, on le sait depuis longtemps, de renforcer sa politique du ressenti puisqu'elles confirment par l'exemple le complot ourdi par l'*intelligentsia* contre le peuple. La démocratie n'est pas la même selon les partis, ce qui mène la démocratie représentative à un paradoxe susceptible de démontrer qu'elle est obsolète, comme le martèle le Front lui-même. . . néanmoins, pour l'essentiel des acteurs, il vaut toujours mieux isoler la peste brune plutôt que la combattre,
- quand on se refuse de débattre en publique du programme du Front National, on lui laisse l'opportunité des petites phrases sur l'actualité sans fond nécessaire, c'est-à-dire sans programme politique/économique réaliste ; pourquoi n'existe-t-il pas de débat sérieux sur ce programme comme c'est le cas pour les autres partis ? Parce qu'il a été décidé de longue date qu'il valait mieux se taire. En quelque sorte, les électeurs du Front National sont vus comme tellement idiots qu'il est simplement inutile d'essayer de leur faire changer d'avis, ils camperont quoiqu'il advienne sur des positions butées et toute tentative d'explications sera considérée comme une propagande mensongère. Le Front dépassant régulièrement la barre des 10% de suffrages exprimés, on comprend mieux par cet exemple, la considération des dirigeants politiques et médiatiques pour l'électorat français,
- *Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire*, célèbre phrase de Voltaire, à

la base de la liberté d'expression et dont nous nous gargarisons fièrement, même si elle est en l'occurrence une parfaite usurpation à la française. Car nous ne pouvons décemment pas nous considérer comme un pays de libre expression, au contraire des États-Unis qui ont sacralisé le principe dans le premier amendement de leur constitution.

Chaque saillie nauséabonde de Jean-Marie Le Pen a été portée devant la justice où il a le plus souvent perdu renforçant ainsi son statut de victime du complot.

Noam Chomsky ayant défendu la liberté d'expression du révisionniste Robert Faurisson a été immédiatement assimilé comme lui-même antisémite et révisionniste par nos intellectuels cathodiques comme Bernard Henri-Lévy ou Philippe Val pour qui la liberté d'expression doit être remise en cause à chaque fois que l'on se trouve en désaccord idéologique avec eux. On défendra ainsi avec véhémence le droit à la publication des caricatures de Mahomet en même temps que l'on essaiera de faire taire Dieudonné qui trouve ainsi toute matière à démontrer qu'en France la liberté d'expression est une chimère, tout comme l'auteur du célèbre *Casse-toi pauv'con* inquiet par le premier garant de la république et donc de ses valeurs,

- la polarisation s'étant largement banalisée depuis des décennies, elle donne aujourd'hui lieu à une dérive encore plus inquiétante que Frédéric Lordon appelle l'*anti-Midas*[4] : contrairement au roi Midas qui transformait en or tout ce qu'il touchait, le FN est vu comme capable de souiller toute idéologie et tout positionnement politique. Frédéric Lordon évoque sur son blog que l'idée de démondialisation étant soutenue – entre autres – par le FN, elle s'en trouve immédiatement décrédibilisée et du même coup évacuée du débat politique national. Si le Front défend cette idée, c'est que cette idée est mauvaise, voire dangereuse, on n'en parlera donc pas !

Et les exemples foisonnent qu'un humoriste égraine à ceux qui osent l'écouter. Dans son délire en provocations, Dieudonné fréquente (ou prétend fréquenter) à la fois le Front National et certains intégristes musulmans, tout en s'attaquant à la politique d'Israël et à l'idée que propagent beaucoup trop de gens qui disposent de la parole publique aujourd'hui : critiquer Israël revient à être anti-sionniste donc antisémite, donc un monstre ! Dans le même ordre d'idée, Jean-Luc Mélenchon et Arnaud Montebourg prônent la sortie de l'euro comme Le Pen, ils sont donc infréquentables, n'écoutez pas leurs idées, elles ne peuvent être que mauvaises. Gardons-nous même d'en simplement débattre !

Dangereuse logique qui permet une manipulation facile en profondeur de l'opinion publique et donc de la représentativité nationale qui doit trouver son expression parmi quelques partis triés sur le volet. C'est une exigence connue des marchés mondialisés qui préfèrent avoir à faire à des poli-

tiques stables sur le long terme, exigence qu'on leur accorde volontiers, jusqu'à organiser des primaires au parti socialiste pour améliorer l'illusion démocratique et faire accepter la bi-polarisation en politique.

Alors ? On se moquait avant des présidents américains obligés de faire amende honorable pour une gâterie sous le bureau ou un joint de marijuana, cédant à la pression de fundamentalistes religieux les accusant d'être incapables de gouverner avec de telles mœurs. On regardait le maccarthysme d'un œil condescendant parce que les américains semblaient incapables de nuances. Et voilà où nous en sommes. Hyperréalité, fabrique du consentement, polarisation, anti-Midas, autant de dérives auxquelles nous demeurons indifférents, assourdis par les antennes d'époque, *There is no alternative* ou encore *Jusqu'ici tout va bien*.

À une époque de progrès fulgurants et de bouleversements permanents du quotidien, on peut comprendre que nous soyons occupés à d'autres choses que la politique. D'autant que c'est une habitude millénaire que de confier à un nombre restreint la destinée collective. La vie pouvait se montrer si difficile sans électricité, sans soins, sans instruction, qu'il me paraît tout naturel de s'en être remis à un seigneur, un roi ou un état pour organiser et protéger les populations, tout comme d'avoir donné un sens aux existences grâce à la foi ou encore d'avoir essayé de faire taire les angoisses de l'inconnu en ordonnant le monde sous la coupe d'un Dieu omniscient et omnipotent. Seulement, combien de ces angoisses existent encore aujourd'hui ? Outre la question du sens de notre existence où Dieu demeure encore très utile, plus de faim ni de soif chez la plupart des occidentaux, plus d'attaques de bêtes sauvages ou d'ennemis, la nuit a été domestiquée comme le reste et l'essentiel de nos tracasseries passées a bel et bien disparu. Alors pourquoi cette sujétion aux sciences via économie et finance ? Ce besoin de polarisation ? Pourquoi s'être si longtemps battus pour obtenir la république et le droit de vote pour finalement ne pas s'en servir aujourd'hui ? Pourquoi laisser les marchés imposer les dirigeants politiques aux démocraties européennes pour sortir d'une crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée ? Comment se fait-il que le pays des *Lumières*, de la *Commune* ou de *Mai 68* élise un si petit président sans culture ni morale ? Que ce même pays reste si coi face aux événements en Grèce ? Sans doute parce que ce peuple a disparu, rejoignant les cohortes dociles de consommateurs bedonnants. Sans doute.

Narcisse triomphant

Depuis la fin du XIX^{ème} siècle, la science de l'inconscient a fait l'objet d'un intérêt croissant à travers l'Europe qui a participé du changement profond de notre existence au monde. D'abord destinée à diagnostiquer des pathologies cliniques, la psychanalyse a aussi et surtout influencé la littérature ou l'art en général leur permettant de plonger toujours plus profond dans les mystères de nos intimités. Elle a changé nos rapports à l'enfance, à l'autre, à nous-mêmes et, de Marcel Proust à Woody Allen, a procédé à une mutation profonde du tissu social comme du noyau familial. Depuis les années 70 par exemple, se succèdent en France des réformes de l'enseignement primaire étayées sur des analyses plus au moins pertinentes de la psychologie de l'enfant et de son rapport à l'apprentissage.

Révolution intime sans doute initiée par le romantisme des XVIII et XIX^{èmes} siècles, elle apparaît comme symptomatique d'un recul des peurs primitives et de l'accès à un confort matériel offrant à l'individu l'occasion de réfléchir. Avec les progrès techniques qui engendrent des progrès sociaux et une amélioration sensible des conditions d'existence, la communauté à laquelle l'essentiel des forces vives étaient jusqu'alors consacrées se morcelle en autant d'individualités acquérant doucement le droit de se distinguer des autres.

Encore une fois, les succès de la méthode disjonctive et de l'industrie capitaliste à la recherche de clients ne sont pas sans influence sur ceux de la psychanalyse. Un homme, double neveu de Sigmund Freud l'a bien compris, Edward Bernays, qui restera comme l'inventeur de la propagande, savant amalgame des avancées de la psychologie des foules et de la psychanalyse freudienne. On doit par exemple à Bernays l'intervention des États-Unis dans le premier conflit mondial grâce à la désormais célèbre affiche où l'oncle Sam pointe du doigt avec l'argument *I want you for U.S. army*, alors même que le gouvernement avait été élu sur une promesse de pacifisme ; on lui doit aussi l'usage symbolique de la cigarette, rebaptisée *torche de la liberté*, pour des femmes réclamant l'accès à davantage de droits et d'égalité sociale, ce qui devait en premier lieu mener au presque doublement du chiffre d'affaires des cigarettiers américains ayant passé commande à Bernays d'un élargissement de leur marché ! Son influence sur les méthodes de Joseph Goebbels pendant la seconde guerre mondiale ne sont pas contestées, pas plus que celle sur les relations publiques contemporaines, de la vente de lessive à l'élection présidentielle.

Forte de ses très nombreux succès et profitant d'une conjoncture économique favorable au cours des Trente Glorieuses, la science de l'inconscient pénètre en profondeur le tissu social et on assiste doucement mais sûrement

à la naissance de l'individu qui, dans le contexte d'une méthode disjonctive renforçant la loi républicaine, acquière petit à petit autant de droits que la communauté au sein de laquelle il vit.

L'individualisation de l'humain devient une tendance générale mue par la consommation grandissante de biens matériels qui nourrit la notion de propriété individuelle et le vivre ensemble en souffre. L'avènement des ego dans le contexte de prodigalité mène tout d'abord à une définition sociale de l'individu par le biais de ce qu'il possède ou de la manière dont il dépense les fruits de son travail, avant de dériver vers une compétition d'égaux où l'accès à de plus en plus de consommation pour chacun fait craindre à l'individu d'être stigmatisé s'il ne possède pas, comme on l'entend trop souvent dans la bouche de parents pour justifier tel ou tel achat à leurs rejets.

Nul n'est dupe bien sûr que l'existence sociale de l'enfant au sein de l'école est aussi qualifiante pour les parents et que l'achat d'objets de plus en plus chers révèle une compétition entre les différents noyaux familiaux qui nourrit un capitalisme triomphant à la tête d'une société désormais morcelée, en compétition *consumériste*. Et plus le niveau social baisse, plus aujourd'hui la lutte est âpre, aidée par le crédit à la consommation qui permet aux plus pauvres d'entre nous d'accéder malgré tout au rêve matérialiste. C'est une des causes majeures de la disparition des classes sociales car c'est l'accumulation des droits individuels au plaisir et surtout à la consommation, droits obtenus d'une psychanalyse déculpabilisante et finalement déresponsabilisante, qui pousse l'ensemble de la société à aspirer au meilleur et donc à refuser l'appartenance par exemple à la classe sociale ouvrière, rendant ainsi la lutte des classes obsolète, faute de combattants.

L'obsession des droits de l'homme apparaît également comme symptomatique de l'époque et sans doute aussi comme une des conséquences du versement collectif dans les sciences de l'inconscient. L'association de la défense des droits de l'homme et de la méthode disjonctive pénale portée par toujours plus de lois à caractère universel n'est d'ailleurs pas sans poser problème.

Le premier est certainement l'aspiration à l'universel, c'est-à-dire la tentation d'imposer les droits de l'homme à toutes les civilisations, et ce même si ces droits sont la conséquence d'une histoire occidentale sous l'emprise d'un cartésianisme hissé au stade de religion qui mène aujourd'hui à de nombreux paradoxes et à un désenchantement chronique des individus.

Le second est la tentation de l'égalitarisme, c'est-à-dire d'en parvenir à la conclusion que tous se valent, sans distinction de qualifications ni de pathologies par exemple. C'est une dérive majeure de l'introspection psychanalytique.

En termes de désordres psychiques, il est évident que ne peut s'établir aucune hiérarchie. Comme ceux-ci sont le plus souvent la conséquence de l'environnement, la tendance est à démontrer que n'est pas plus responsable de ses actes celui qui a des incontinenances nocturnes à 12 ans et celui qui assassine les femmes mûres qui lui rappellent une mère abusive. Ainsi, tout patient doit-il parvenir à s'exprimer sans retenue sur ses désordres mentaux sans pour autant en tirer une quelconque forme de culpabilité. Le bât blesse quand il parvient à la conclusion que ses dits désordres doivent donc être acceptés par la communauté au lieu de lui-même faire l'effort de se *sociabiliser* et il blesse plus encore quand, sous prétexte d'être parvenu à psychologiquement s'accepter après un travail de longue haleine, le patient parvient à l'évidente égalité absolue de l'humain : égalité des droits par les droits de l'homme, égalité des chances par la constitution et égalité des ordres et désordres intimes par la psychanalyse.

Comme la science de Darwin a démontré l'unité initiale du vivant qui pousse encore les autres sciences à la recherche d'une unité théorique, il y a une tendance égale dans les sciences humaines à user de l'égalité absolue de l'humain et à imposer des notions universelles, même si elles ne sont le fruit que d'une seule culture ! Pires encore sont la tentation de l'égalitarisme et la dérive qui consiste à ne plus distinguer les membres d'une communauté dans un idéal républicain qui décrète unilatéralement le succès de l'application de son sacro-saint principe d'égalité des chances. Deux/trois conséquences à cela :

- l'égalitarisme sert d'abord les ennemis de la démocratie qui ne veulent surtout pas confier la destinée de la nation à n'importe lesquels de ses membres. Le plus souvent issus des grandes écoles de la république, élevés dans le désamour des masses dont ils ont toujours cherché à se distinguer, ils sont convaincus que les efforts consentis et les succès rencontrés au sein d'un système élitiste mais biaisé leur apportent toute la légitimité nécessaire.
L'égalité est une utopie splendide dont il ne faut jamais proclamer la réalisation au risque sinon de nourrir son contraire ;
- l'égalitarisme pousse les individus à se distinguer de la masse et donc à s'en désolidariser. Encore ignorant de sa ressemblance avec autrui, de ses goûts partagés, de ses ascendances similaires, le membre de la communauté se portera naturellement à la recherche de points communs avec d'autres afin d'affirmer son appartenance au groupe. C'est le cas par exemple des trois religions monothéistes qui assurent d'abord une communauté de *dette du sens* : je suis membre d'une société humaine qui a été créée par un Dieu auquel suffisamment croient pour lui assurer une légitimité et lui

octroyer le pouvoir de définir cette dite société.

Si au contraire je dispose des mêmes droits que mes contemporains, que l'environnement social est bâti pour m'assurer les mêmes chances et qu'en plus mon intimité – mes sentiments les plus profonds et personnels – je la partage aussi avec les autres membres de l'espèce, quoi de plus naturel que je cherche à m'en distinguer afin de donner un brin de sens à cette vie qui m'anime et qui ne dit ni ses intentions, ni sa cause ontologique, m'abandonnant ainsi dans une errance vaine sans cesse exposée depuis le romantisme ?

Je ne veux plus être un prolétaire, pas plus qu'un bourgeois, je préfère nourrir des rêves individualistes qui m'extirpent de cette égalité déprimante dont je ne veux pas, même si elle est à l'origine d'un progrès social dont je ne saurais me passer aujourd'hui.

C'est un des grands paradoxes de l'époque : chacun est très attaché aux valeurs de la république mais ne fait rien pour les défendre, imaginant que le système est capable d'autogestion ; tous sont attachés au droit de vote mais les taux d'abstention aux élections témoignent du contraire.

Pour la première fois sans doute dans l'histoire de l'humanité, l'individu peut se consacrer à exister personnellement, peut se construire intimement comme socialement. Les luttes passées des différentes communautés ou peuples lui ont octroyé les droits fondamentaux nécessaires à son émancipation et l'individu s'en sert, malheureusement oublieux des autres membres de l'espèce dans un nihilisme dépressif sans doute généré par un excès de confort et une absence d'épreuves ;

- le repli sur soi est sans doute le principal mal de l'époque. La psychanalyse a, me semble-t-il, restreint à l'individu même la notion de *dette du sens*. Celui-ci réalise en effet, grâce à l'introspection, que nombre de ses traits de caractères sont davantage le fruit d'un environnement que d'une volonté propre et que d'être élevé dans un foyer confortable ne lui a pas assuré pour autant un bonheur absolu. Ce même individu qui élucide les causes de son *spleen* chronique peut donc facilement en tirer la conclusion qu'il n'en est pas responsable. Il se convainc ainsi d'être la victime d'une vie qu'il n'a pas réclamée, conséquence d'une entente tacite entre ses aînés, qu'ils soient du cercle de famille ou de la communauté à laquelle il appartient. L'individu n'est ainsi plus responsable de ce qui lui advient, ce qui lui permet de plonger dans un hédonisme aveugle, égoïste et sans avenir qui semble bien correspondre à l'Occident du XXI^{ème} siècle. Il veille désormais à se distinguer de la communauté par les formes que peuvent prendre sa quête des plaisirs et finit même par se définir plutôt par ce qu'il n'aime pas dans cet inventaire exhaustif de distractions qu'est devenue

notre époque. Ce repli sur soi avait été prédit par Tocqueville qui parlait de l'individualisme comme le *sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables*[11].

Circonstances atténuantes

Il faut dire aussi que le rythme démentiel de succession des événements n'a pas favorisé la réflexion, individuelle comme collective. Les légions octogénaires d'aujourd'hui ont par exemple connu une succession de révolutions techniques, culturelles et sociales sans précédent dans l'histoire de l'humanité, passant de la voiture à cheval au village monde, du gramophone à internet et de la pénicilline à la thérapie génique.

Depuis la seconde guerre mondiale, l'accélération constante du progrès a même participé de ce que l'on pourrait appeler un gavage du temps par une productivité sans cesse augmentée et une organisation des loisirs elle aussi optimisée depuis les Trente Glorieuses, toutes deux attestant de la sujétion générale à la méthode disjonctive.

En effet, l'organisation scientifique a depuis longtemps débordé le simple cadre du travail pour investir tout notre quotidien, des corvées aux loisirs dans une permanente surenchère dont l'absence de limites est certainement pour entretenir notre déprime chronique.

Après les deux chocs pétroliers des années 70 et l'apparition du chômage dans une société ravie par l'insouciant hédonisme qui avait précédé, le modèle économique a été confirmé, tant parce qu'il appartenait à l'ouest de démontrer les vertus du capitalisme face au bloc soviétique que parce que la période d'après guerre avait été absolument bénéfique aux populations civiles. Ainsi, l'idéologie américaine de concurrence et de compétition est lentement acceptée par les membres de sociétés qui, tous, veulent leur part du gâteau.

Les protestations mondiales des années 60 et 70 tempèrent le basculement libéral mais dès les années 80 et les politiques conjointes de Ronald Reagan et Margaret Thatcher, l'amorce est faite d'une défense des droits individuels plutôt que collectifs. La présidence de François Mitterand elle-même verse dès 1983 dans une politique de dérégulation financière et de privatisation : l'état providence recule au profit d'une compétition encouragée entre les différents acteurs sociaux, l'Europe affiche un visage absolument libéral et l'entreprise individuelle est encouragée dans le sillage de la réussite d'un Bernard Tapie ou d'un Jacques Séguéla. Quand le mur de Berlin disparaît, il n'y a plus de doute possible, l'Ouest sort grand vainqueur de la guerre froide, l'avenir est au capitalisme, la *fin de l'histoire* est proclamée et *il n'y a pas d'alternative*.

Dans ce nouveau monde unipolaire, les motivations sont multiples :

- le chômage est une source inépuisable de motivation pour les travailleurs. Les politiques économiques ayant choisi de contenir l'inflation plutôt que l'emploi, le taux de chômage reste très élevé en Occident ce qui affaiblit les revendications syndicales d'une part mais rompt aussi avec les abus constatés par la sécurité de l'emploi, comme l'absentéisme, la sous-productivité et le clientélisme. L'esprit de stimulation individuelle cher à la droite est ainsi préféré à l'assistantat lénifiant de la gauche ;
- pour des raisons fiscales et de motivation, une part des salaires est désormais transformée en primes devant récompenser les bons résultats. Là encore, la compétition s'instaure pour générer une spirale vertueuse en faveur de l'entreprise. Des cadres aux ouvriers on rivalise donc d'ingéniosité et on s'investit corps et âme afin de satisfaire aux différents critères de valorisation financièrement récompensés. La stimulation est permanente et elle est rémunérée ;
- la durée légale du travail a été régulièrement réduite à mesure que l'accès aux loisirs s'est démocratisé. Les voyages à l'étranger sont plus accessibles, comme la technologie ou l'accès à la propriété individuelle. Le travailleur est donc également motivé par ses moments de repos pris en charge par une industrie aussi performante et efficace que le reste de la société, capable donc de répondre à tout ou presque, comme de générer une motivation positive sur l'ensemble des travailleurs ;
- la publicité met en scène la civilisation de la motivation personnelle dans une surenchère permanente, *plus blanche que blanche*, plus jeune, plus efficace, etc. Elle oriente ainsi l'idéologie courante en martelant les raisons du sacrifice à l'entreprise et en créant des envies sans limites. Elle est au cœur du système de propagande et de *fabrication du consentement* ;
- la télévision est l'outil de distraction par excellence, donc aussi source de motivation. Réalisez que nous sommes passés en cent ans de soirées éclairées à la bougie aux bouquets de centaines de chaînes multilingues livrées à domicile ! Désormais on peut acheter un film, jouer, parier ou commander tel ou tel bien depuis son canapé. La télévision mériterait à elle seule une étude complète sur son influence en distinguant son potentiel de l'usage qui en est fait aujourd'hui. Pour faire court, la télévision qui a pénétré l'essentiel des foyers de l'Occident peut être considérée comme un métronome temporel qui a radicalement changé notre rapport à la durée. La succession de divertissements, informations, débats et publicités a optimisé la durée et gavé le temps. Seul internet est capable aujourd'hui de

dépasser la quantité d'informations livrée à la seconde et notre addiction à ses deux médias témoigne de la bataille collective menée contre l'ennui et de notre souci d'optimisation de la durée nous séparant de la mort.

Seulement, ses motivations qui nous obnubilent et nous sédentarisent entre notre lieu de travail et la proximité du canapé sont aussi porteuses de la disparition du collectif.

Par exemple, l'augmentation de la productivité et de la compétitivité a pour conséquence que l'essentiel de l'énergie des employés de nos entreprises – et en particulier les cadres qui échappent aux 35 heures – est occupée au travail et qu'il devient très difficile qu'émanent de la société civile des mouvements politiques, c'est-à-dire des idées profitant à la collectivité. C'est la conséquence de la sujétion au seul capitalisme qui motive l'individu plus que le groupe et qui a triomphé de l'égalitarisme communiste. Le problème c'est que la société se retrouve vidée d'initiatives à l'usage du collectif, collectif qui ne s'en remet que davantage aux différents pouvoirs extériorisés.

Un sondage *Harris interactive* publié en juin 2011 par *Marianne* témoigne de cette *dette du sens* : si 7 Français sur 10 ne souhaitent pas la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2012, il sont déjà 57 % à pronostiquer qu'il l'emportera malgré tout. Le destin politique des français leur échappe, ils en sont convaincus !

On ne peut pas leur donner tort quand après Édouard Balladur qui en 1995 trahit son camp pour se présenter à l'élection présidentielle, porté par de douteux sondages et l'ensemble des moyens de T.F.1., la même chaîne de télévision – première d'Europe en termes d'audience – renouvelle l'expérience avec Nicolas Sarkozy – premier lieutenant de Balladur – et le mène à l'investiture suprême. Que ce même Sarkozy s'empresse d'invalider un référendum et de faire des cadeaux fiscaux à ses soutiens etc, etc.

En fait, il semblerait que le développement à grande vitesse ne laisse guère de temps ni à l'analyse ni à la prise de recul. L'opportunisme aveugle est donc privilégié qui s'imisce dans toutes les branches du pouvoir (économique, politique, médiatique, scientifique/technologique) comme est privilégiée aussi l'apathie ordinaire préférable à une réaction hors sujet. Et les trop rares qui prennent le risque d'agir sont plus faciles à viser par le pouvoir financier qui au final est le plus puissant pouvoir sur le réel.

Nicolas Sarkozy élu – entre autres – sur son traitement des problèmes en banlieues n'y a finalement rien fait. Car il est le symbole de cette génération de comptables efficaces à qui il manque un recul sur l'histoire, de la culture et de l'éducation. Enfant de T.F.1. après privatisation, il séduit par un propos simple, percutant et débarrassé du passé qu'il ignore superbement. C'est la conjuration des imbéciles triomphants.

Également symbolique de l'époque, au moins dans la caricature, une publicité vue en 2011 pour un site de vente en ligne : les banquiers sautent par les fenêtres, le monde est à feu et à sang, c'est la crise et une jeune fille traverse tout ce chaos d'un pas léger qui l'amène à conclure, *il est urgent de se faire plaisir*, profitez des promotions sur le site !

Autopsie

Le titre d'*autopsie d'époque* a été donné à cette partie parce qu'il s'agit bien de rompre avec ce qui nous a menés là. Sans honte ni expression coupable, sans stigmatisme judéo-chrétien, sans regrets ni remords inutiles mais bien dans l'intention de provoquer la rupture avec les erreurs commises, comme de proposer des alternatives ou au moins de susciter l'envie de construire ces alternatives.

Aucune des lignes précédentes n'a été écrite dans l'intention de me distinguer. Je me considère également responsable de ce vingt-et-unième siècle qui s'accroche au vingtième parce qu'encore incapable de s'inventer. Si quelqu'un argumente qu'il n'a cessé de résister, qu'il n'a cessé de lutter, je lui répondrai que l'échec constaté de sa démarche le place au même degré de responsabilité que le pire collaborateur. Il n'est plus temps de se désolidariser ou d'exister par le rejet, il est temps de voir si nous sommes capables d'employer notre intelligence et nos actes à une existence collective, si nous avons les moyens de fonder une nouvelle civilisation qui ferait paraître les vingt siècles précédents comme le temps nécessaire à nous distinguer des autres mammifères. Il est temps de construire un sens à notre présence ici-bas, même si – surtout si ? – de mystérieuses divinités président à nos destinées, même si il s'en trouve parmi nous de plus qualifiés que d'autres, de plus volontaires, de plus intelligents.

Si une utopie est une direction à suivre, une logique à construire, une identité dont se parer, elle se doit d'intégrer les caractéristiques de chaque individu, de chaque culture, de chaque unité pensante qui n'ont donc d'autre choix que de s'exprimer, au risque sinon d'être oubliés.

Et si le tirage au sort en politique s'avère être une erreur, ça n'a aucune importance, pourvu que l'on soit capable de proposer mieux.

Sites participatifs

Il existe sur la toile toute sorte de forums de discussion et de sources d'émancipation intellectuelle. J'en propose ici une liste très restreinte destinée à être enrichie :

- <http://etienne.chouard.free.fr/forum/>
- <http://www.le-message.org/>
- <http://www.front-plan-c.eu/>
- <http://www.ric-france.fr/>
- <http://www.democratie-electronique.org/>
- <http://stochocratie.free.fr/>
- <http://www.m-pep.org/>
- <http://www.facebook.com/>
- <http://personaldemocracy.com/>
- <http://www.zcommunications.org/>
- <http://neomoderne.fr/>
- <http://la-sociale.viabloga.com/>
- <http://www.le-debat.gallimard.fr/>
- <http://www.afev.fr/>
- <http://www.scoplepave.org/>
- <http://www.pouruneconstituante.fr/>
- <http://laconstituante.forumgratuit.fr/>
- <http://www.scoop.it/t/democratie-directe>
- <http://www.convergencedeslutttes.fr/petitions/index.php?petition=14>
- <http://e-d-e.org/?lang=fr>
- <http://indigne-e-s.net/>
-

Bibliographie

- [1] Alain. *Propos sur les pouvoirs*. Folio, Poche, 1925.
- [2] Serge July. *Éditorial du 30 mai*. Libération, 2005.
- [3] David Lafaille. *Tomographie Optique Cohérente et Optique Adaptative. Étude d'un prototype d'application à l'ophtalmologie*. http://tel.archives-ouvertes.fr/documents/archives0/00/01/04/21/index_fr.html, 2005.
- [4] Frédéric Lordon. *Qui a peur de la démondialisation ?* Les blogs du Monde Diplomatique, 13 juin 2011.
- [5] Joseph Kessel. *Les Jours de l'aventure : Reportages*. 1930-1936.
- [6] Roland Shaer. *Utopie : la quête de la société idéale en occident*. Bibliothèque Nationale de France, 2000.
- [7] Cornelius Castoriadis. *Stopper la montée de l'insignifiance*. Le Monde Diplomatique, août 1998.
- [8] Marcel Gauchet. *La condition politique*. tel, Gallimard, 2005.
- [9] Edgar Morin. *Introduction à la pensée complexe*. Points, 2005.
- [10] Kurt Gödel. *Über formal unentscheidbare Sätze der Principia Mathematica und verwandter Systeme (Sur les propositions formellement indécidables des Principia Mathematica et des systèmes apparentés)*. 1931.
- [11] Alexis de Tocqueville. *De la Démocratie en Amérique*. 1835-1840.